



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 21 décembre 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais demander à Mlle BODKIN de venir nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci, Mlle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais vous indiquer un certain nombre d'informations utiles pour notre Métropole.

Avant cela, nous avons l'habitude de recevoir des personnalités de marque, hommes ou femmes, qui par leurs actions, illustrent la Métropole. Aujourd'hui, nous avons l'honneur de recevoir Hayat BENSAIDI, championne de France minime de boxe anglaise. Je vais lui demander de venir avec moi, ici.

Je suis heureux d'accueillir Hayat BENSAIDI, qui est née à Montpellier en 2004 dans le quartier d'Estanove. Elle a pratiqué le sport très tôt. Elle a jeté son dévolu, sa passion, sur la boxe anglaise.

C'est l'occasion pour moi de saluer et de remercier tous les boxeurs, les entraîneurs, les amateurs et professionnels de tous les clubs de boxe de Montpellier, que nous avons repris et dont nous nous sommes occupés afin qu'ils puissent avoir une véritable action sportive auprès des jeunes dans tous les quartiers de la ville. Je salue mon ami Daniel BARRY, qui est ici, et qui est l'entraîneur du Boxing Club de Montpellier. Il accorde une passion pratiquement totale à suivre l'ensemble de ses élèves, qu'ils soient amateurs ou professionnels. Tous les boxeurs de Montpellier sont, aujourd'hui, qualifiés pour les épreuves finales du championnat de France.

C'est le cas de Hayat qui vise, par son entraînement, une participation aux Jeux Olympiques de Paris 2024. C'est une boxeuse formidable. Je vais quitter mon papier parce que j'adore la boxe anglaise donc, je vais me régaler en parlant de toi. C'est une boxeuse formidable qui est douée, qui a une façon d'esquiver et de remettre assez exceptionnelle pour son âge. Elle a pour *sparring-partner* mon ami Mohamed KANI qui est 16^e au niveau mondial et qui a travaillé, ici aussi, à Montpellier, avec Daniel. Il est aussi employé municipal. Je voudrais donc, par la même occasion, le féliciter ainsi que tous les boxeurs de Montpellier ; tous ceux qui pratiquent la boxe anglaise mais aussi la boxe pieds-poings avec de multiples disciplines, dont la boxe thaï est un exemple, ainsi que la boxe française.

Hayat continue le collège et elle travaille tous les jours le physique pour être prête en 2024. Elle s'entraîne à la salle de boxe Mohamed Ali dans le quartier Croix d'Argent, ainsi que sur d'autres rings qui appartiennent aux clubs et à la ville de Montpellier puisque nous en avons installé avec Rabii YOUSSEF, ici présent, Jean-Luc MEISSONNIER, Fabien ABERT et Patrick RIVAS dans l'ensemble des gymnases et des quartiers pour permettre la pratique de la boxe.

Je sais que Hayat aime aussi beaucoup le foot. Elle sera présente pour la Coupe du Monde féminine cette année à Montpellier, qui est ville hôte. Sa famille est ancrée à Montpellier et je la salue.

Je voudrais, au nom de l'Assemblée Métropolitaine, lui offrir la médaille de la Métropole en souhaitant que celle-ci lui apporte force, courage, vigueur pour tous les combats qu'elle va mener. Mais, Hayat a un truc que beaucoup de gens n'ont pas : une espèce de sérénité intérieure. Pour faire de la boxe où il faut avancer tout le temps, même sous la pluie, il faut avoir cette sérénité intérieure. Je sais donc que nos espoirs en elle sont bien placés.

En plus de la ville, vous représenterez la Métropole.

M. le Président remet la médaille de la Métropole à Hayat BENSAIDI sous les applaudissements de l'Assemblée

Hayat BENSAIDI

Je voudrais tout d'abord remercier mes proches, mon coach Daniel BARRY, ici présent, mon idole, Mohamed KANI et Philippe SAUREL. Merci, c'est très sympa de m'avoir invitée ici et de m'avoir offert tout cela ; c'est très gentil. Voilà quelques mots. C'est tout. Merci.

Monsieur le Président

J'en profite simplement pour demander à Daniel de venir parce qu'il fait un travail exceptionnel. Chaque fois qu'il s'occupe d'un boxeur, il est au bord du ring du début à la fin, ici ou ailleurs en Europe. C'est le top des entraîneurs.

Je vais passer maintenant un certain nombre d'informations... Ah pardon !

Mohamed KANI remet un tableau au Président sous les applaudissements

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Ce tableau sera exposé sur les murs de mon bureau ici, comme tes gants le sont dans celui de la mairie.

Un certain nombre d'informations.

Premier point : il concerne la création de la nouvelle Cour Administrative d'Appel en Occitanie. De nombreux parlementaires et élus nous ont rejoints dans la démarche. Le Gouvernement a à choisir entre Montpellier et Toulouse. Bien sûr, nous avons défendu ensemble la candidature de Montpellier. Quelques esprits chagrins ont indiqué que nous ne travaillons pas et que nous ne nous occupons pas du dossier... Passons. Nous avons reçu, début décembre, un courrier émanant du Conseil d'État répondant à notre demande d'exposer les caractéristiques que devait revêtir le bâtiment, pour recevoir cette Cour Administrative d'Appel. Ce courrier est signé Bruno LASSERRE. Nous aurons avec lui et le Conseil d'État, le 10 janvier, un rendez-vous téléphonique. En attendant et en accord avec le Préfet, nous avons répertorié un certain nombre de propositions qui lui seront soumises.

Je demande aux journalistes de vérifier les informations. Je le demande en grâce. Lundi matin, il y a eu un article expliquant que la résidence Font-Del-Rey à la Paillade avait vu un certain nombre de ses appartements vendus par ACM Habitat alors que cela fait partie des 15 copropriétés dégradées que nous allons racheter grâce à l'action du Gouvernement. Je l'ai dit au Conseil Municipal avant-hier soir, mais je demande, là aussi, de vérifier les informations : nous n'avons jamais vendu un appartement. Donc, l' élu qui a dit cela a dit un mensonge et *Midi Libre* l'a répété sans contrôle. J'aime beaucoup *Midi Libre* mais il faut contrôler les informations, parce qu'on ne me passe rien. Donc, la règle est pour tout le monde.

Deuxième information : il s'agit du courrier de Madame la Présidente de la Région Occitanie qui, pour la division de Montpellier Events en SPL Occitanie Events et en nouvelle SEM Montpellier Events pour le Corum et le Zénith, nous a écrit l'accord, qui est le nôtre, et que nous avons également validé. Cet accord fait l'objet désormais d'un courrier officiel ; ce que nous avons demandé. Je remercie donc Carole DELGA et la Région, car le courrier que nous avons ici est parfaitement clair et correspond, en miroir, à celui que nous avons dans les archives de Montpellier Events. Cela correspond exactement à nos décisions partagées.

Point suivant des informations : il s'agit de l'Orchestre National où de façon officielle – vous l'avez vu dans la presse – Didier DESCHAMPS, ancien président, ancien DRAC, a souhaité ne pas poursuivre son mandat de Président. Son poste est donc disponible et sera pourvu par un nouvel administrateur qui sera Président ou Présidente. Je présenterai cette personne à l'occasion d'une délibération et lors d'une conférence de presse officielle.

Je voulais vous informer que ce matin même, j'ai eu une réunion importante avec le Directeur d'Orange pour l'établissement de la 5G à Montpellier et sur les communes environnantes, qui pourront en bénéficier à partir du premier semestre 2019, si les études que nous menons et les transactions avec la maison mère Orange se poursuivent. Dans l'état actuel des choses, tout nous indique que cela pourrait faire l'objet d'une 5G pour le territoire de la ville. Les communes de Juvignac, de Castelnaud, de Lattes, de Saint Jean de Védas seront également en partie pourvues par cette 5G.

Le point suivant concerne l'aéroport. Qu'il me soit permis de remercier le conseil de surveillance de l'aéroport de Montpellier, qui a entendu le souhait de la ville et de la Métropole, et qui s'est lancé dans une démarche constructive pour l'établissement d'une nouvelle ligne aérienne Montpellier-Moscou. Cela s'est passé hier au conseil de surveillance.

Point suivant : il concerne la ligne 5 de tramway. La dernière réunion de concertation – qui pouvait être l'ultime – a révélé quelques précisions encore à apporter afin que la ligne soit parfaite. J'ai reçu les habitants des résidences concernées samedi matin et nous avons trouvé une à deux possibilités pour modifier très légèrement le trajet et faire en sorte que l'unanimité soit au rendez-vous. J'ai fait engager quelques études sommaires techniques pour pouvoir le porter devant vous et l'Assemblée. *A priori*, nous voterons le trajet définitif comme prévu au Conseil du mois de février puisque la concertation avec les habitants se révèle très positive.

Le point suivant concerne l'Euro de volley-ball. Là aussi, j'ai vu qu'il y avait beaucoup d'écrits. Je remercie le Vice-Président Jean-Luc MEISSONNIER qui a fait le boulot. Nous avons trouvé un accord tripartite entre la Région, la Métropole et le Département pour pouvoir recevoir l'Euro de volley. Je remercie le Département et la Région qui ont modifié leur position afin que cet événement soit possible et finançable.

Dernier point d'information : nous avons obtenu l'accord définitif pour l'installation de Google à Montpellier au mois de février. Je ne vous dis pas où aujourd'hui car tout cela est en discussion. En février, Google, pour les ateliers numériques gratuits, c'est-à-dire pour l'enseignement, la pratique, sera installé à Montpellier.

Monsieur Hervé MARTIN, après avoir élargé, sort de séance avant l'adoption de l'ordre du jour en laissant pouvoir à Madame Julie FRÊCHE et est donc déclaré représenté pour la séance.

Mme J. FRÊCHE sort de séance, le pouvoir de M. H. MARTIN accordé à Mme J. FRÊCHE est temporairement annulé.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 21 DECEMBRE 2018

Monsieur le Président

Je passe à l'ordre du jour. Il comporte 80 affaires, auxquelles j'ai ajouté un vœu concernant les étudiants étrangers venant faire leurs études à l'Université de Montpellier, portant ainsi leur nombre à 81.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Pour : 85 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions prises. Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix... Je n'en ai pas besoin, il faut prendre acte.

Le Conseil prend acte.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 3 DECEMBRE 2018 – REPORT AU PROCHAIN CONSEIL DE MÉTROPOLE

Monsieur le Président

En revanche, je mets aux voix le report de l'adoption du procès-verbal du Conseil du 3 décembre au prochain Conseil de Métropole. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, le report de l'adoption du procès-verbal est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION - VŒU RELATIF A L'ANNONCE DE LA HAUSSE DES DROITS D'INSCRIPTION POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EXTRACOMMUNAUTAIRES

Mme P. MIRALLES, MM. G. LANNELONGUE et JL. MEISSONNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 81. Il s'agit du vœu relatif à l'annonce de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers extracommunautaires par le Gouvernement.

À l'occasion des rencontres universitaires de la francophonie, le Gouvernement a confirmé le 19 novembre son intention d'augmenter les droits d'inscription pour les étudiants étrangers extracommunautaires à la suite d'une note interne diffusée par l'AFP le 12 novembre. Cette annonce a soulevé une vive inquiétude dans le milieu universitaire où de nombreux acteurs représentatifs des personnels enseignants et des étudiants ont fait part de leurs craintes concernant une rupture de l'égalité des chances dans l'accès à l'université, le renforcement de la précarité étudiante et de leur volonté d'une concertation globale sur le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

La France, et en particulier Montpellier, a toujours constitué une terre d'accueil très prisée des étudiants étrangers. Je rappelle que des étudiants syriens viennent à Montpellier depuis le XIII^e siècle pour apprendre la médecine et le droit. Ils contribuent à la richesse de notre territoire, à la mixité sociale et au multiculturalisme dans les différents établissements qu'ils fréquentent. Forces vives pour Montpellier Méditerranée Métropole, citoyenne du monde, ils contribuent à l'identité et à l'attractivité de notre Métropole depuis la création de son université au XIII^e siècle (en 1289) en devenant ses ambassadeurs à l'international.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil de Métropole d'adopter ce vœu visant à partager l'inquiétude exprimée par la communauté universitaire et demander le retrait de la mesure afin de permettre une concertation globale sur les modalités de financement de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que de l'accueil des étudiants étrangers en France. Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le débat est ouvert sur le vœu. Qui demande la parole ? M. BALAZUN, Maire de Restinclières, Mme DANAN, M. DOMERGUE, M. REVOL, M. EL KANDOUSSI, M. ROUILLEAULT. La parole est à M. BALAZUN.

Geniès BALAZUN

Monsieur le Président, juste un mot par rapport à cela, puisque j'étais étudiant il y a encore quelques années. Ce que vous venez d'évoquer est parfaitement juste. Mais, il faut savoir aussi qu'en étant étudiant à la fac de droit de Montpellier – une faculté très noble pour notre ville –, j'ai eu le plaisir de participer à un échange et de partir au Canada. Il faut savoir que si les étrangers payent, cela permet aux étudiants français de ne pas payer les frais d'inscription lorsqu'ils partent à l'étranger. Il y a une double compensation. J'étais dans un programme où au Canada, les Canadiens payaient pour venir en France en payant les droits d'inscription au Canada et moi je payais à Montpellier. Il y a cette corrélation qu'il faut prendre en compte car il y a des étudiants qui viennent du monde anglo-saxon.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention. Dans ce vœu, nous indiquons qu'il est important de retravailler les modalités et la concertation car on ne peut pas abstraire de la réflexion les accords bilatéraux entre les pays pour l'enseignement et sur les équivalences de diplômes. Cela fait donc partie de l'ensemble de la concertation.

Mme DANAN.

Perla DANAN

Merci Monsieur le Président. Chers collègues. Juste un point pour nourrir ce vœu : dans les relations internationales, nous avons très souvent des gens autour des tables pour négocier soit des contrats soit des relations bilatérales et à chaque fois que nous avons des personnes venant d'autres pays qui ont fait leurs études à Montpellier, elles ont tous une espèce d'affection. C'est vraiment un levier d'échanges et de négociation avec un impact très important sur la culture, sur la paix, avec la diplomatie civile, et sur l'économie. Il serait donc vraiment dommage de se priver comme cela, mécaniquement, d'étudiants étrangers en sachant que c'est un levier énorme pour nous en dehors de l'aspect philosophique qui est important. Il est important de permettre à des gens venant de pays plus difficiles de faire des études et d'accéder à la culture.

Monsieur le Président

Merci Mme DANAN. M. DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président. Chers collègues. Je m'exprime en tant qu'universitaire et comme M. BALAZUN, j'ai expérimenté moi-même des études à l'étranger puisque j'ai fait une année de formation aux États-Unis, à San Diego ; il y a bien longtemps. J'ai payé ma scolarité. Non seulement je l'ai payée, mais je n'ai pu partir à l'étranger que parce que j'ai pu obtenir une bourse décernée par la faculté de médecine de Montpellier, qui a contribué à ce séjour à l'étranger.

C'est vrai que le rayonnement de Montpellier sur le bassin méditerranéen ou sur la zone africaine – qui est tout de même la zone d'attractivité la plus importante pour les étudiants étrangers –, est important ne serait-ce que pour les échanges internationaux mais aussi pour la francophonie. Est-ce que, pour autant, il faut aller vers la gratuité des enseignements pour tout le monde, y compris pour les étrangers ? On reçoit déjà des étudiants étrangers qui arrivent avec leur propre financement. Vous parliez des Syriens, dans le service dans lequel je travaille, il y a des gens en formation qui sont pour certains d'origine syrienne et d'autres qui viennent des Émirats, certains – pas tous – viennent avec leur propre financement et ne coûtent rien ni à l'hôpital ni à l'Université. Je crois que cet élément est important dans la mesure où la scolarité devient de plus en plus chère et où les Français ont de plus en plus de mal à bénéficier d'aides pour faire cette scolarité. Alors que je ne suis pas toujours d'accord avec le Gouvernement, je trouve que cette mesure, même si elle doit être aménagée, a le mérite d'être travaillée et réfléchie.

La gratuité a du bon, mais le fait de payer sa scolarité est également une façon de revaloriser les universités. Dans les classements internationaux, vous le savez comme moi, les plus grandes universités sont celles, malheureusement, où la scolarité est la plus chère et pourtant, on se bat pour y aller. Si Montpellier veut garder sa place, qui est en train de s'améliorer et de croître grâce à la fusion des universités – on voit que dans le classement nous progressons régulièrement –, il est important que les étrangers prennent en compte la qualité de l'enseignement qui est dispensé à Montpellier et que pour autant cet enseignement ne soit pas systématiquement gratuit, pour contribuer également au fonctionnement d'une université qui a besoin de diversifier ses financements. Vous le savez comme moi, les financements publics sont de plus en plus serrés. Il est donc important qu'une université puisse se valoriser en faisant des enseignements de qualité, même si ceux-ci doivent être payants.

Monsieur le Président

Merci M. DOMERGUE. M. REVOL.

René REVOL

Monsieur le Président, je vous félicite de la présentation de ce vœu car cette décision a provoqué un vrai traumatisme dans le public des enseignants et des étudiants étrangers, notamment tous les étudiants étrangers d'origine africaine qui sont très nombreux à Montpellier ; ils ont ressenti cela comme une agression totale et subite. Je tiens à préciser à mon collègue, DOMERGUE, que les difficultés de financement actuelles de l'université sont essentiellement dues à la baisse des dotations de l'État qui est massive. On pourrait faire un graphique : ce n'est pas seulement le Gouvernement actuel qui les a diminuées, mais également le précédent ; les deux Présidents de la République précédents. Nous avons donc une baisse des dotations des universités qui est considérable. Cela met les universités dans une situation de tension et de recherche de financement tous azimuts, et beaucoup de nos collègues se retrouvent dans la situation de commerciaux recherchant des financements pour leurs différentes formations.

Cette évolution de notre université est très négative. Il ne faut donc pas essayer de se payer sur le dos des étudiants étrangers, d'autant que ce serait une ressource extrêmement limitée pour pallier ces manques de financement. Donc, ne traitons pas ici le problème de financement de l'université en général, qui nécessite une remise à plat des différentes ressources, une discussion, mais traitons de la question du jour, qui fait que l'université française serait dénaturée, en particulier celle de Montpellier, si elle ne gardait pas cette capacité d'accueil. Je précise au passage que ce n'est pas totalement gratuit, et qu'ils payent des droits d'inscription identiques à ceux des étudiants français. Il ne faut pas mettre non plus en concurrence les étudiants étrangers avec les étudiants français ; c'est une tendance assez déplorable dans ce pays.

Monsieur le Président

Merci M. REVOL. M. ROUILLEAULT

Henri ROUILLEAULT

Je vais aller dans le même sens. Le sujet n'est pas d'opposer la gratuité à ce que fait le Gouvernement. Ce que celui-ci est en train de faire c'est de multiplier par 10 – un peu plus – les frais d'inscription des étudiants étrangers, et c'est proprement scandaleux. C'est contraire à notre modèle d'université en France. J'ai de la famille aux États-Unis. Depuis que les enfants étaient tout petits, les parents mettaient l'argent de côté afin de pouvoir leur payer des études universitaires. Ce n'est pas notre conception du modèle social et du modèle culturel français.

Ce n'est donc pas conforme à notre modèle. À Montpellier, c'est particulièrement caricatural. L'Université de Montpellier ne serait pas ce qu'elle est sans la décision qui avait été prise par le Comte Guilhem d'inviter tous ceux qui pratiquaient la médecine, tout autour de la Méditerranée (juifs, musulmans, chrétiens...), à venir exercer leur art à Montpellier. Tout cela est donc complètement déraisonnable, et je pense qu'il faut absolument voter cette résolution de façon la plus unanime possible.

Monsieur le Président

Merci M. ROUILLEAULT. M. EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Maire. Chers collègues. Je voudrais bien évidemment aller dans votre sens...

Intervention hors micro : Monsieur le Président !

Abdi EL KANDOUSSI

Ah oui, Monsieur le Président !

Monsieur le Président. Chers collègues. Je voudrais bien évidemment aller dans votre sens lorsque vous dites que ces étudiants deviennent des ambassadeurs de la ville de Montpellier et de notre Métropole. Vous indiquez également que ces étudiants créent des passerelles entre notre territoire et leurs pays d'origine, qu'ils favorisent les échanges culturels, économiques et mettent également en place de la coopération.

Dans ces moments où nous avons tendance à nous refermer sur nous-mêmes, il faut regarder un peu plus haut, au-dessus des marécages. Comme vous l'indiquez, nous restons pour ces pays en difficulté, celui des Droits de l'Homme. Au moins pour cela, il faut garder des tarifs pour les étudiants étrangers comme ceux qui sont français de naissance. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci M. EL KANDOUSSI. Si personne ne demande la parole, je vais mettre... Mme TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à tous. Monsieur le Président. Je vais voter pour ce vœu mais, j'aimerais tout de même dire qu'il me semble qu'il s'agit autant d'une question d'enseignement supérieur que de politique et d'affaires étrangères. Il me semble que notre politique vis-à-vis, par exemple, de la Chine ou des États-Unis, y compris dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la coopération universitaire, n'est pas de même nature qu'avec les pays d'Afrique et de la zone de solidarité prioritaire. Je voulais simplement dire cela.

Il me semble que l'on ne peut pas dissocier ce type de mesures de la politique étrangère. Personnellement, une réflexion sur combien on fait payer les professionnels chinois pour venir se former sur la filière vigne et vin en France ne se pose pas de la même manière que lorsque l'on parle formation d'étudiants provenant d'autres types de pays sur d'autres problématiques.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure lorsque j'ai dit à l'Assemblée qu'il fallait également revoir le fonctionnement des accords bilatéraux, des diplômes. J'ai également été confronté à cela dans l'exercice de ma profession, où un certain nombre d'accords bilatéraux entre les pays régissent les équivalences de diplômes, mais sur des bases qui sont très anciennes. Ce sont des accords qui ont maintenant 50 ans. Il faudrait re-toiletter tout cela.

Mais, l'ADN de Montpellier, ce sont les étudiants de la Méditerranée depuis le Moyen Âge et, à l'époque du Moyen Âge, la Méditerranée était le centre du monde.

Qui est contre ? Trois contre. Qui s'abstient ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

Contre : 4 voix.

Ont voté contre : Mme Anne BRISSAUD, M. Jacques DOMERGUE, M. Joël RAYMOND et M. Alex LARUE (qui a donné procuration à M. RAYMOND).

AFFAIRE N° 1 : FINANCES – RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES – DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES – ADOPTION

Mmes V. DEMON et S. BOUALLAGA entrent en séance.

Mme V. PEREZ entre en séance, le pouvoir accordé à M. R. COTTE est annulé.

Mme V. BARTHAS-ORSAL entre en séance, le pouvoir accordé à M. P. KRZYZANSKI est annulé.

Mmes J. FRÊCHE (avec le pouvoir de M. H. MARTIN), P. MIRALLES et MM. G. LANNELONGUE et J.L. MEISSONNIER entrent en séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 1 : il s'agit du rapport d'orientations budgétaires. C'est ce que l'on appelle le DOB (le Débat d'Orientations Budgétaires).

La parole est à Max LEVITA.

Max LÉVITA

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues. Ce rapport, je vais vous le présenter le plus rapidement possible mais, je vous signale que le chiffre dépasse le milliard. Nous ne pouvons donc pas le traiter avec légèreté.

Dans ce projet de budget, nous prenons bien entendu en compte l'évolution du périmètre de la Métropole en 2019 en particulier sous l'effet de la poursuite de la mutualisation. Ce projet de budget se veut la traduction de trois ambitions :

- une Métropole qui entreprend ;
- une Métropole qui protège ;
- une Métropole qui fédère.

Si vous insistez, je peux m'arrêter à ces quatre lignes. Il y a 45 slides, mais je peux m'arrêter à celui-ci, si vous le désirez, car il y a l'essentiel.

Il y a 237 millions de dépenses réelles d'équipement pour le budget consolidé. Cela montre l'importance du développement de la Métropole.

Il y a le vote des programmes d'investissement pour l'extension de la ligne 1 de tramway ainsi que pour la ligne 5 et pour l'extension de Maera. Ceci sera réalisé avec une évolution de la fiscalité conforme à la promesse qui avait été faite par Philippe SAUREL en 2014 de ne pas toucher aux taux.

Monsieur le Président

Quand on voit les revendications du peuple français sur le pouvoir d'achat : nous sommes la seule Métropole en France et la seule grande ville en France qui a maintenu l'évolution des taux à 0 % pendant six ans. Donc voilà. Pourquoi avons-nous fait cela avec Max LEVITA et avec vous et avec le groupe majoritaire et avec d'autres aussi ? C'est parce que nous avons considéré que nous n'étions pas dans une zone riche, pas dans une zone très pauvre, mais dans une zone modeste. Afin de donner plus de laxité aux citoyens, nous avons jugulé la pression fiscale pendant six exercices. Le budget que nous vous présentons au cours de ce débat d'orientations budgétaires proposera également, pour le sixième exercice consécutif, 0 % d'augmentation des taux.

Max LÉVITA

Je passe sur le projet de loi de finances 2019 qui concerne les décisions de l'État. Il y a eu des modifications concernant le mode de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) intercommunale. En fait, il y a un mécanisme de garantie pour les Métropoles. Celle de Montpellier sera préservée dans ce cadre-là.

Je vais indiquer le projet de loi de programmation des finances publiques. Vous savez que l'État a imposé aux grandes collectivités de contraindre l'évolution des dépenses de fonctionnement. Nous avons donc signé cet accord qui est sur trois points :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal est limitée à 1,5 % maximum. La norme pour tout le monde était 1,2 %. Nous avons eu droit à $2 \times 0,15$ car on tient compte de la croissance démographique et nous n'avons pas touché aux taux de finance précédemment.
- il y a une norme de désendettement. L'État veut que nous soyons au-dessous de 12 ans. C'est un point que nous allons respecter.
- Il y a un point dont je ne peux pas vous parler, c'est la taxe d'habitation. Il est prévu de la supprimer en 2020. Nous n'avons pas d'idées très précises sur la façon dont elle sera supprimée et sur ce qui viendra à la place. Nous ne le savons pas pour l'instant.

Rétrospective financière

Je vous présente les éléments de rétrospective financière pour que vous ayez une idée d'où nous en sommes à la fin de l'année 2018 même si celle-ci n'est pas encore totalement terminée sur le plan financier.

Au 31 décembre 2018, nous avons un taux d'épargne brute à 23 % contre 23,3 en 2016 et 25 en 2017.

Nous avons une épargne brute consolidée à 133 millions et une épargne nette à 178 millions. Ce sont des chiffres prévisionnels bien entendu puisque l'année n'est pas terminée.

L'encours de dette devrait, au 31 décembre 2018, s'élever à 929 millions. Il est en décroissance. En 2016, il était à 960 ; en 2017, à 953 ; en 2018, 929.

Le besoin de financement devrait s'améliorer en 2018 à 9,5 millions ; je vous en parlerai tout à l'heure lorsque nous évoquerons la décision modificative.

La capacité de désendettement augmenterait légèrement à 4,9 années fin 2018 pour le budget principal, soit un niveau inférieur au seuil des 12 ans qui figure dans le contrat financier. Pour le budget consolidé, nous sommes à 7 ans, ce qui signifie que les finances sont totalement maîtrisées.

La prospective

Si on parle un peu de prospective : la caractéristique de notre Métropole, vous la connaissez mes chers collègues, c'est sa croissance démographique. Nous sommes à 1,9 % depuis 2010. Si elle a légèrement ralenti en 2018 à 1,7, nous connaissons toutefois le taux de croissance le plus élevé des Métropoles françaises. Là, vous avez un problème que les maires de cette Assemblée connaissent tous : nous avons 2 % d'inflation à peu près sur les 12 derniers mois, un contrat financier de 1,5 % de limitation et une croissance démographique de 1,9. Vous le voyez, il y a un problème mathématique un peu compliqué à résoudre. Je n'insisterai pas là-dessus, mes chers collègues, puisque c'est un problème que vous avez à résoudre en même temps que nous.

Dans les relations financières entre la Métropole et les communes, il y a, à l'heure actuelle, une réflexion qui a été engagée. Elle vous a été présentée en Conférence des Maires. Vous vous souvenez, en 2015, quand nous avons construit ensemble la Métropole, il y avait une loi que nous étions obligés de respecter, à savoir que les transferts de compétences transféraient les dépenses occasionnées en fonctionnement et en investissement et pesaient sur le budget de fonctionnement des communes. Situation compliquée, difficile que vous connaissiez parfaitement ; vous avez accepté et nous avons accepté. Nous avons créé la règle des 70 % pour que cela pèse moins sur les budgets. En 2018, nous avons ajouté deux opérations gagnant-gagnant supplémentaires :

- en bonifiant les ACI rajoutées par les communes. C'est une opération gagnante pour les communes qui ont vu leur ACI bonifiée et pour la Métropole qui a vu les AC se rapprocher du montant qui aurait dû être transféré en 2015 ;
- un effort de solidarité de la commune qui a abondé par ses fonds propres les opérations de voirie communales.

En 2019, il est proposé une nouvelle avancée avec la possibilité de passage en ACI à 100 % des voiries transférées en 2015. Il y aura donc un montage gagnant, pour les communes qui verront leur épargne s'améliorer et un montage gagnant pour la Métropole qui verra son AC se rapprocher du montant correspondant aux 100 % mais, qui altère néanmoins la capacité de désendettement de la Métropole. Ce qui a été proposé, je vous le proposerai un peu plus tard dans une délibération : chaque commune aura la possibilité de choisir entre le système ancien et le nouveau qui permet de distinguer l'investissement du fonctionnement. Cela n'est pas encore voté pour l'instant puisque le débat d'orientations budgétaires se présente à périmètre constant. Nous ferons une décision modificative lorsque les 31 communes auront fait leur choix.

La première orientation budgétaire est donc une nouvelle avancée en matière de comptabilisation des charges transférées qui s'inspire de deux fondamentaux qui sont la liberté laissée à chaque commune – nous avons deux systèmes, chacune pourra choisir celui qui lui va le mieux – ce qui rentre parfaitement dans le contrat de confiance qui nous lie depuis que nous avons créé la Métropole.

La prospective financière

Pour relever les défis de nos territoires, c'est l'extension de la ligne 1 de tramway, la nouvelle ligne 5 de tramway, l'extension de la station d'épuration Maera, le financement du stade Louis Nicollin dont nous parlerons en ajoutant la réalisation des travaux d'extension du centre de tri, le MoCo Montpellier contemporain à l'hôtel Montcalm qui ouvrira le 29 juin 2019, le nouveau conservatoire à rayonnement régional et le nouveau cimetière intercommunal.

Ceci se présente, pour l'instant, avec la garantie jusqu'à la fin du mandat de ne pas toucher aux taux de fiscalité.

Vous avez sous les yeux, dans la prospective, l'évolution de la réalisation de ce Plan Particulier d'Intervention (PPI) jusqu'en 2022. Nous sommes en 2019 avec un investissement de 250 millions d'euros.

Nous avons fait deux graphiques retraçant l'évolution du taux d'épargne du budget consolidé : en vert, c'est l'hypothèse avec le système ancien des transferts des ACI et en violet, avec les ACI à 100 % pour la totalité des communes. Vous voyez que, dans le système ancien, nous étions à un taux d'épargne de 20 % et dans le nouveau, la Métropole aura, en 2022, un taux d'épargne de 18 %. Si on figure la projection de la capacité de désendettement : avec l'hypothèse sans ACI, nous sommes à 9,5 ans et avec la nouvelle, nous sommes à 7,5 ans.

Voilà le cadre général dans lequel je vous présente maintenant les grandes orientations budgétaires pour 2019.

➤ Les dépenses de fonctionnement

Le premier point est bien entendu le respect du contrat financier. Tout d'abord, lorsqu'on signe un contrat, on le respecte ; c'est notre conception. Deuxièmement, si nous ne le respectons pas, il y a une pénalité. Celle-ci est de 75 % du dépassement qui est limité à 2 % du total de nos recettes réelles. Cela fait quelque chose comme 9 millions de pénalités.

Sur le graphique que vous avez sous les yeux, le budget principal augmente. Ce qui est un peu compliqué, c'est que je vous présente le budget dans sa totalité mais, en même temps, il faut penser à le présenter au Préfet qui veillera sur les 1,5 %. Entre les deux années (2018 et 2019), le périmètre a changé. On le présentera au Préfet à périmètre constant ; à vous, je le présente à périmètre non constant. Le budget principal augmente de 1,5 %. Le budget annexe transport diminue de 14 % et le budget annexe assainissement de 3 %.

Je vais dire deux mots sur les dépenses de personnel. Premièrement, ce qui les caractérise c'est que nous poursuivons la mutualisation en particulier entre la Métropole et la ville de Montpellier. Il y a donc la mutualisation des Directions des Affaires Juridiques, des Finances, de l'Organisation, Evaluation et Contrôle de Gestion ainsi que du Parc Auto. Le total de ces mutualisations s'élève à 3 millions. Les agents sont transférés de la ville à la Métropole et, bien entendu, le paiement des salaires est transféré de la ville à la Métropole. La Métropole les paiera et elle sera remboursée par la ville. Sur le graphique que vous avez, nous passons de 105 millions à 109 millions pour le budget principal. Dans les 109 millions, il y a 3 millions de mutualisations ce qui nous passe à 106 millions, donc une augmentation de 1 %.

Les subventions et les contributions s'élèvent à 72 600 000 €. Madame le Maire de Murviel, j'ai bien fait de vérifier : il y a 24 % dans le contingent incendie ; c'est ce que nous versons au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour le service qui est rendu et qui figure dans ce cadre. C'est pour cette raison que nous avons mis « subventions et contributions » plus les autres secteurs (culture, développement économique et les sports).

Je vais vous dire deux mots sur les charges financières. En 2018, nous sommes restés dans la même période que précédemment. Les taux d'intérêt sont restés bas. Nous connaissons même des taux variables négatifs qui nous permettent de bénéficier d'importantes économies dans nos frais financiers. Pour 2019, notre prévision est prudente. Nous avons prévu que les taux variables augmenteraient de 100 points de base pour ne pas être surpris par une évolution. Cela nous permet de prévoir des charges financières du budget consolidé à hauteur de 30 millions.

En ce qui concerne le budget transport, les dépenses d'exploitation sont estimées à 80 800 000, en hausse de 3 % par rapport à 2018. Les dépenses d'équipement s'élèvent à 22 millions, en hausse de 86 % par rapport à 2018. La subvention d'équilibre versée par le budget principal s'élèvera à 16 millions. Cela fait l'objet d'une délibération dont nous parlerons ultérieurement.

Je passe sur l'assainissement avec 19 millions d'investissement et le montant des aides pour le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) à 3 300 000.

➤ **Les recettes de fonctionnement**

Deux mots sur les recettes de fonctionnement. Elles devraient s'élever à 583 millions pour le budget consolidé, hors subventions au budget annexe transport, soit une augmentation de 1,7 %.

• *La fiscalité*

0% d'augmentation des taux d'imposition. Sur le graphique que vous avez, je fais figurer les taux de la taxe d'habitation ville-centre + groupement en 2018, en les comparant par rapport aux autres Métropoles. Vous pouvez noter que la Métropole est à 34,57. Nous sommes derrière Lille, Strasbourg, Marseille et Toulouse. Si vous prenez la taxe sur le foncier bâti, Montpellier est à 31,35. Nous sommes derrière Grenoble qui est 38,02 ; Nantes qui est à 33,92.

Comment vont varier nos impôts l'année prochaine ? Ils varieront sur l'évolution physique des bases et la revalorisation forfaitaire. Cette dernière n'est, pour l'instant, pas connue mais, elle devrait être de l'ordre de 2 %. Dans les années précédentes, cette évaluation faisait partie de la loi de finances. Elle n'en fait plus partie et elle est maintenant calculée par l'INSEE sur le taux d'inflation des 12 derniers mois ; c'est de l'ordre de 2 %. Cela n'est pas officiel. Nous avons donc prévu 1 %.

Concernant l'évolution des bases, nous avons un petit problème – même un gros – qui est qu'il y a dans les taxes d'habitation une disparition dans nos bases de près de 13 millions, soit 1,5 million de produits, qui nous paraît inexplicable et que nous ne comprenons pas. Nous avons appelé à l'aide le Ministre des Finances et le Directeur Départemental des Finances Publiques.

Monsieur le Président

Un courrier a été adressé au Ministre et un rendez-vous a été pris, hier, avec le Directeur Départemental des Finances Publiques, M. BARREAULT.

Max LÉVITA

Nous avons tenu compte de sa dernière prévision qui nous fait baisser les nôtres d'à-peu-près 1,5 million d'euros. Vous avez le montant estimé pour 2019 de chacun de nos impôts : la cotisation foncière des entreprises (on espère une revalorisation des bases de 1 %) ; la cotisation de valeur ajoutée, la taxe sur les surfaces commerciales ainsi que le produit espéré. Vous avez sur le slide suivant, les recettes fiscales prévues en 2019, en soulignant que la Métropole confirme le bouclier social qui figure par sa politique d'abattement facultatif, qui entraîne des allègements fiscaux importants. Nous évaluons ces derniers à 12 200 000 €. C'est notre contribution avec la fixation des taux ; on ne les touche pas, ils sont immobiles. Cette politique d'abattement permet d'apporter notre participation au maintien du pouvoir d'achat de nos concitoyens.

La taxe sur l'électricité : seules deux communes l'ont transférée à la Métropole (Montpellier et Grabels). Nous espérons un produit équivalent de 4 800 000 €.

La taxe de séjour : vous savez que c'est la deuxième année qu'elle sera intercommunale. Nous n'avons pas les résultats pour 2018. Nous espérons un produit de 3 millions. Nous espérons qu'il sera même supérieur à cette somme. Cela dépend, en particulier, de la collecte sur les plates-formes de type *Airbnb*, *Abritel* ainsi que *Homelidays*.

Monsieur le Président

Pardon Max. Sur ce sujet, j'ai rencontré l'Association des hôteliers de Montpellier Méditerranée Métropole, et je me suis engagé avec eux à produire une délibération, comme l'ont fait d'autres villes, sur la régulation des plates-formes et la déclaration de tous les logis touristiques. Cela demande un certain nombre de modifications à l'intérieur de nos propres services et c'est pour cette raison que je n'ai pas pu mettre tout de suite en action ce que nous avons demandé. Je leur ai également proposé d'avoir un interlocuteur fixe comme je l'ai fait pour Vélocité en la personne de Thomas GOUMONT, qui est présent ici, parce que 50 hôtels sur la Métropole, ce doit être *administré de près*, comme l'écrivait BONAPARTE.

Max LÉVITA

GEMAPI : nous avons fixé par une délibération son montant à 3 millions. Il est au même niveau que celui de 2018.

Nous évaluons le budget transport à 89 millions.

Je voudrais vous indiquer, mes chers collègues, l'évolution de ce versement « transport » depuis l'application du taux majoré en année pleine qui montre le développement économique de notre Métropole. En 2013, on avait enregistré 3,7 % d'augmentation ; en 2014, 2,1 ; en 2015, 1,6 ; en 2016, plus de 2 % (2,04) ; en 2017, 4,5 ; en 2018 (c'est un chiffre prévisionnel), nous sommes à 2,2 %. Nous espérons donc 89 millions de recettes fiscales sur ce point.

Monsieur le Président

Concernant le versement transport et la politique des transports, qu'il me soit permis de remercier Kléber MESQUIDA, le Président du Conseil Départemental, pour avoir débloqué les 4,5 millions d'euros qui représentent la subvention du Département de l'Hérault à la ligne de tramway n°4.

Max LÉVITA

Nous poursuivons sur les dotations et compensations. La dotation d'intercommunalité est à 2 500 000 €. Je vous rappelle, mes chers collègues, qu'au cours des années précédentes, nous avons été considérablement rabiôtés. Vous allez le voir sur le graphique suivant : en 2014, on nous a enlevé 4 millions ; en 2015, on nous en a enlevés 10 ; en 2016, encore 10 ; en 2017, 10 ; etc. Au total, nous avons perdu plus de 160 millions. Aujourd'hui, notre dotation sera de 2,5 millions. Il y a eu un prélèvement de 29 600 000 € qui a été opéré sur ce thème.

Nous évaluons le fonds de péréquation des ressources intercommunales à 6,3 millions comme précédemment.

Le produit des services par la tarification des services rendus est estimé à 34 600 000 pour le budget principal soit une augmentation de 7,5% due essentiellement au remboursement lié à la mutualisation.

Pour la régie de l'eau, le prix de l'eau sera identique en 2019 à celui de 2018. Sur le budget annexe de l'assainissement, le prix de l'assainissement passe de 1,33 € HT le mètre cube à 1,35 € HT le mètre cube soit l'équivalent de 2,40 euros par an en 2019 afin de prendre en compte, ainsi que ce budget a été construit, la montée en charge financière du projet d'extension Maera.

Monsieur le Président

Nous maintenons donc le prix de l'eau que nous avons, avec René REVOL, porté à -10 % de son prix d'origine avec Jackie GALABRUN-BOULBES. Nous n'augmentons pas l'eau pour la laisser au même niveau qui est un prix tout à fait honnête eu égard au prix de l'eau sur l'ensemble des grandes villes, des métropoles et de la zone.

Max LÉVITA

Les attributions de compensation seront amenées à changer une fois que chacune des communes aura pris sa décision. Pour le moment et à périmètre constant, nous versons 2 200 000 à certaines communes et nous encaissons pour les autres communes 54 500 000 à quoi il faut ajouter la dotation de compensation versée par le Département qui s'élève à 16 400 000 €.

➤ Les dépenses d'investissement

Budget principal : c'est 256 millions dont les dépenses d'équipement pour 196 millions.

Budget annexe assainissement : 25 millions dont 19 millions d'équipements ;

Budget annexe transport : 112 millions. À l'intérieur de ce chiffre (pour expliquer l'écart entre 112 millions et 22), il y a 30 millions d'emprunts et 53 millions figurant au titre du réaménagement d'emprunts.

De cette manière, les dépenses d'équipement passent de 221 à 237 soit une augmentation de 7 %. Nous avons des dépenses d'équipement qui restent soutenues au cours de la prochaine année.

➤ Les recettes investissement

Nous recevons des subventions : 31 millions. Il s'agit essentiellement des PUP ainsi qu'une part pour le budget annexe assainissement.

Le produit des attributions de compensation d'investissement à périmètre constant s'élèvera à 7 millions suite à la mise en place des ACI par la CLETC au 29 mai 2018.

Le fonds de compensation de la TVA : 8 millions.

Les amendes de police s'élèvent à 5 millions. C'est un dispositif qui va s'éteindre à compter de 2019 du fait de la réforme mise en place sur le stationnement payant. Le non-paiement de la redevance n'est plus constitutif d'une infraction et est remplacé par une redevance. À l'heure actuelle, cette redevance est encaissée par la ville de Montpellier avant d'être reversée à la Métropole.

Le produit des cessions s'élève à 4 900 000 et la taxe d'aménagement perçu est évaluée à 3 millions. Je vous rappelle, mes chers collègues, au cas où vous l'auriez oublié, que cette taxe d'aménagement est encaissée par la Métropole. Ensuite, il y a discussion avec chacune des 31 communes qui décide de laisser tout ou partie à la Métropole de cette taxe.

➤ La dette

Nous ne sommes pas encore milliardaires. La dette est en diminution au 31 décembre 2018 : 929 par rapport à 953. Dans nos emprunts, si l'on se réfère à la charte Gissler, on est à près de 95 % en 1A qui est le taux où il n'y a pas de risque. Il y a 3,61 % en 1B ; le risque est l'emprunt que nous avons modifié. Il nous reste un emprunt structuré que, bien entendu, nous surveillons. Nous n'en avons qu'un. Le montant est toujours à 50 % fixe et 50 % variable. C'est pour les experts, dont je ne suis pas, la stratégie la moins risquée de gestion de la dette. Le taux moyen est à 2,53 ; 17,5 ans ; structure équilibrée entre le fixe et le variable.

Pour 2019, nous allons maintenir cet équilibre entre le taux fixe et le taux variable. À l'heure actuelle, nous bénéficions de taux attractifs parce que les conditions sont assez bonnes. Nous avons des opérations de sécurisation de dettes puisque nous avons réaménagé un emprunt qui était indexé et nous poursuivons ces possibilités. À chaque fois que nous le pouvons, nous remplaçons les emprunts anciens par de nouveaux emprunts à des taux plus intéressants.

L'évolution de la dette : on est à 471 millions sur le budget principal, 446 millions sur le budget annexe transport, 80 millions en assainissement soit 997 millions.

Tout cela est de la comptabilité, des finances. C'est important mais, ce n'est pas l'essentiel. Quelles sont les opérations budgétaires si on les regarde sur le plan thématique. Nous avons mis cela sous trois titres :

- une Métropole qui entreprend : c'est tout ce qui a trait aux transports, à l'économie, au développement durable, la gestion des espaces ;
- une Métropole qui protège : eau, assainissement, environnement ;
- une Métropole qui fédère : la cohésion sociale, les sports et la culture.

➤ Une Métropole qui entreprend dans le domaine des transports et de la mobilité

On ouvre une nouvelle autorisation de programme en 2019 pour l'extension de la ligne 1 de 42 millions. On ouvre également la ligne 5 de tramway pour 418 millions.

On s'occupe néanmoins du réseau de bus puisque plus de 10 millions seront consacrés à l'achat de 15 bus au GNV pour renouveler le parc et les bus déployés sur le réseau suburbain.

Monsieur le Président

Pardonne-moi, Max. Nous réfléchissons au nouveau tram-bus électrique et au nouveau bus alimenté par hydrogène. Mais, sur les premiers (les électriques), nous avons essayé avec Abdi EL KANDOUSSI et Luc EGOUMENIDES les nouveaux prototypes émanant d'Alstom qui sont capables de transporter une centaine de passagers avec wi-fi et qui peuvent, sur des trajets particuliers, sur des lignes métronomes en site propre, remplir l'office qu'on leur demande. C'est-à-dire que ce ne sont pas des tramways, mais ils ont un rôle supérieur à un bus normal et ils sont électriques. Ils sont donc sans caténaires. Ce sont des prototypes et nous sommes en discussion avec Alstom à ce jour.

Max LÉVITA

400 000 € sont prévus pour un jalonnement en fonction de la mise en œuvre du schéma directeur du jalonnement touristique. La gestion multimodale des déplacements...

Monsieur le Président

Excuse-moi, Max. Sur le jalonnement touristique : c'est une demande ancienne qui est en train d'aboutir pour jalonner la ville, la métropole mais cela interfère également sur les voies cyclables nationales et internationales.

Max LÉVITA

- *Économie, innovation, attractivité*

Vous savez que la stratégie de la Métropole se décline sur quatre axes : elle fédère, elle accélère, elle implante, elle responsabilise.

- Pour la fédération : 1 400 000 sont prévus pour le développement et l'animation des filières ;
- Pour l'accélération : 1 million pour la création et la croissance des entreprises ;
- Pour l'implantation : 500 000 € pour l'implantation des entreprises, du commerce et de l'artisanat ;
- Pour la responsabilisation : 1 400 000 dédiés à l'emploi, à l'insertion et à l'économie solidaire.

Bien entendu, Montpellier compte sept réseaux thématiques dans le cadre du label French Tech qui sera développé en particulier dans le cadre du projet Montpellier Capitale Santé pour lequel un budget d'1 500 000 € est prévu.

Dans le cadre de nos engagements du contrat de plan État-Région, 1 400 000 € sont prévus pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

Le budget consacré au développement touristique sera de 3 100 000 €. Un schéma est en cours de préparation. Il vous sera présenté. Il est d'ores et déjà financé.

- *Le développement durable et l'aménagement du territoire*

Une grande partie des opérations sont confiées soit à la SERM soit à la SA3M, soit par voie de mandat ou de concession. Un budget pour les parcs d'activités est prévu à hauteur de 4 600 000. Un autre budget du même montant est prévu pour l'étude et l'aménagement d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur une enveloppe globale prévisionnelle de 18 millions. L'ensemble des concessions prévues au budget représente un total de 4 millions dont 1 200 000 pour la Zac Euromédecine à Grabels et 1 400 000 pour la concession de la French Tech dans le quartier Cambacères.

Nous poursuivons notre politique d'enfouissement des lignes à haute tension. Une enveloppe de 5 millions est prévue en 2019 sur un total d'investissement à terme prévu de 10 millions.

Les Projets Urbains Partenariaux (PUP) sont évalués à 10 millions. Nous les avons en dépenses et, bien entendu, en recettes à peu près à la même hauteur.

L'action foncière et immobilière est à hauteur de 8 millions d'euros.

La planification territoriale, dans le domaine qui concerne la révision du Plan de déplacements urbains : 300 000 €.

L'exercice de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) : nous accompagnerons l'État pour le Contournement Ouest de Montpellier à hauteur de 300 000 € et le Département pour la Déviation Est de Montpellier à hauteur de 200 000 € ainsi que les études et les acquisitions foncières pour la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan.

Je passe sur la gestion des espaces publics.

Les orientations budgétaires ouvertes sont pour :

- la piste cyclable Montferrier pour 1 300 000 ;
- l'aménagement du carrefour des Châtaigniers pour 1 700 000 ;
- la traversée de Sussargues, de Restinclières ;
- la reprise des rentes de l'ouvrage de l'aéroport à Pérols pour 1 million d'euros ;
- l'action prévue pour les cinq pôles territoriaux en ce qui concerne la voirie.

➤ Une Métropole qui protège

Cela concerne d'abord l'eau, l'assainissement et la GEMAPI.

Les orientations budgétaires :

Il y a une nouvelle autorisation de programme concernant :

- l'extension de Maera pour 110 millions d'euros ;
- la gestion des milieux aquatiques à hauteur de 4 700 000 € ;
- les opérations de Prévention des Inondations (PI) pour 3,5 millions ;
- les opérations de Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) pour 0,5 million ;
- les opérations hors GEMAPI sur la gestion du risque pluvial pour 700 000 €.

L'environnement et la gestion des déchets : nous maintiendrons en 2019 une forte implication en matière de développement durable. Plus de 5 millions seront consacrés à la qualité des matériels et aux équipements nécessaires à la collecte et au tri des déchets :

- 2 400 000 pour la rénovation des déchetteries ;
- 900 000 pour l'achat par la régie de collecte de nouveaux équipements de collecte ;
- la fin de travaux pour l'usine de méthanisation et le démarrage des travaux d'extension du centre de tri pour 6 500 000.

➤ Une Métropole qui fédère

C'est tout ce qui a trait à la cohésion sociale dans le cadre de la téléalarme, du Fonds d'Aide aux Jeunes, de la politique de la ville. Il faut bien que j'en parle quelque part donc, on en parle à ce niveau, le cimetière intercommunal de 11 000 places va démarrer. Le budget alloué en 2019 sera de 2 200 000 €.

Je vais vous dire deux mots sur les sports : nous continuerons l'effort sur les piscines. Des études sont prévues pour la réhabilitation du centre nautique Neptune dans le quartier de la Mosson. Des travaux sont prévus pour le Palais des sports René-Bougnol et le Complexe sportif Yves du Manoir pour 2 300 000. Il y a, bien entendu, la participation au financement du stade Louis Nicollin. Il est nécessaire de prévoir l'avenir du terrain de football pour ce club qui, aujourd'hui, a des résultats tout à fait remarquables ; je n'insiste pas car c'est le point où vous nous attendez. Nous en parlerons longuement ultérieurement, si vous faites comme à la ville. Le soutien aux clubs et manifestations sportives est maintenu à hauteur de 9 millions.

Comme il faut finir en beauté, nous terminons par la culture. Nos objectifs restent l'accès à la culture pour tous. Dans les travaux dans le domaine du réseau de lecture publique : il y a un fonctionnement prévu de 2 400 000 € en 2019.

Je vous rappelle que nous avons intégré la bibliothèque Jules Verne de Saint Jean Védas. Nous avons ouvert la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez. Il y a le projet d'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Émile Zola qui sera poursuivi. Un montant de 1 100 000 € est prévu.

Le nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional verra le jour à l'horizon 2020 sur le site de l'ancienne maternité du Professeur Grasset. Le démarrage des travaux est prévu début 2019. Le montant indiqué est de 12 millions.

Le Centre d'art contemporain, je vous l'ai dit, ouvrira le 29 juin 2019. Le budget alloué pour la fin des travaux s'élève à 3 800 000. Nous verserons une subvention de fonctionnement de 3 200 000.

Le musée Fabre poursuit sa politique ambitieuse. Sept millions sont prévus pour son fonctionnement ; 1 100 000 en investissement.

Bien entendu, nous poursuivons notre soutien aux festivals et manifestations culturelles que ce soit *Montpellier Danse*, *le festival de Radio France*, *la Comédie du livre*, *Cinémed* et j'en oublie certainement ; il faut ajouter *la Métropole fait son cinéma* et *la Métropole fait son cirque*.

Il ne faut pas oublier le soutien à l'EPIC qui nous a été transféré du Département sur le Domaine d'O. Nous maintenons les subventions à hauteur de 3 millions.

Je conclus, mes chers collègues, par le dernier slide qui récapitule les orientations qui vont caractériser ce budget :

- une nouvelle avancée en matière de comptabilisation des charges transférées. Le choix va être opéré par les 31 communes ;
- le respect du contrat financier vis-à-vis de l'État ;
- vis-à-vis des citoyens, il n'y a pas de modification des taux d'imposition pour la sixième année consécutive. Il s'agit de faire mieux avec moins.
- des dépenses d'équipement soutenues avec les trois caractéristiques importantes : l'extension de la ligne 1, le lancement de la ligne 5 et enfin l'extension de Maera.

Autrement dit, en 2019, nous poursuivons le travail qui a été accompli depuis 2014 pour faire de notre Métropole, une Métropole attractive.

Mes chers collègues, vous avez en annexe un certain nombre de données concernant les effectifs de la Métropole ainsi que leur structure, les avantages en nature, les éléments de rémunération et la durée du travail.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, M. LEVITA. Vous savez que le débat d'orientations budgétaires n'appelle pas à un vote mais à un débat. En revanche, à l'issue de celui-ci, nous devons acter par un vote le fait que le DOB vous a bien été présenté et que vous avez eu l'ensemble des documents nécessaires pour pouvoir vous faire une opinion.

Le débat est ouvert, qui demande la parole ? M. DEWINTRE, Mme Dardé, Mme BRISSAUD, M. ROUILLEAULT, M. REVOL, M. MOURE, Mme TOUZARD, M. EL KANDOUSSI. M. LEVITA conclura en répondant aux questions. Je dirai moi aussi un petit mot. Enfin, j'interviendrai... Je ne pourrai pas m'en empêcher.

La parole est à M. DEWINTRE.

Thierry DEWINTRE

Président, vous inscrivez 10 millions d'euros pour la construction du futur stade dit « Louis Nicollin ». Tout d'abord, je tiens à rappeler que, personnellement, comme Jean-Pierre GRAND, je suis favorable à la construction d'un nouveau stade de football dédié au club professionnel de Montpellier. Je le dis pour que les choses soient claires. Aujourd'hui, au détour d'une simple inscription dans le DOB, vous envisagez d'inscrire au Budget Primitif 2019, 10 millions d'euros pour amorcer le financement du futur stade, sans autre explication.

Depuis des mois, nous vous demandons de produire la délibération du Conseil de Métropole vous autorisant à lancer le dossier de la construction d'un nouveau stade. Nous savons que cette délibération n'existe pas. Conscient de cette situation, vous entretenez la confusion dans la délibération du 19 juillet dernier, mentionnant un pré-programme prévisionnel flou d'équipements nouveaux à Cambacérès, dont le stade. Ceci ne peut valoir une délibération en bonne et due forme, accompagnée d'un dossier complet permettant à notre Conseil de se prononcer en connaissance de cause pour vous autoriser à lancer la construction du stade.

La seule délibération juridiquement sérieuse est celle votée lors du Conseil de Métropole le 14 décembre 2016, il y a deux ans quasiment jour pour jour, lançant des études de faisabilité pour un futur stade. Rien d'autre. La décision du 13 janvier 2017, relative à cette étude est encore plus explicite en indiquant un mandat d'études préalables de faisabilité.

Nous vous demandons depuis plusieurs mois sans succès de nous présenter cette étude. Nous avons tous compris que celle-ci n'a jamais été réalisée.

Cette façon de gérer une Métropole est inédite et pose un certain nombre de problèmes d'ordre juridique, politique et moral envers les maires et les conseillers municipaux de nos communes que vous mettez régulièrement devant le fait accompli. Depuis le début, sur ce dossier, vous nous prenez pour des élus incompetents à qui on peut raconter n'importe quoi.

Si nous prenons le temps de relire vos multiples déclarations contradictoires sur le coût du stade, le montage financier, sa nécessaire desserte par des équipements publics de proximité, nous mesurons un degré d'improvisation permanent. Vous annoncez que ce stade devrait coûter 130 millions. Ce montant avait fait sourire les élus des villes où, ces dernières années, ont été construits des stades. Aujourd'hui, vos services laissent entendre du bout des lèvres que 180 millions est un chiffre plus adapté, mais non définitif. Vous annoncez que la collectivité en financera 30 % et le privé 70 %. Personne ne sachant encore, en tout cas pas les élus, ce que recouvrent ces 30 et 70 %. S'agit-il uniquement de prendre en compte le stade lui-même ou le stade avec le coût exponentiel des infrastructures périphériques indispensables à son fonctionnement, comme les parvis et les parkings extérieurs ?

Vous annonciez que le montage financier était bouclé et les partenaires privés trouvés et vous indiquiez même avec précision la date de pose de la première pierre en 2019. En revanche, concernant le montage financier, vos annonces de SEM, de SAS se heurtent au Droit français et européen.

Monsieur le Président, pour que la construction de ce stade ne devienne pas un boulet financier pour la Métropole et nos communes, je vous demande de la transparence, du réalisme et de l'audace dans son ingénierie financière.

La transparence devra mettre en lumière les coûts des travaux qui relèvent de la sphère publique et ceux relevant de la sphère privée.

Le réalisme, c'est d'admettre, comme l'on fait bien d'autres villes en France et en Europe, qu'un stade de football est un équipement – même multifonctionnel – dédié à un club sportif professionnel, qui doit se donner les moyens de sa politique sportive et de ses contraintes économiques.

L'audace pourrait être d'éviter tout dogmatisme, en confiant intégralement ce projet au secteur privé, qui en assurerait la gestion financière à la fois dans sa réalisation et son fonctionnement.

Voilà, Monsieur le Président, quelques idées pour nourrir votre réflexion. Mais, aujourd'hui, vous nous demandez d'accepter une inscription dans le DOB de 10 millions d'euros sans que nous connaissions la première ligne technique et financière du projet. Aussi, la ville de Castelnau et ses représentants de l'exécutif municipal ne peuvent en l'état que contester ces orientations budgétaires.

Je rappelle, afin qu'il n'y ait aucune confusion, qu'on ne vote pas un DOB mais que notre Conseil émet simplement un vote pour acter que le débat a bien eu lieu. Je tenais donc à vous donner notre point de vue pour faire avancer ce débat. Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci M. DEWINTRE. Mme DARDE.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voulais intervenir également sur ce projet de stade pour vous faire part de ma position personnelle parce que je ne suis pas favorable...

Interventions hors micro

Catherine DARDE

Je peux continuer ?

Monsieur le Président

Oui.

Catherine DARDE

Je ne suis pas favorable à une reconstruction sur un autre site pour les motifs que je vais vous exposer. Ce stade est implanté dans un quartier prioritaire de la politique de la ville auquel – tout le monde le sait – il donne un sens en termes d'image pour les habitants et d'ouverture...

Interventions hors micro

Catherine DARDE

Ce serait bien que je puisse parler.

Monsieur le Président

Laissez parler Mme DARDE. S'il vous plaît. Laissez parler Mme DARDE. Je donne la parole à tout le monde donc il n'y a pas de souci mais, je constate qu'il y a trois élus de Castelnau qui s'expriment sur des positions très certainement différentes. Je remarque...

Catherine DARDE

Nous sommes dans une intercommunalité. Je pense que chacun peut s'exprimer. Merci Monsieur le Président. Je peux continuer ?

Monsieur le Président

Mme Dardé.

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Mme Dardé, vous êtes là ? Allez-y.

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président. Je reprends. Je disais que ce stade était implanté dans un quartier prioritaire de la politique de la ville – je crois que tout le monde le sait ici – auquel il donne un sens en termes d'image pour les habitants et d'ouverture de ce quartier vers l'extérieur avec l'attractivité d'un sport populaire, qui est un gage d'intégration et de cohésion sociale. Par ailleurs, il faut souligner qu'il est desservi par une ligne du tram et qu'il dispose d'un parking adapté.

Il y a actuellement dans ce quartier politique de la ville un grand projet de rénovation urbaine qui a été retenu par l'État et il me semble aujourd'hui qu'il est incohérent, au moment où des millions vont être prioritaires pour la rénovation et le développement social et économique de ce quartier, d'enlever le stade. Ce dernier peut générer des activités économiques à développer.

Je sais qu'il y a un problème d'inondation. Personne ne peut l'ignorer. Mais, à mon avis, toutes les études n'ont pas été conduites pour étudier quels travaux seraient nécessaires pour éliminer ce risque et à quel coût cela pourrait être fait.

Par ailleurs, le montage financier qui, semble-t-il, fait supporter un coût important à la Métropole, renvoie d'autres projets aux calendes grecques.

Dans l'état actuel, Monsieur le Président, de ce que nous pouvons savoir du stade et des études, je vous demande, conformément à la délibération qui a été votée précédemment en 2016, de nous présenter des études comparatives et argumentées sur les différentes solutions envisageables pour ce stade, sa rénovation sur le site et éventuellement son extension à l'extérieur. Merci.

Monsieur le Président

Merci Mme DARDE. Je répondrai globalement sur le stade après, quand chacun se sera exprimé. Mme BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, comme nous n'avons que quelques minutes pour exprimer un point de vue, j'en ai choisi un. Ce point de vue va me permettre de rétablir des vérités puisque vous ne cessez d'expliquer les vôtres sur ce sujet : celui des agents de la Métropole, comme de la ville ; les fonctionnaires en général.

Comme l'an dernier, j'ai pu constater, à travers les éléments que j'ai eus à ma disposition, que vous n'aimez ni les fonctionnaires ni les contribuables. Vous dites en Conseil Municipal ce que vous avez à dire. Il y a deux jours à peine vous l'avez répété. Donc, je vais vous répondre. Pourquoi, je dis cela ? Les indicateurs de la qualité de vie au travail sont toujours aussi mauvais pour la ville de Montpellier et comme nous avons des mutualisations, des transferts de compétences etc., je m'inquiète de la situation de la Métropole. Vous ne savez pas gérer le personnel et vous ne saurez dire le contraire quand on voit le nombre d'articles qui continuent à nous citer parmi les plus mauvais élèves de la France. OK ?

Intervention hors micro

Anne BRISSAUD

Je vais vous les donner, ne vous inquiétez pas. Depuis un an, je vous le répète et autant l'année dernière je veux bien comprendre que vous n'avez pas eu le temps de faire les recherches, autant là, nombre d'articles témoignent en ma faveur. L'article du *Monde* de demain, je l'ai ici, si vous ne l'avez pas encore. Le titre est « Pour un management à visage humain ». *La Gazette* de la semaine dernière, *RMC*, *Radio France culture*, *Acteurs publics*, tous font référence à de nouveaux modes de management qui permettent non seulement de contrecarrer l'absentéisme, les maladies professionnelles mais aussi de redonner de la motivation aux agents.

Ce sont des études chiffrées – ne vous inquiétez pas – qui sont faites pour les entreprises comme les collectivités. Il y a même des spécialistes qui s'adressent spécialement dans des revues spécialisées à l'intention des collectivités pour expliquer ce qu'il est possible de faire.

Bien entendu, on peut se dire que c'est complexe et que la loi n'est pas encore suffisamment intéressante pour les collectivités mais, il y a des choses qui sont en train d'évoluer et une réforme est en cours. Je vous encourage donc à suivre l'évolution des débats pour dire à votre ami MACRON d'aller encore plus loin dans la réforme des collectivités ce qui permettrait un meilleur management. Ce meilleur management...

Monsieur le Président

Vous devriez dire « Monsieur le Président ».

Anne BRISSAUD

« Monsieur le Président » ?

Monsieur le Président

« Monsieur le président de la République ».

Anne BRISSAUD

Si vous voulez : « votre ami MACRON, Monsieur le président de la République ».

Monsieur le Président

Non, « Monsieur le Président », c'est mieux.

Anne BRISSAUD

Non seulement, ces études existent mais en plus, elles sont menées par mes collègues universitaires de Montpellier III.

Monsieur le Président

Oh là ! Ça, ça m'impressionne.

Anne BRISSAUD

Montpellier III, c'est juste à côté et vous ne les avez pas consultés. Moi, je les vois régulièrement et je les ai consultés.

Monsieur le Président

Encore une façon de mépriser...

Anne BRISSAUD

Ça, vous êtes très fort.

Monsieur le Président

Encore une façon de mépriser...

Anne BRISSAUD

Je ne méprise personne.

Monsieur le Président

Si, « les universitaires » ... Vous savez, moi je suis un petit artisan des faubourgs d'Antigone.

Anne BRISSAUD

Mes amis universitaires ! Je n'ai pas honte d'être universitaire. D'accord ?

Monsieur le Président

Vous me braquez avec des universitaires.

Anne BRISSAUD

Quand je vois qu'au Conseil Municipal, vous me traitez – parce que c'était une attaque personnelle que vous avez faite il y a deux jours – moi, à 5 heures du matin, je nourris mes enfants ; il faut le savoir. Je ne peux pas réfléchir...

Monsieur le Président

Je n'ai jamais dit ça.

Anne BRISSAUD

... Je suis une pauvre femme qui a eu des enfants...

Monsieur le Président

Je n'ai jamais dit ça.

Anne BRISSAUD

... et qui les nourrit à 5 heures du matin...

Monsieur le Président

Je ne vous dis pas ça.

Anne BRISSAUD

Non, c'était une attaque d'une de vos adjointes sur commande, parce que je n'ose pas imaginer qu'elle le pense. D'accord ? Quand je suis attaquée là-dessus, quand je suis attaquée sur le fait que je ne travaille pas... Je n'ai pas arrêté de travailler depuis que j'ai 16 ans, Monsieur le Président...

Valérie BARTHAS-ORSAL

Propos hors micro

Anne BRISSAUD

Je travaille tout ce que je peux, Madame. Je ne suis pas payée pour être élue, moi.

Monsieur le Président

Allez-y.

Anne BRISSAUD

Je continue. Mes collègues universitaires de l'Université de Montpellier III ont fait des recherches poussées. Si vous ne les connaissez pas, je peux vous donner leurs noms. Ils sont cités dans ces articles, dans *l'Express* et dans plein de revues nationales et internationales parce qu'ils ont trouvé des moyens de faire avec ce qui existe. Bien entendu, on attend la réforme du statut de la fonction publique mais il existe des moyens et des marges de manœuvre aujourd'hui, sans attendre, pour arriver à redonner de la motivation aux agents. Ce n'est pas parce que ces derniers manquent de motivation mais, parce que le mode de management est mauvais aujourd'hui à la ville et j'espère qu'il ne déteindra pas plus sur la Métropole.

C'est pour cette raison que j'interviens et que je vous dis qu'il y a urgence à intervenir. Sur la ville, il y a 10 à 20 millions d'euros à économiser. 10 à 20 millions d'euros, c'est le montant cumulé de la taxe de séjour que vous avez augmenté à la Métropole, de la GEMAPI que vous avez mise en plus, du stationnement que vous avez augmenté. Au lieu d'augmenter les taxes, vous pouvez très bien faire des économies. Vous me dites sans arrêt que je n'ai pas d'exemple. Si, il y a des exemples d'économies qui sont tout à fait faisables. Si vous le voulez, j'ai les articles ici.

En plus de cela, vous avez différents leviers. Vous pouvez déjà commencer par faire ce que l'on appelle du management de proximité. Il y a un nom. C'est très simple : vous écoutez, vous trouvez des rémunérations stimulantes, vous négociez des évolutions. C'est également possible dans la fonction publique. En plus, je vais vous dire quelque chose : il y a même des Villes de la Métropole qui ont mis en place ce type de management. Ça aussi, j'ai les noms, si vous voulez. Travaillez vos dossiers vous aussi.

Monsieur le Président

Merci Mme BRISSAUD pour cette excellente intervention. M. ROUILLEAULT. Toujours Castelnaud.

Henri ROUILLEAULT

Bien. Merci Monsieur le Président. Chers collègues. Je voulais rapidement évoquer trois points.

Le premier : dans ce qui a été présenté par Max LEVITA, il y a un point qui me paraît devoir être regardé de près : la prospective de la situation financière de la Métropole. Comme il convient selon les textes, la prospective qui est présentée va jusqu'à 2022, c'est-à-dire qu'elle couvre les deux premières années du prochain mandat. Donc, nous devons regarder cela de façon précise puisque nous ne sommes pas éternels et nous savons qu'au-delà de 2020, il faudra faire vivre cette Métropole tout comme nos 31 communes.

Je voudrais dire là-dessus que les chiffres qui sont présentés montrent un facteur d'inquiétude puisque l'autofinancement de la Métropole est prévu comme devant baisser de trois à cinq points selon le nombre de communes qui choisiront de passer les ACI dans la formule proposée. Donc, on sera très vraisemblablement plus près de cinq points que de trois.

La capacité de désendettement, c'est-à-dire le temps qu'il faut pour se désendetter, va doubler. Il y a là aussi deux variantes mais, dans tous les cas de figure, elle augmente de façon très significative de deux années et demie jusqu'à cinq années selon le choix que feront les différentes communes. Cela veut donc dire que la Métropole aura moins d'argent pour investir à l'avenir et aura, de ce point de vue là, des difficultés significatives même si, dans la pire hypothèse, 10 années n'est pas la pire des situations ; il y a des Métropoles qui sont d'ores et déjà dans une situation beaucoup plus délicate. Cela veut dire que lorsqu'il faudra réfléchir à l'avenir de notre Métropole, il faudra tenir compte de cette difficulté de financement des investissements pour les années à venir. C'est sans parler de la question des taux d'intérêt : si le *spread* entre la France et l'Allemagne augmente, nos difficultés seront, évidemment, plus importantes.

C'est donc un point très important. D'où, derrière, une recommandation. Elle a été évoquée par Thierry DEWINTRE tout à l'heure : il faut être extrêmement prudent sur la question du stade et il faut donc que nous ayons une étude qui soit présentée, sérieuse, avec des variantes de localisation, des variantes de coût, des variantes de financement. Il ne faut pas considérer que la décision est prise.

Celle-ci doit l'être sur la base d'un projet avec toute une série de variantes et qui tient compte des situations dans lesquelles nos moyens collectifs de la Métropole seront plus faibles qu'ils ne le sont aujourd'hui et *a fortiori* qu'ils ne l'étaient dans la période glorieuse qui était celle de Georges FRECHE où la Métropole avait énormément d'argent. C'était ma deuxième remarque. Nous avons besoin d'un débat argumenté avec des chiffres, des variantes sur la question du stade.

Le troisième point est sur la GEMAPI. Deux chiffres m'ont frappé : 3 millions pour la taxe GEMAPI et 4,7 millions pour les dépenses sur ces sujets-là. Au passage, on voit que les dépenses sont plus importantes que la taxe ; ce qui est normal puisque nous savons que précédemment à l'existence de cette taxe, existait un certain nombre de compétences en matière de prévention des inondations qui avaient d'ores et déjà été transférées à l'Agglomération de Montpellier. Il faudra à l'avenir là aussi jouer la transparence avec peut-être un budget annexe sur la question GEMAPI. Il faut que nous puissions suivre de façon précise ce qu'il en est. L'objectif n'est évidemment pas que la taxe GEMAPI finisse dans un pot commun. L'effort en la matière est très important et les perspectives de réchauffement climatique font que cela le restera dans les années qui viennent. De mon point de vue, le mieux serait de mettre en place une grande transparence financière sur ce dossier et pourquoi pas un budget annexe.

Monsieur le Président

Merci M. ROUILLEAULT. M. REVOL.

René REVOL

Monsieur le Président, cher Max, chers collègues. C'est un débat d'orientations budgétaires c'est-à-dire que c'est un débat pour essayer de savoir quelle est notre trajectoire pour construire le budget. Ce débat ne peut pas se faire en faisant l'économie de la période dans laquelle nous sommes. Notre pays traverse une crise sociale majeure où un grand nombre de nos concitoyens ont manifesté leur mécontentement concernant leur pouvoir d'achat mais pas seulement. Ils ont également pris la parole. Dans un tel contexte, il faut savoir si nous construisons pour l'année 2019 des budgets qui répondent à cette attente ou qui tentent d'y répondre partiellement dans la mesure de nos moyens. C'est le débat qui a lieu à l'échelle nationale puisque le premier projet de budget pour l'État se trouve aujourd'hui modifié, et qu'un changement de trajectoire a été pris même si l'on peut discuter de telle ou telle mesure sur lesquelles on pourrait en envisager d'autres beaucoup plus importantes. Donc, on doit se poser la question de savoir si notre budget, dans sa construction, reste dans la ligne de ce qui a été prévu précédemment ou s'il peut y avoir des ajustements, des modifications pour répondre à cette attente.

La première chose, c'est le fait que nous ayons décidé de contractualiser avec l'État une augmentation de nos dépenses, qui relève de 1,5 %. Comme l'inflation est de 2 %, cela signifie une baisse de nos dépenses. Je m'étais opposé à cela. À l'époque, il y avait quelques railleries lorsque j'avais dit qu'il fallait que nous rentrions en résistance avec les autres collectivités contre ce diktat gouvernemental. Or, on m'a précisé que si on refusait de contractualiser, 75 % de notre dépassement seraient ponctionnés et qu'on ne profiterait que 25 % du dépassement.

Le drôle de la situation, c'est que les collectivités locales organisées à l'échelle nationale viennent, aujourd'hui, d'ouvrir la discussion qui a été acceptée en tant que telle. Ce n'est pas encore réglé mais, je souhaite aux collectivités locales d'avoir les mêmes succès que les démarches des policiers pour augmenter leur salaire. Ils sont en train d'engager la discussion pour que soit suspendue cette mesure de pénalité. Comme quoi, parfois, il faut savoir dire non pour pouvoir faire avancer les choses. C'est la première chose.

Deuxièmement, je me souviens d'un débat d'orientations budgétaires il y a une petite dizaine d'années où lorsque j'avais demandé quelle était l'orientation sociale dominante de notre collectivité, on m'avait répondu, à l'époque, que ce n'était pas la dominante de notre collectivité – comme disait BOURDIEU, nous ne sommes pas la main gauche de l'État, c'est plutôt le Département – et que nous avions des fonctions structurantes d'infrastructures et qu'on ne joue que de manière indirecte sur la situation sociale des gens par l'intermédiaire essentiellement de la fiscalité ; fiscalité locale, qui comme on le sait, est fondamentalement injuste, et qui est un levier très difficile pour assurer une redistribution, à la différence de la fiscalité nationale. Or, il se trouve que les choses ont évolué et que notre collectivité a de plus en plus de responsabilités sociales. On peut se poser la question dans la construction du budget – puisque c'est un débat d'orientations – de la possibilité de peut-être faire évoluer les choses d'ici à ce que l'on vote le budget dans les mois qui viennent.

Nous avons le moyen d'agir sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Monsieur le Président, vous rappeliez tout à l'heure, fort opportunément, que la baisse du prix de l'eau en 2016 de 10 % était une redistribution de pouvoir d'achat d'un montant de 6 millions d'euros au total pour tous les usagers de l'eau du périmètre de la Régie, qui ne concerne que 13 communes sur les 31. Il est clair que cette baisse est toujours là, même si depuis, l'assainissement a augmenté ; puisque dans le prix de l'eau, il y a celui de l'eau et de l'assainissement cumulé. Cela peut se justifier pour le financement de Maera, bien que le taux d'endettement du service assainissement, qui est autonome financièrement, soit très faible. On pourrait aussi faire un arbitrage différent que l'augmentation du prix de l'assainissement puisque vous savez que c'est un budget qui doit s'autofinancer. On peut réfléchir à cela : faire baisser ce prix.

Je pense aussi à un autre secteur sur lequel nous avons une influence sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens : celui des transports. Si nous développons d'un côté, par l'investissement, des alternatives à la voiture pour que chaque ménage qui est amené à ne pas utiliser un véhicule fasse un gain de pouvoir d'achat considérable. On sait ce que cela représente pour les ménages quand on regarde la structure des budgets. D'autre part, nous pouvons jouer par la tarification. On peut se demander d'étudier pour la saison prochaine, à partir du mois de juin, lorsqu'on revotera la tarification, une amélioration de la tarification des transports et notamment faire en sorte que les seuils à partir desquels on rentre dans les tarifs sociaux soient relevés car ils ne le sont pas tellement.

J'ai commencé à faire une petite comparaison avec les autres collectivités, nous ne sommes pas forcément les meilleurs dans ce domaine. On pourrait donc réfléchir à une autre tarification des transports plus sociale pour aller dans ce sens.

Par ailleurs, nous pouvons agir sur d'autres leviers lorsque nous décidons par exemple – nous aurons un débat sur le Programme Local de l'Habitat (PLH), je crois, au premier semestre 2019 – de la somme que nous mettons dans le logement notamment très social. Je vous rappelle que notre Métropole à un taux de pauvreté de 19 % et que la ville de Montpellier est autour de 25 %. Nous sommes dans un environnement social où lorsque nous pouvons augmenter la capacité de logement social, lorsqu'un de nos concitoyens qui était dans le parc privé passe dans le parc social, il voit son pouvoir d'achat augmenter parce que son loyer est diminué en moyenne de 20 à 30 % par rapport au secteur libre ; en moyenne, pour certains c'est plus important. Il faut voir si l'on ne peut pas abonder plus ce secteur dans la répartition, dans les choix que nous serons amenés à faire.

Enfin, nous pouvons également réfléchir à ce que nous pouvons apporter à ce qui est désormais une compétence sociale directe de la Métropole héritée du transfert de compétences du Département : l'action pour les jeunes ou le Fonds social Européen (FSE) qui joue un rôle décisif. Nous, Maires, Présidents de CCAS, voyons très bien que le FSE joue un rôle essentiel lorsque nos concitoyens n'arrivent plus à régler leur note d'électricité, d'eau... Il joue un rôle fondamental. Aujourd'hui, les CCAS de nos différentes communes jouent le rôle de dernier recours lorsque le FSE a été utilisé et on s'aperçoit que le montant de nos aides dans nos CCAS ne cesse d'augmenter parce que le FSE n'arrive pas à répondre. Un des choix que nous pourrions faire serait d'abonder le FSE. Cela me paraît essentiel de réfléchir comme cela.

C'est pour cette raison que je ne partage pas nécessairement l'avis de Mme BRISSAUD, lorsqu'elle dit que pour faire des économies, il faut le faire sur le personnel de la Métropole. Je ne crois pas à cela. Moi aussi, il m'est arrivé d'enseigner le management. Je ne peux pas dire qu'il n'y a pas une théorie dominante du management. Plutôt, la théorie dominante actuelle du management se paye dans certaines entreprises par des maladies professionnelles qui augmentent, par le *burn-out*, des taux de suicide qui augmentent. On n'en est plus à vénérer les théories dominantes de management. Il y a une vraie crise à ce sujet. Je ne connais pas la gouvernance des personnels de la ville de Montpellier et de la Métropole. Je m'en remets à des personnes qui la connaissent mieux que moi comme Pierre BONNAL, etc. Je ne crois pas que ce soit là qu'il faut faire des économies.

Aujourd'hui, la question que l'on doit se poser de manière plus générale est de savoir comment notre budget se réoriente pour pouvoir répondre à l'attente de nos concitoyens. Merci.

Monsieur le Président

Merci M. REVOL. M. MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Mon intervention se situera dans le prolongement de celle de M. REVOL et de M. ROUILLEAULT. Monsieur le Président de la commission des finances, M. LEVITA, nous a présenté un dossier complet, précis, avec une synthèse des chiffres qui permet d'avoir une analyse synthétique et prospective de la situation tout en évoquant ce qu'a dit M. ROUILLEAULT, tout à l'heure sur le fait que quelques ratios financiers ont été présentés jusqu'à une incidence de l'année 2022. C'est vrai que le budget que nous voterons en début d'année n'est que le fruit d'une réflexion de DOB et il est important qu'il soit le plus complet possible. Je ne doute pas d'ailleurs que lorsqu'on aura à se prononcer sur le vote du budget, nous aurons tous les éléments de connaissance notamment sur le plan de l'investissement avec ce que nous avons coutume d'appeler les restes à réaliser découlant d'Autorisations de Programme et de comparaisons avec les Crédits de Paiement. C'est important par rapport aux investissements importants qui sont ceux de notre Métropole.

Il y a deux jours, nous avons eu un débat à la ville de Montpellier, mais je pense que toutes les communes ont dû avoir le même dans leur institution, sur le taux de réalisation des investissements. Sur Montpellier, on était aux environs d'un chiffre entre 55 et 60. C'est dire que si 40 ou 45 % ne sont pas réalisés, il faut les intégrer avec les investissements que nous allons voter au titre du budget 2019. C'est important que nous ayons cette connaissance pour mieux les lisser dans le temps et je dirai sur la décade à venir.

Ce débat intervient effectivement en fin de mandature en quelque sorte puisque c'est probablement le dernier budget que nous voterons au niveau de cette institution comme nous l'avons fait avant-hier au niveau de la ville d'où l'importance de bien lisser dans le temps la réalité de l'échiquier des investissements à réaliser pour mieux percevoir comment on peut dégager un certain nombre de réserves supplémentaires pour répondre à l'attente des citoyens notamment sur le plan social et de la vie au quotidien.

Vous l'avez évoqué dans la présentation et tout le monde est amené à constater cette difficulté qu'ont connue les collectivités : sur le mandat, c'est l'équivalent de 162 millions qui ont été ponctionnés sur le portefeuille de la Métropole et de ses citoyens pour contribuer au redressement des finances publiques. Ce n'est pas une paille. Dans le contexte où actuellement nous avons des capacités d'emprunt à des taux défiant toute concurrence, notamment sur le moyen et long terme puisque nous sommes à peu près des taux entre 0,8 et 1 %, la politique de l'État n'a pas été neutre.

Cela m'amène à être un peu prudent sur l'incapacité de l'État depuis deux ans à fournir des explications sur l'évaporation de crédits liés à la taxe d'habitation qui nous coûtera 1,5 million sur le budget à venir. Je suis tout de même surpris, pas de la part de la Métropole, mais de celle des services de l'État qui n'ont pas la réponse technique et rapide expliquant à quoi correspond cette évaporation. En d'autres temps, sur un certain nombre de points de taxe ou d'impôt, on a pu être très réactif pour revenir à la situation antérieure. Là, cela concerne la Métropole mais aussi la ville de Montpellier et cela pourrait concerner, si l'opération se renouvelle d'autres collectivités. Sur ce flou de l'État : attention pour les mois à venir. D'où l'importance d'avoir une connaissance précise de l'impact des Autorisations de Programme non réalisées à la fin 2018 pour des raisons diverses et de l'impact des investissements à venir sur les grands dossiers.

Si on veut être relativement court, il y a presque autant d'opérations qui vont impacter sur la décade à venir au minimum l'investissement de la Métropole. Certains ont évoqué le stade. On peut ajouter la ligne 5, on peut ajouter, d'après un chiffre qui a couru – même s'il ne concerne pas directement la Métropole mais elle sera impactée – le réaménagement de l'Écusson, de la Comédie qui sera plus ou moins agrandie dans sa superficie. Certains ont parlé de 100 millions. C'est l'extension de la ligne 1.

C'est le schéma de mobilités que l'on va voter au cours de cette séance et qui est annoncé à 80 millions d'euros mais sans que l'on ait encore mis l'équivalent du premier euro d'investissement par rapport à ce qui est annoncé. C'est également le Contournement Ouest. C'est la déviation Est. C'est la Ligne Montpellier - Perpignan – et j'ose croire qu'elle se fera – à laquelle on sera nécessairement amené à contribuer même si nous avons davantage participé au Contournement Nîmes - Montpellier que ce que certaines collectivités auraient pu le faire. Tout cela est important. On pourrait ajouter également Maera.

Il est donc important que d'ici le vote du budget de 2019, nous ayons un peu connaissance de la totalité de ces investissements non réalisés avec la manière de les lisser, non pas jusqu'en 2022, mais sur le mandat à venir et même au-delà. Au-delà de votre personne, il y a le respect et la projection que l'on doit aux citoyens de ce territoire à travers son institution. Voilà ce que je voulais dire par rapport à ce débat qui est important.

C'est un des temps clés de l'élaboration d'un vote engageant les finances publiques au niveau de notre territoire.

Monsieur le Président

Merci M. MOURE. Mme TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Merci beaucoup pour la présentation très claire de ce document. Merci aussi aux services. Je connais le travail qu'il y a derrière.

Deux points : par rapport au stade – toujours –, je lis juste un extrait de la délibération que nous avons prise le 14 décembre 2016. Je cite : « *Une fois l'intégralité des études finalisées, le Conseil de Métropole devra se prononcer sur le programme et les enveloppes financières prévisionnelles de la ou des opérations et autoriser le lancement de toutes les procédures de consultation* » y compris, j'imagine, des études qui sont prévues à hauteur de 2 millions d'euros. J'attends toujours de pouvoir me prononcer sur le programme et les enveloppes.

Deuxième élément : j'ai regardé en détail la partie thématique et je suis vraiment attristée de voir que la part qui revient à la transition écologique et énergétique se résume à 700 000 € : 400 000 € pour la transition énergétique notamment pour les questions de rénovation énergétique. C'est un sujet, pour moi, primordial. Les questions environnementales et de lutte contre le réchauffement climatique sont à mener non seulement au niveau des transports (nous avons des schémas directeurs en cours d'élaboration) et des investissements à venir mais aussi au niveau de la rénovation énergétique des bâtiments. C'est un sujet crucial d'autant plus que le poste énergétique chauffage pour les ménages les plus pauvres, aux moyens les plus faibles, est très élevé. On parle souvent, et je le comprends, d'augmentation des revenus des ménages les moins aisés mais, je pense qu'il faut également réfléchir à la diminution de ces dépenses dites obligatoires. Nous avons de nombreux exemples : avec la rénovation énergétique, on peut diminuer par trois la facture à la fin du mois. Il faut vraiment que la Métropole, dont c'est la compétence, s'empare énergiquement – si je puis dire – de ce sujet.

Dernier élément : je ne vois plus du tout, alors que c'est le septième pilier du projet de territoire, apparaître la moindre allusion à la politique agricole, agro-écologique et alimentaire dans le DOB.

Monsieur le Président

Merci Mme TOUZARD. M. EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, chers collègues. Je vais d'abord répondre à Mme BRISSAUD. J'ai pris note qu'elle souhaitait baisser les frais de personnel à la ville de Montpellier de 10 à 20 millions. J'ai fait le calcul : c'est 450 salariés de moins. Je me ferai donc un plaisir de faire remonter l'information aux organisations syndicales de la ville. 450 agents de moins à la ville de Montpellier, il faudra le porter en 2020 si vous êtes candidate. Sachez que le dernier qui a voulu enlever 800 agents a perdu. C'était le premier point.

Anne BRISSAUD

Ce n'est pas ce que j'ai dit...

Abdi EL KANDOUSSI

Je ne fais que répondre à vos interventions. 20 millions de moins dans le fonctionnement de la ville, c'est 450 agents de moins.

Anne BRISSAUD

Renseignez-vous auprès de professionnels et on en reparle.

Abdi EL KANDOUSSI

Je n'ai pas de professionnels. Moi, c'est le terrain. J'écoute les agents et les organisations syndicales. Ça, c'était le premier point.

Anne BRISSAUD

Propos hors micro

Abdi EL KANDOUSSI

Je vous ai écoutée tout à l'heure et je ne vous ai pas coupée, Mme BRISSAUD.

Max LEVITA a l'habitude de terminer son intervention par une citation. Je vais juste donner une phrase et je vous dirai ensuite de qui elle est. Attendez, je mets mes lunettes, j'ai vieilli. « *Le vrai sujet n'est pas le déplacement du stade mais l'aménagement de notre territoire au Sud qui dépasse le cadre de la construction d'un stade. Et ça, merci, Monsieur le Président, parce que ça, c'est la vraie vision pour le XXI^e siècle.* ». Ces propos ont été tenus lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 par Jean-Pierre GRAND.

Monsieur le Président

M. EL KANDOUSSI, c'est marrant, sans se parler on arrive à se...

Abdi EL KANDOUSSI

#girouette.

Monsieur le Président

Sans se parler, on arrive à se comprendre. C'est marrant. En même temps, j'ai demandé les photocopies de l'intervention totale de M. GRAND car, sur le stade, il y a tout ça. Pour qu'il n'y ait pas de *fake news*, je demande à Chantal TOURRE, qui est là, de bien vouloir les distribuer aux journalistes présents dans la tribune.

Poursuivez M. EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Ensuite, je n'interviendrai que sur le stade de la Mosson parce que je vois que certains élus se soucient du quartier de la Paillade mais c'est vraiment malhonnête de dire que le stade est primordial pour ce quartier. Moi, je préfère des logements pour créer de la mixité, des locaux pour créer des activités ou de l'emploi. Ce stade n'apporte rien aux habitants. Vous vous donnez bonne conscience en disant : ils ont le stade alors, qu'ils ne se plaignent pas. Il ne s'y passe rien. C'est une enceinte fermée sans activité qui ne bénéficie pas aux habitants du quartier. Vous avez l'habitude d'y aller pendant les matchs mais allez-y entre deux matchs ; il ne se passe strictement rien.

J'ai reçu mon neveu, il y a 15 jours : il m'a dit : « amène-moi voir le stade de la Mosson ». Nous y sommes allés. Il m'a dit : « Mais, c'est ça le stade de la Mosson ? Il ne se passe rien ! » Il n'y a aucune vie. Il ne se passe rien lorsqu'il n'y a pas de match.

Alors, arrêtez de vous enfermer à Pierresvives où je ne sais où et allez au pied du stade et vous verrez que c'est une chance pour ce quartier que de le démolir et d'y faire autre chose que simplement des jeux.

Jacques DOMERGUE

Propos hors micro

Abdi EL KANDOUSSI

Oui, M. DOMERGUE, je vous entends parler. C'est un très bon exemple. Vous, vous aviez l'habitude, lorsque vous étiez député, d'aller aux matchs et simplement aux matchs. Allez-y entre deux matchs. Allez-y aujourd'hui. Vous avez quitté la Paillade et vous êtes allé à Palavas. Retournez à la Paillade et vous verrez que ça a évolué mais, pas forcément dans le bon sens.

Alors, détruisez ce stade et faites quelque chose qui intéresse les habitants. Faites de la mixité. Apportez de l'emploi. Ils ont besoin de l'emploi à la Paillade et pas de pain et de jeux. J'en ai fini.

Monsieur le Président

Merci M. EL KANDOUSSI.

Jacques DOMERGUE

Propos hors micro

Monsieur le Président

Attendez, M. DOMERGUE. Tout le monde a parlé. Tout le monde s'est inscrit. Simplement...

Jacques DOMERGUE

J'ai été mis en cause !

Monsieur le Président

Oui... Non, gentiment, gentiment...

Jacques DOMERGUE

Propos hors micro

Monsieur le Président

S'il vous plaît. Simplement, je voudrais dire quelques mots sur le stade et ensuite je laisse Max LEVITA répondre. Vous avez parlé, M. DEWINTRE, de la délibération du 14 décembre 2016. Les journalistes l'ont intégralement. Ce ne sont pas moins de deux pages complètes d'arguments proposés par Jean-Pierre GRAND pour expliquer l'opportunité de reconstruire le stade et de construire autour de lui un quartier cohérent. Deux pages !

Vous oubliez sans doute que le 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole, rassemblé dans cet hémicycle, a voté à l'unanimité des exprimés le programme de la ZAC 1bis de Cambacérès – sa prolongation – sur laquelle sont spécifiquement décrits les équipements sportifs : stade Louis Nicollin et Palais des sports. Cette délibération – et je demanderai toujours à Chantal TOURRE de la photocopier et de la déposer sur la tribune – a été votée à l'unanimité moins une abstention, la mienne. Pourquoi une abstention ? Parce que c'est la SA3M, dont je suis Président, qui emménage et je serai en conflit d'intérêts. Voilà le résultat du vote. Je veux bien que l'on raconte n'importe quoi mais, il y a tout de même quelques limites.

Ensuite, vous avez dit tout à l'heure : il faut faire des études pour le stade, il faut organiser, etc.

Cyril MEUNIER

Propos hors micro

Monsieur le Président

M. MEUNIER, j'ai donné la parole et vous ne l'avez pas prise tout à l'heure.

Cyril MEUNIER

Vous n'aviez pas dit ça avant.

Monsieur le Président

Bien sûr, vous avez sûrement des choses à dire. Je n'ai pas parlé de vous, je ne vous ai pas mis en cause. Simplement, concernant les 10 millions que nous mettons dans le budget, que nous provisionnons, c'est pour mener les études, confectionner le dossier et être en capacité de répondre à toutes vos questions. Voilà, c'est tout simple. On fait ce que l'on a dit.

Deuxième point : lors du mandat précédent, pour ceux qui y étaient, nous avons voté, je me mets aussi dans le lot même si je n'ai pas voté un certain nombre de délibérations concernant ce sujet mais j'en ai voté une donc, je ne m'extrais pas – j'ai tout contrôlé –, une délibération sur la couverture du stade à 56 millions d'euros. Là, sur un stade inondable. C'est la réalité. J'entendais moins de voix dissonantes. Mais, c'était un autre temps. Autres temps, autres mœurs.

Dernier point : vous avez dit pourquoi ne pas confier la création du stade au privé à 100 % ? Pour en avoir discuté de très longues minutes avec ma collègue Johanna ROLLAND, Maire de Nantes, c'est d'une grande difficulté s'il n'y a pas des apports de fortune colossale comme à Lyon. Le YelloPark à Nantes ne peut pas voir le jour. Il fallait 350 000 m² de Surface De Plancher (SDP) pour arriver à le financer et encore, pas le fonctionnement, uniquement l'investissement. Le fonctionnement représentait pour la ville de Nantes 9 millions d'euros annuels de charges. Ainsi, Johanna ROLLAND a annulé le projet et s'est retournée vers le stade qu'elle possède aujourd'hui, la Beaujoire, mais qui n'est pas inondable. Voilà la réalité. Consultez la presse qui couvre les événements et le net sur le projet de la ville de Nantes.

M. LEVITA.

Max LÉVITA

Merci Monsieur le Président de parler du stade, cela me dispense de le faire. Je vais passer très rapidement sur un certain nombre d'interventions. Mon cher Henri ROUILLEAULT, je suis inquiet sur l'évolution économique de notre pays en particulier et de l'Europe également. L'inquiétude ne doit pas nous empêcher d'avancer. Nous essayons d'en tenir compte.

Mme BRISSAUD nous a fait une proposition. Je serai le dernier à dire du mal des universitaires, quoique... Vous savez, je peux vous résoudre tous les problèmes : européens, mondiaux, les relations sino-américaines. Qu'ils fassent appel à moi, je vous résous cela. Nous regarderons vos études et on essaiera de les...

Monsieur le Président

... De les comprendre, déjà.

Max LÉVITA

M. REVOL, cher ami, comme tu le sais, je suis en désaccord absolu avec toi. On ne va pas en discuter auprès de nos collègues. Tu le sais. Je le sais. Ce sont deux positions totalement différentes. Ce que tu proposes, c'est la ruine assurée dans les 10 prochaines années. On est tranquille. Il n'y a plus rien à faire. La Grèce sera dépassée. Déjà que nous y allons lentement mais sûrement. Ce que tu proposes relève de ce que propose ton parti, la France Insoumise, dont je pense le plus grand mal sur le plan économique. C'est une opinion. C'est opinion contre opinion. Je n'ai pas d'arguments d'autorité vis-à-vis de ce point.

M. MOURE, cher Jean-Pierre, ce que tu as indiqué me paraît totalement intéressant. Le taux de réalisation des investissements, c'est moi qui l'ai donné ; ce n'est pas vous qui l'avez calculé. Depuis que je l'ai donné, ça fait florès ; c'est un argument que vous utilisez. C'est vrai que le taux de réalisation à la ville de Montpellier et à la Métropole n'est pas terrible mais pour des raisons qui s'expliquent. Comment voulez-vous : on prévoit la réalisation des archives municipales...

Monsieur le Président

... Et elles sont squattées.

Max LÉVITA

C'est squatté un an, deux ans... On espère que ce ne sera pas squatté trois ans. Les PUP, on espère 10 millions mais, cela ne dépend pas seulement de nous mais c'est aussi lié à des promoteurs. On les a ; on ne les a pas. C'est vrai qu'aujourd'hui, nos taux de réalisation... J'ai attiré l'attention de tous les services en leur disant que ce n'était pas la peine de me demander autant d'argent pour réaliser aussi peu. Tu as tout à fait raison.

Sur la liste des projets que tu as indiqués, j'ai fait un papier dans le journal de la Métropole sur l'inflation. Je suis sûr qu'aucun d'entre vous ne l'a lu. Je vais donc vous infliger ce j'avais écrit. Il faut bien que vous compreniez cela sinon, on ne s'en sortira jamais – d'ailleurs, on ne s'en sortira jamais – : on a reconstruit la France de 1945 à 1990 par l'inflation. Ce n'est pas terrible l'inflation. Je vous donne un chiffre que mon ami REVOL connaît parfaitement, car j'en ai déjà discuté avec lui : quand les Allemands ont créé le *deutsche mark* en 1948, on a décidé qu'il était égal à un franc français. À l'époque, c'était déjà idiot ; il aurait fallu dire $1 = 1,5$ mais, on avait gagné la guerre et ce n'était pas possible. On a commencé à $1 = 1$. Tout le monde a tendance à penser, quand on a fait l'euro, qu'un *deutsche mark* était égal à 3,66 francs. C'est déjà pas mal en termes d'inflation sauf que ce n'est pas ça. On avait fait le nouveau franc. Donc, on a commencé à $1 = 1$ et on a fini à $1 = 366$. C'est ça l'inflation. Les Français sont les champions de ça ; mis à part les amis de REVOL au Venezuela qui sont à 2000 % et à qui la maîtrise leur a complètement échappé. Nous, la maîtrise ne nous a jamais échappé.

L'inflation est une technique économique. Elle n'est pas meilleure qu'une autre. Dans toutes les techniques économiques, vous avez des gagnants et des perdants. Moi, quand j'étais jeune, j'étais un gagnant de l'inflation. Maintenant que je suis un vieux, si vous me faites de l'inflation... Regardez le Front National, il ne sait plus où il en est sur l'euro et sur l'inflation. D'ailleurs, regardez ses taux de pénétration au niveau des votes : les vieux, les retraités, ont beaucoup d'inquiétude et ils ont raison car avec ce parti ou celui de René, on est ruiné en 5-5. On ne connaît que la technique inflationniste. C'est une bonne technique sauf que nous sommes dans l'euro et dans l'euro, il n'y a pas d'inflation. Donc, on est coincé. Quand il n'y a pas d'inflation, mes chers collègues – excusez-moi, je suis là en tant que technicien et petit expert – il n'y a plus qu'une seule technique – une seule et unique – : on diminue les salaires et les retraites. C'est ce qui a été fait par nos collègues grecs et il n'y a pas d'autres techniques.

Il n'y en a pas, sauf si vous sortez de l'euro. Alors là, vous n'aurez qu'à regarder les Anglais dans quelque temps et vous verrez ce qui se passera.

Dernier point : Mme TOUZARD, vous avez raison. Je vous donne raison sur le développement durable, la transition énergétique ; notre position n'est pas assez claire. J'en ai discuté avec ma collègue Mme JANNIN. Elle a raison parce que c'est elle qui en est chargée. Elle est dans tout et, au niveau de l'organisation, cela ne se voit pas. Monsieur le Président, c'est un problème sur lequel il faudra que nous nous interrogeons. Effectivement, tout ce qui est fait l'est en relation avec le développement durable mais nous ne le présentons pas de cette façon ; l'action finit par être mal vue, invisible, et c'est une erreur de notre part. Mme TOUZARD, je vous donne raison. Merci de nous avoir fait cette proposition que j'espère nous allons intégrer. Merci.

Monsieur le Président

Merci Max LEVITA. Chers collègues, je vous propose donc de voter sur la forme c'est-à-dire pour approuver le fait que le débat a eu lieu et que les arguments ont été portés à votre connaissance. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 89 voix.*

AFFAIRE N° 2 : TRANSPORTS ET MOBILITE - APPROBATION DU SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES ACTIVES (SDMA) - MOBILITES PLURIELLES

MM. A. MOYNIER et R. YOUSSEF sortent de séance.

Mme I. TOUZARD après avoir pris la parole, sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme M. CASSAR, le pouvoir de M. C. COUR accordé à Mme I. TOUZARD est de ce fait annulé.

Monsieur le Président

Affaire n° 2. Il s'agit de l'approbation du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA). C'est Jean-Pierre RICO, Vice-Président, qui va le présenter. Ce Schéma des Mobilités Actives a été présenté aux maires en Conférence des Maires et validé par eux. Ce Schéma des Mobilités Actives a également été présenté aux associations. Jean-Pierre RICO.

Jean-Pierre RICO

Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Tout d'abord : qu'est-ce que les mobilités actives ? Il s'agit d'un ensemble de modes de déplacement où la force motrice humaine est nécessaire, avec ou sans assistance motorisée. Il s'agit principalement de la marche, du vélo, mais aussi la trottinette, le roller, le skate-board, etc. Quel est l'objet du SDMA ? C'est un référentiel de dispositions pour accélérer le développement d'une Métropole des courtes distances avec des enjeux. Tout d'abord, il s'agit :

- d'offrir un réseau continu, sécurisé, confortable et visible ;
- d'inciter à l'usage du vélo pour des déplacements domicile-travail, des déplacements domicile-école ou également pour le loisir ou le tourisme ;
- de mettre en adéquation les équipements avec les usages et jouer sur la complémentarité entre modes actifs et transports collectifs ;
- de valoriser l'espace public, offrir des stationnements de vélo sécurisés ;
- d'inscrire la Métropole dans les réseaux européens que ce soit le EV8 ou le EV17 ou nationaux comme le V80 ou le V70.

Le SDMA a défini un réseau hiérarchisé connecté à l'offre de transports en commun avec trois niveaux complémentaires :

- le **réseau magistral** (autrement appelé autoroute à vélos) pour favoriser l'usage du vélo pour les actifs qui recherchent la performance de leurs déplacements ;
- le **réseau structurant** : c'est l'armature du réseau pour desservir et relier les différents pôles de la Métropole ;
- le **réseau de proximité** pour les liaisons secondaires et complémentaires et la desserte locale.

Ces trois réseaux sont complétés par des zones de circulation apaisée dans les centres urbains anciens qui ne laissent pas souvent la place aux aménagements cyclables spécifiques, dans les nouvelles opérations urbaines ou lors d'opérations de renouvellement urbain. Enfin, la création de Zones à Faible Emission, les fameuses ZFE, s'inscrit dans cette démarche.

Pour accompagner le SDMA, un certain nombre d'éléments sont nécessaires, à savoir :

- des équipements et des services dédiés tels que le stationnement de vélo sécurisé. Un projet est en cours au Pole d'Echanges Multimodal (PEM) Saint-Roch ;
- une communication pour présenter les évolutions du Code de la route mais également pour dénoncer les incivilités ;
- la nomination d'un chargé de mission vélo à la Métropole. Cela a été fait et précisé par le Président tout à l'heure ;
- un certain nombre de travaux qui seront réalisés prochainement pour la période 2019–2020 à savoir 5 km de travaux déjà programmés, la voie verte à Clapiers, des pistes cyclables à Montpellier, Grabels, Prades-le-Lez, Pignan et la liaison vélo entre Baillargues et son PEM.

Dans les six prochaines années, environ 35 km seront aménagés pour compléter progressivement ce réseau. Il y a également un travail pour identifier des zones 30 ou des zones de rencontre à créer mais aussi définir à terme des règles d'élaboration pour les réalisations sur le domaine public et/ou en urbanisme.

Comme le Président l'a évoqué, ce Schéma des Mobilités Actives ou mobilités plurielles est en préparation depuis le début de l'année avec toute une série de concertations qui ont été réalisées sur la période de juin à novembre avec les associations d'usagers, les professionnels du vélo mais également les institutions et les territoires voisins tels que l'État, le Conseil Départemental et les EPCI voisines. Des ateliers, sur la période d'avril à août, ont été organisés sur les pôles avec les 31 maires. Le 18 décembre dernier, il y a eu une réunion avec le groupe de suivi vélo. Voilà, le résumé de ce Schéma apparaît sur le grand écran.

Monsieur le Président

Merci M. RICO. Qui souhaite s'exprimer ? Mme JABADO, M. MOURE, Mme BRISSAUD, M. ROUILLEAULT, Mme TOUZARD, Mme GIANIEL, M. REVOL, M. PASTOR, Mme ILLAIRE, Mme JANNIN et M. RICO.

Je répète : Mme JABADO, M. MOURE, Mme BRISSAUD, M. ROUILLEAULT, Mme TOUZARD, Mme GIANIEL, M. REVOL, M. PASTOR, Mme ILLAIRE, Mme JANNIN et M. RICO.

Mme JABADO.

Claire JABADO

Monsieur le Président, chers collègues, j'avais envie de faire plusieurs remarques. Quand ce Schéma a été présenté en commission transport, la première remarque que je me suis faite c'est que ce n'était pas, selon moi, un schéma directeur des mobilités plurielles. Il manque des éléments indispensables sur le règlement juridique (Code de la route) concernant l'utilisation des espaces. Pour moi, c'est un schéma directeur des pistes cyclables uniquement. Il aurait fallu intégrer comment concilier tous les types de mobilités un peu plus en détail (les trottinettes, les trottinettes électriques, les skate-boards, les fauteuils roulants ...). De plus, si j'ai bien compris, les règlements sont en cours d'évolution et il faut en tenir compte.

Ma deuxième remarque concerne la qualité de l'air dont nous avons parlé au dernier Conseil et une certaine incohérence dans le fait de coller des pistes cyclables le long des grands axes routiers. Nous savons que faire des efforts physiques à proximité des zones génératrices de pollution atmosphérique nuit à la santé. Mais, malheureusement, je ne sais pas si nous avons trop le choix.

Troisièmement : les pistes de proximité sont indispensables mais la proposition faite dans le schéma de développer des bandes sans protection n'est pas idéale pour la sécurité des cyclistes. De plus, il faut apporter une attention particulière aux mobiliers dangereux, tels que les avaloirs qui sont mal disposés. Il en va de même pour l'éclairage sur les passages qui traversent des zones obscures. Nous avons, par exemple, le cas à Grabels où nous avons eu des accidents et des agressions dans une partie obscure la nuit.

Bien évidemment, je salue la volonté d'associer les communes voisines. Nombreuses sont les communes métropolitaines, comme Grabels, qui sont des nœuds importants de cyclotourisme. Il faut donc absolument garantir une continuité.

Pour terminer, j'ai deux demandes : la première est de veiller sur la priorisation des travaux et de ne pas se concentrer uniquement sur les zones d'activités et la grande agglomération de Montpellier. Il est indispensable de mettre en place un planning satisfaisant tout le monde.

Nous sommes capables de comprendre le besoin d'étaler les travaux sur 10 ans pour des raisons budgétaires et d'organisation mais, ce planning doit être égalitaire.

Ma deuxième demande est de revenir dans les communes où on pourrait vous faire des visites guidées *in situ* de la situation car, franchement, même si on nous a dit qu'il y avait eu une concertation, pour moi, elle a été un peu bâclée. Merci.

Monsieur le Président

Merci Mme JABADO. Nous avons, dernièrement, inauguré la RD 27 chez vous. C'est une des premières pistes cyclables. Donc, sur l'étalement des paiements et des projets, vous êtes quand même bien servi. Merci de le reconnaître.

M. MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, trois points rapidement : le premier reprend un des aspects que j'évoquais lors de la délibération précédente. Rapidement, dans ce qui est estimé être une réalisation d'un ordre de grandeur de 80 millions d'euros, il faut que l'on puisse définir un compartimentage des investissements à venir selon des critères à déterminer, profiter de l'opportunité de la réalisation de telle ou telle voie mais également une répartition par secteur. Cela me paraît important sinon on pourrait considérer – certains le feraient à tort – que l'on vote des orientations sans les chiffres.

Le deuxièmement est plus précis. C'est par rapport à ce qui est indiqué en page 2 de ce dossier : on parle de réseau magistral. Je considère que lorsqu'on évoque un axe Sud (Saint Jean de Védas, Lattes, gare Montpellier Sud de France), on peut revenir un peu plus au Nord puisque, dans quelques années, sera réalisé, je l'espère, le Contournement Ouest de Montpellier et on peut penser qu'une voie cyclable adaptée accompagnera cette réalisation et permettra de relier Juvignac, Saint Jean de Védas, gare Sud de France et ensuite, pour les voitures, Vendargues.

Monsieur le Président

Si vous me permettez, M. MOURE, juste sur ce point précis : le Contournement Ouest que nous avons mis à l'étude et commencé à financer au travers d'une subvention portée par le contrat de Plan État-Région de 25 millions d'euros n'avait pas de piste cyclable. Nous avons donc écrit à Monsieur le Préfet et à la Ministre des Transports pour y intégrer une piste cyclable sécurisée et protégée.

Jean-Pierre MOURE

C'est effectivement important pour contourner le territoire de la Métropole dans le cadre de ce dossier.

Le deuxième élément porte sur ce qui est considéré comme devant être un réseau magistral en lieu et place de l'ancienne ligne de voie ferrée Montpellier - Paulhan. J'ai tendance à considérer que même s'il me paraît important de mettre un axe cyclable sur une partie de cette emprise, c'est plutôt un système tram-train qu'il faudrait mettre en place à l'Ouest de Montpellier. Cela me paraît déterminant car souvent on l'évoque mais on a concrètement du mal à le mettre en place. Il aurait une vocation certes pour les usagers, pour les passagers mais également pour le volet économique. Au bout de l'Ouest, il y a l'Étang de Thau avec tout le secteur des deux ou trois Balaruc, de Gigan, de Poussan et en bout de ligne que ce soit la gare Saint-Roch, le secteur de la Restanque, tout le secteur lié au marché gare, etc. Ça me paraît être le dossier fondamental.

Au-delà du point de départ que l'on évoque aujourd'hui qui est ce circuit de mobilités, je pense qu'il faut le remplacer par un système tram-train car cela permet, économiquement parlant et dans l'intérêt général, la rationalité des déplacements – tous modes de déplacement confondus – et la valorisation de l'Ouest de la Métropole. Dans une délibération, on parle également du Pic Saint-Loup qui s'associe sur telle ou telle opération à ce dossier. Je crois que l'on pourrait également y associer l'Étang de Thau et pourquoi pas l'Agglomération de Sète. L'ancienne ligne de voie ferrée Montpellier - Paulhan fait Montpellier, Cournonsec, Montbazin et ensuite on peut revenir sur la voie qui longe l'Étang de Thau en direction de Sète. C'est un dossier majeur sur lequel, au-delà de la Métropole, d'autres collectivités, notamment la Région, pourraient s'inspirer pour rapidement le réaliser. Je m'excuse car cela me paraît important : ça permet de rentrer en complémentarité avec ce qui était prévu au titre du lien entre Saint Georges d'Orques et Fabrègues ...

Monsieur le Président

Le LICOM (Liaison Intercommunale à l'Ouest de Montpellier).

Jean-Pierre MOURE

Le ou la LICOM. Peu importe. Cela permet de faciliter la rétention de véhicules rentrant de l'Ouest sur Saint Jean de Védas car on peut contourner et aller se raccorder sur la route de Sète.

Je crois qu'un des représentants de Vélocité a fait apparaître que ce n'était pas forcément un axe uniquement vélo que l'on devait prévoir en lieu et place de l'ancienne voie ferrée et je suis d'accord avec lui.

Monsieur le Président

Je partage ça, M. MOURE. L'important, c'est que nous sommes désormais propriétaires des deux Voies Ferrées d'intérêt Local (VFIL) celle qui va jusqu'à Paulhan d'un côté et celle qui va jusqu'à Sommières de l'autre. J'ai eu l'accord de M. JEANTET et de M. PEPY là-dessus. On le met donc en chantier en sachant que tout ce qui concerne l'étoile ferroviaire de Montpellier fait partie du Plan État Région dans le cadre du financement porté par la ligne Métropole en réseau. C'est une histoire assez ancienne qui était soutenue et développée par Raymond DUGRAND à l'époque.

Mme BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention reprend un peu celle de Mme JABADO. Je vais donc la compléter. Je m'étonne un peu du fait que cette affaire ne soit pas complète ou que ce schéma ne représente pas l'ensemble de mobilités existantes ou, plus exactement, qui pourraient exister. La présentation était succincte mais peut-être que vous pourrez la compléter en nous présentant vos objectifs en termes d'espaces de covoiturage, d'auto-partage et tout ce qui concerne le stationnement réservé aux véhicules électriques et, pourquoi pas, des expérimentations...

Interventions hors micro

Monsieur le Président

Chut.

Anne BRISSAUD

Je n'avais pas remarqué... Merci.

On ne voit pas non plus si vous avez prévu un budget conséquent concernant tout ce qui est mobilités douces comme ce dont on a parlé, il me semble, lors d'un précédent Conseil, sur des projets comme TOTEM mobi. Ce sont des projets qui, me semble-t-il, pourraient rassembler tout le monde et qui sont écoresponsables, qui pourraient avoir notre soutien même s'ils sont issus du privé. Je suis pour que l'on encourage ce type de...

Monsieur le Président

Mobilités.

Anne BRISSAUD

Oui... De projets. Qu'on encourage ces projets qui pour moi pourraient donner à la Métropole une grandeur et une responsabilité dans le développement durable des transports.

Monsieur le Président

Merci.

Anne BRISSAUD

Là-dessus, je pense que vous pourriez nous répondre aujourd'hui parce que c'est peut-être présent dans vos dossiers et dans les schémas à venir. Pour l'instant, je n'ai pas vraiment vu d'évolution en ce sens sur les mobilités douces.

Monsieur le Président

Merci Mme BRISSAUD. M. ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues, quelques remarques très rapidement. D'abord, pour vous féliciter de cet exercice qui n'était pas obligé sur le plan juridique par un texte, contrairement à toute une série d'autres exercices de planification de moyen terme. De ce point de vue, il est à noter que les associations de cyclistes, notamment, ont trouvé qu'il y avait enfin un espace pour essayer de travailler sérieusement et de mettre à plat une série de questions.

Sur le diagnostic, je relèverai un point important et qui n'a pas été évoqué jusqu'à présent : il y a un manque cruel de pistes cyclables continues. Il y a beaucoup d'endroits, je pense notamment à Castelnau sur l'avenue de l'Europe, où il y a des petits morceaux, mais pas de pistes cyclables continues. C'est le premier point que je voulais évoquer.

Le deuxième point, c'est qu'il faut que nous réfléchissions au fait que nous avons plusieurs cartes de planification à notre disposition et qu'il y a des incohérences entre elles. Il est intéressant de les regarder de façon très précise en essayant de travailler sur ces incohérences. Je pense à trois cartes : celles sur le SCoT notamment par secteur de la Métropole ; les cartes sur le Schéma des Mobilités Actives dont on vient de parler à l'instant ; la carte de la TaM dans le cadre de la DSP qui a été renouvelée dernièrement. Il y a un certain nombre d'incohérences. Nous en avons déjà évoqué certaines au Conseil de Métropole. J'en prends une : la voie ferrée, par exemple. Dans le schéma des mobilités actives, c'est une piste cyclable ; dans le SCoT, c'est un transport de service public. Il faut donc réfléchir : est-ce que les deux sont possibles au même endroit ? Est-ce qu'il y a des priorités ? Je pense que nous devons pouvoir les faire cohabiter. Ce sont des questions qu'il faut travailler.

Dernier élément : le schéma qui est proposé avec le réseau magistral qui met en évidence l'importance des pénétrantes vers le centre-ville de Montpellier est quelque chose de très important notamment pour nous dans notre secteur sur le Nord-Est de la Métropole. Il est évident que le boulevard Philippe Lamour d'un côté et la RD 113 de l'autre, qu'il faudra réhabiliter, après l'erreur qui a été faite de ne pas faire de pistes cyclables continues le long du tram, sont des priorités. Merci.

Monsieur le Président

Merci M. ROUILLEAULT. Mme TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Merci. Je rejoins un peu les observations qu'on a faites en Conférence des Maires c'est-à-dire que l'on a perdu cette vision globale, dans ces différents schémas ou au travers de la DUP, de la TaM, sur les différents modes de transport et il faudrait réussir à la reconstituer, notamment, dans son adéquation avec le SCoT.

J'ai également dit en Conférence des Maires qu'il ne fallait pas voir ce schéma et les coûts et les dépenses qu'il génère comme des coûts nets mais comme des économies potentielles au niveau de l'aménagement, de la production d'aménagements pour le logement, puisque le développement du vélo va s'accompagner d'une diminution des places de stationnement pour les voitures. Le parking de stationnement nous coûte énormément en consommation foncière. Comme je le disais, c'est ce qui a motivé la politique vélo aux Pays-Bas et en Belgique. Il faut vraiment, à mon avis, avoir cet angle de vue pour accélérer l'investissement dans le cadre de ce schéma.

Surtout, à la fin du document, il y a un chapitre sur la mise en œuvre qui est, pour le coup, très succinct. Il nous dit que les 280 km d'aménagement de pistes cyclables nouvelles vont nous coûter 80 millions d'euros. Je pense que là, il nous faut vraiment réfléchir à comment les prioriser. Peut-être que le schéma aurait pu donner des indications à savoir dans quelle partie du territoire ces nouveaux aménagements vont permettre de résoudre des problèmes, à assez court terme, je pense, d'embouteillages. Je discutais avec Michelle CASSAR. Sur la ville de Pignan, par exemple, sur la partie Ouest, une piste cyclable aménagée qui ne devrait pas être très coûteuse entre Pignan et Saint Georges d'Orques pourrait potentiellement désengorger car il y a ensuite un lien direct avec la station Mosson. Il faudrait que les études soient faites.

On a juste une demi-page en fin de rapport sur la mise en œuvre des aménagements et des travaux à réaliser. Pour ce dernier aspect qui a été fait, me semble-t-il, un peu rapidement, je reste vraiment sur ma faim.

Monsieur le Président

Merci Mme TOUZARD. Mme GIANIEL. Ce n'est pas bon de rester sur sa faim.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, la présentation de l'affaire n° 2, ce soir, s'est voulue volontairement synthétique et de manière extrêmement condensée. J'ai envie, dans un premier temps d'insister sur le caractère extrêmement détaillé et précis du diagnostic qui a été présenté dans le cadre de cette affaire n° 2 et au travers du rapport qui a été notamment fourni aux élus. C'est un rapport qui est extrêmement dense, extrêmement complet et très instructif. On y apprend plein de choses. D'abord, sont listés de manière extrêmement exhaustive tous les freins recensés aujourd'hui sur le territoire de la Métropole à la pratique des mobilités actives et principalement du vélo. Comme l'évoquait M. ROUILLEAULT, de nombreux problèmes de discontinuité sur le réseau existant font qu'aujourd'hui c'est un frein évident à la pratique du vélo. Il y a également la difficulté, en secteur urbain, à franchir certains carrefours.

Il est question également de l'absence de jalonnement et on sait que c'est important quand on a une pratique active de pouvoir estimer les temps de parcours par rapport au lieu où on se rend. Est évoquée également dans le rapport la question des conflits d'usage, non seulement avec les automobiles, que l'on peut retrouver régulièrement, notamment en centre-ville de Montpellier, garées sur les pistes cyclables, mais également parfois avec les piétons ; je pense à la piste cyclable qui se situe au Sud de Pérols et qui fait la jonction entre le terminus de la ligne 3 de tramway et la plage.

Il n'y a pas que des constats négatifs, il y a également des points forts mis en avant dans le cadre de ce diagnostic notamment le fait qu'aujourd'hui la trame, l'armature de réseau, nous l'avons. Le début de réseau existe. Il s'agit de le faire vivre, de le poursuivre et certainement de rénover les tronçons qui sont les plus abîmés par le temps.

Je crois qu'il faut vraiment aller dans ce sens et vous savez que j'ai œuvré et que je continue de militer dans ce sens, dans la mesure où aujourd'hui on constate, malgré tous ces freins, une augmentation de la pratique du vélo. On le voit, ces 10 dernières années, on a eu une augmentation de la part modale donc de la part des déplacements à vélo notamment, de 3 à 4 %. Cela peut paraître marginal mais cela représente énormément de déplacements quotidiens à l'échelle de la Métropole. La pratique utilitaire notamment du vélo se développe. Pourquoi ? Parce que le vélo est économique et pratique. Il y a également un point qu'il ne faut pas minimiser : le vélo s'installe dans de nouveaux modes de vie qui se veulent plus actifs dans des ambiances de déplacements plus apaisées et aussi dans des objectifs personnels de maintien en forme.

Ce ne sont pas les seules choses que nous apprenons dans le diagnostic présenté dans le rapport de ce Schéma Directeur des Mobilités Actives. On apprend quelque chose qui m'a frappée en tant qu'élue d'une petite commune de la Métropole, c'est que les pratiques sont, somme toute, assez différentes en termes de mobilités actives, et de vélos en particulier, entre la ville-centre et les communes. À Montpellier, on se déplace principalement à vélo pour se rendre à son travail ; dans les communes, on utilise le vélo pour aller à l'école ou au collège. Clairement, on ne touche pas du tout les mêmes publics et on n'est pas dans les mêmes impérieuses nécessités en termes de sécurité notamment.

Ce travail de diagnostic est franchement extrêmement intéressant et il était le préambule nécessaire à l'élaboration des propositions qui nous sont présentées à l'échelle métropolitaine de manière schématique et qui a permis de construire ce réseau à trois niveaux. C'est un réseau qui s'assoit sur un réseau armature extrêmement fort, extrêmement structurant et ensuite un réseau de liaisons dans lequel se retrouvent des pendulaires nécessaires sur notre Métropole pour ne pas s'obliger systématiquement à repasser par la ville-centre pour pouvoir se transporter d'une commune à une autre de la Métropole.

Le gros avantage de la proposition qui est faite et de ce maillage est le fait que l'on obéit à la nécessité de mailler – je me répète beaucoup – ce réseau un peu sur le modèle que l'on peut avoir au niveau des transports en commun. Surtout, on propose une continuité cyclable qui est vraiment la condition minimale pour que cela puisse fonctionner et que les investissements que l'on s'apprête à programmer soient véritablement effectifs et servent vraiment les populations.

Ensuite, il y a un point sur lequel on a peu insisté ce soir. Je ne vais pas revenir sur tous les aménagements prévus que ce soit au niveau de la création, de la rénovation de ce réseau existant, des parcs à vélos, des mobiliers urbains à destination des vélos comme les appuis vélos qui sont nécessaires.

Ce qui est extrêmement intéressant dans ce schéma, je trouve, c'est que non seulement on propose des voies dédiées et des aménagements dédiés aux pratiques actives mais que l'on redonne une place au vélo sur la voirie et donc dans la circulation.

On intègre en particulier le fait que l'on puisse rendre le cycliste sur la voirie beaucoup plus visible et donc quelque part le protéger dans ses déplacements, notamment au travers de la mise en place de sas à vélo, de tourne à droite aux feux et aux carrefours, de céder le passage, etc.

Toutes ces propositions vont, je trouve, complètement dans le bon sens. Je reprendrai le propos de certains de mes collègues qui ont déploré le fait qu'elles soient, somme toute, assez synthétiques dans le cadre du document. Il me semble qu'il serait peut-être opportun de les détailler plus, de les décrire de façon plus précise en les assortissant d'estimations financières et peut-être d'un calendrier prévisionnel de réalisation de façon à nous doter collectivement de véritables outils de planification et de suivi de ce que j'appellerai d'abord et avant tout un Plan vélo et un formidable Plan vélo. Une délibération complémentaire dans ce sens me paraîtrait intéressante. Je pense qu'elle constituerait l'approbation véritablement du Schéma Directeur et le rendrait véritablement opérationnel. Ce soir, nous sommes pour l'essentiel dans l'approbation de grandes orientations. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Mme GIANIEL. M. REVOL.

René REVOL

Mes chers collègues, d'abord une remarque à Max LEVITA. Effectivement, nous sommes amis depuis longtemps, mais la stigmatisation politique de son interlocuteur pour ne pas répondre aux questions de fond est une méthode que j'ai toujours réprouvée, même lorsque ce sont mes amis qui l'utilisent. J'aurai l'occasion de revenir dans le débat du budget sur les questions précises que j'ai posées et auxquelles j'attends des réponses. Moi je ne m'adresse pas à toi en tant qu'ex-socialiste mais en tant qu' élu par le suffrage universel à la Mairie de Montpellier et devenu Vice-Président ici, et tu t'adresses à moi du fait que je sois élu par le suffrage universel Maire de Grabels et que les deux méritent le respect.

Max LÉVITA

Respect, oui. Tu l'as.

René REVOL

Deuxièmement, concernant le Schéma Directeur des Mobilités Actives, je voudrais rappeler à notre Assemblée que lors du début de notre mandature commune, par deux votes unanimes dans deux sessions extraordinaires – les deux seules organisées au début de notre mandature une le 7 mai et l'autre 17 juin – nous avons mis en place la Régie de l'eau, lors de la première, qui a abouti à sa création au 1^{er} janvier 2016 et lors de la deuxième, le 17 juin, nous nous sommes engagés dans la construction d'un Schéma Directeur des Mobilités. Je constate que cette orientation à ce jour n'est pas réalisée, alors que nous approchons du terme de la mandature. Je me félicite donc que nous commençons par poser une première pierre qui est celle de ce Schéma des Mobilités Actives. Je suis d'accord avec la remarque que faisait Mme JABADO : c'est surtout un Plan vélo quand on le lit de près. On aura l'occasion de revenir sur les autres aspects de mobilités actives après. En effet, dans notre collectivité – et on en occupe tous une part de responsabilité –, si on fait la moyenne des investissements qui ont eu lieu sur les 10 dernières années – afin de ne pas lier cela à une seule mandature pour ne pas prendre des allures de polémique politique – et si je regarde par rapport à des Métropoles similaires c'est-à-dire celles qui n'ont pas de métro (Nantes, Strasbourg, Grenoble), les modes de déplacements à vélo sont chez nous bien inférieurs et pas que pour des raisons topographiques.

La question qui se pose à notre collectivité – je crois que nous en avons tous conscience au début de ce débat – est de rattraper ce retard puisque nous sommes à 3 % de déplacement à vélo dans Montpellier, 25 % à pied et 55 % en voiture et autour de 15 % en transport en commun. Il faudrait essayer de faire passer la voiture en dessous des 50 % par rapport aux changements climatiques et à la santé, etc. Il faudrait faire augmenter les transports en commun et bien sûr le vélo. Il ne faut pas oublier que les Montpelliérains se déplacent également à pied (25 % des déplacements). Un Schéma Directeur des Mobilités Actives suppose aussi un aménagement pour les piétons ce qui pose un certain nombre de problèmes autres, qui devraient compléter ce Schéma. Cela va venir après. Ce n'est pas dramatique. On va le faire.

Concernant le vélo, la question est l'investissement. On nous propose 80 millions d'investissement sur 10 ans. C'est une bonne chose cela fait une moyenne de 8 millions par an.

On commence à rejoindre, en faisant cela, des moyennes de Strasbourg ou Grenoble ou autres qui sont autour de 9 ou 10 millions par an depuis quelques années. Cela me paraît être une bonne chose et il faut aller dans ce sens. Il faut les établir avec une priorisation et une vision égalitaire devant les choses.

À ce sujet, cela me paraît extrêmement important et je tiens à dire que, autant Mme JABADO que moi-même, nous nous félicitons, Monsieur le Président, de la réalisation de la piste cyclable le long de la RD 127E le long de la route dite « de Montferrier » qui est très utilisée. Cela nous fait deux kilomètres de piste cyclable supplémentaire. En 2008 lorsque nous avons pris la responsabilité de la Mairie, il y avait 0 km de piste cyclable. Aujourd'hui, sur notre commune, on est passé à 14 km au total. Sur ces 14 km, 50 % ont été réalisés par la commune avant que le transfert de compétences ait lieu, 30 % par le Conseil Départemental sur les routes départementales avant le transfert de compétences et 20 % soit par la SERM soit par la Métropole dernièrement. Cela a effectivement un effet. On le voit, à partir du moment où vous augmentez l'offre de pistes cyclables, ça a un effet sur tous les comportements. Cela modifie un certain nombre de choses. Je pense qu'il est extrêmement important de mettre en œuvre ce Plan et que l'on commence dès 2019. Il faut veiller à ce que, au terme de l'année 2019 comme le rappelait MOURE tout à l'heure, on arrive à dire ce qui a été réalisé. Cela me paraît extrêmement important.

Deuxième élément : vous ne pouvez pas réfléchir aux modalités de développement du vélo sans le mettre en relation avec les autres modes de transport. Je laisse de côté pour le moment les transports en commun car nous en avons déjà parlé et vous connaissez le problème. D'autres sont intervenus. Par rapport à la voiture, une règle fondamentale consiste à faire que les différentiels de vitesse entre les différents modes de transport soient le moins grand possible. J'ai appris cela en lisant le Schéma Directeur de la Métropole de Grenoble, qu'a présenté Christophe FERRARI, le Président de la Métropole de Grenoble. Il développe l'idée que ce différentiel doit être réduit d'où l'idée d'avoir une Métropole à 30 à l'heure ; naturellement pas sur les axes les plus structurants, cela ne serait pas possible, mais dans toutes les parties proprement urbaines. À partir du moment où vous faites un différentiel avec le vélo, il est donc moins grand, le vélo est moins en danger et la pollution diminue. On va, par là même, vers une Métropole apaisée en termes de circulation. Cela me paraît être un élément à mettre dans le débat. Je ne dis pas qu'il faut le faire aujourd'hui. Mais, c'est un élément à mettre dans le débat car au lieu de segmenter le vélo, la marche, les transports en commun, c'est un ensemble.

À partir de là, j'émet le vœu que dès l'année prochaine, sans attendre d'autres échéances électorales, alors que nous allons mettre en œuvre ce Schéma des Mobilités Actives pour ses premiers éléments concernant essentiellement le vélo, on étudie les autres aspects afin de pouvoir élargir le focus et avoir une vision de la transformation que l'on veut apporter dans cette ville qui est tout de même fondamentalement congestionnée par la circulation automobile. C'est dans cet ensemble que ce Schéma prendra du sens. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci M. REVOL. M. PASTOR.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, il aurait fallu que je passe après l'intervention de Jean-Pierre MOURE puisque je vais vous parler de l'autre côté de la voie ferrée. Je voulais, Monsieur le Président, vous remercier puisque vous avez eu l'occasion de le dire à Castries : vous êtes intervenu auprès de M. PEPY de façon à pouvoir racheter cette voie ferrée. En début de Conseil, vous avez parlé également d'un mode de transport propre, cadencé, plutôt en ligne droite ; il me semblait que vous décriviez la voie ferrée Le Crès, Vendargues, Castries, Saint Geniès des Mourgues, Sommières. C'est exactement ça. C'est un endroit où pourrait à la fois cohabiter un transport en site propre cadencé comme vous le disiez et une piste cyclable ou autre pour la bonne raison que l'emprise qui est bloquée, gelée, est de 32 m. C'est une zone de 16 m de chaque côté de l'axe et il n'y a pas de construction soit ce sont des terrains de la SNCF ou des terrains faciles à acquérir. Il est inscrit comme axe magistral dans le document mais, peut-être faudrait-il y adjoindre un moyen en site propre cadencé compte tenu de l'expansion des constructions que nous allons avoir dans tous les secteurs. Ensuite, il faudrait prévoir des rabattements de plusieurs communes qui pourraient construire et se retrouver le long de cette voie ferrée. Il pourrait surtout ramener les gens de Sommières qui pourraient prendre ce transport pour venir sur Montpellier car il y en a beaucoup qui viennent y travailler.

J'ai également retrouvé un autre document : l'aménagement de la route entre Castries et Baillargues. Dans le cadre du PPI de voirie, il y a des études prévues là-dessus. C'est donc très bien.

J'ai été interrogé par un de mes concitoyens : vous avez concerté les associations, Monsieur le Président. Quel mode allez-vous donner à la diffusion de ce document afin que nos concitoyens puissent se l'approprier et éventuellement faire de remontées, des remarques ou des observations ? Merci.

Monsieur le Président

Merci M. PASTOR. M. RICO répondra. Mme ILLAIRE.

Régine ILLAIRE

Monsieur le Président, je voudrais simplement revenir sur les travaux de déviation Montbazin - Cournonsec. Je vous en avais parlé la dernière fois car je ne les avais pas vus inscrits sur vos premières actions. Je n'ai pas entendu M. RICO en parler non plus. Pour rassurer les Cournonsecois, je voulais savoir si ces travaux sont prévus, comme vous nous l'aviez dit, en 2019.

Monsieur le Président

Ce n'est pas 2019 mais 2020. Mais, ce que je souhaiterais, c'est la continuité des travaux d'aménagement de la route de Montbazin qui ont été réglés par le Conseil Départemental. Là, c'est la partie qui intéresse Cournonsec. C'est la suite.

Régine ILLAIRE

Oui, il y a 3 km de voirie.

Monsieur le Président

Il y a 3 km.

Régine ILLAIRE

On aura un flux de camions et de circulation. La route élargie jusqu'à la fin de Montbazin par le Département...

Monsieur le Président

Je vous propose de commencer les travaux en 2019.

Régine ILLAIRE

Je vous remercie. Je note. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Mme FRECHE.

Julie FRÊCHE

Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Je voudrais juste ajouter un élément dans le débat : on a parlé du secteur du Pic Saint-Loup, du Bassin de Thau mais, il y a aussi le secteur au Nord-Ouest de Montpellier qui est celui qui accueille la plus forte augmentation de population surtout le Cœur d'Hérault. Je ne connais pas le dossier technique mais, est-il encore possible de racheter la ligne ferroviaire dans ce secteur jusqu'à la Mosson comme cela avait été prévu à un moment ? Cela permettrait de désengorger toute cette partie Nord-Ouest de Montpellier.

En complément de ce qu'ont dit M. MOURE et M. REVOL, je trouve que la thématique des mobilités et le débat passionnant que nous avons ce soir impliquent la nécessité de poser la réflexion sur la création d'un pôle métropolitain. Nous sommes vraiment une des rares Métropoles à ne pas être dotée de cet outil institutionnel qui, pour de nombreuses Métropoles, que ce soit à Lyon, Nantes-Saint-Nazaire, la région de Genève, les questions des mobilités, des continuités territoriales aussi bien sur les mobilités actives que ce sur tous les types de mobilités sont traitées de la manière la plus cohérente dans un pôle métropolitain afin d'organiser la coopération entre tous les territoires. Ce débat le montre parfaitement : on a parlé du Bassin de Thau, du Pic Saint-Loup, du Cœur d'Hérault et dans ce cadre, je crois que la réflexion sur le pôle métropolitain pourrait être rajoutée à ce débat. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Concernant le pôle métropolitain, nous en avons un qui s'appelle Parlement des Territoires qui concerne globalement une cinquantaine d'intercommunalités mais, il n'a pas la forme juridique d'un vrai pôle métropolitain. Comment dire les choses ?

Il est bien difficile de créer une agglomération d'agglomérations avec une administration nouvelle. Il faut un peu de temps. Je vous donne un exemple : lorsque nous avons réalisé la philosophie du SCoT avec François LECLERCQ, les urbanistes et les services ont accepté la terminologie de portes métropolitaines et lorsqu'on habite la Vallée de l'Hérault – et vous n'ignorez pas les antécédents culturels qui s'y trouvent encore –, on peut considérer que ce sont les portes de la ville et que celles-ci peuvent être fermées. Donc, je suis en train de modifier la terminologie des « portes métropolitaines » pour en faire des « espaces de partage ». Ça, c'est pour vous expliquer la dimension sentimentale, culturelle, complexe, souvent due à l'histoire, qui fait que rassembler six intercommunalités au travers d'une structuration bien déterminée est pour moi encore impossible politiquement. Elle le sera forcément mais pas tout de suite. Nous l'avons préfigurée avec le Parlement des Territoires. Il faut du temps. Quand on veut aller trop vite dans les réformes, vous voyez ce qu'il se passe. Il faut du temps, surtout dans un vieux pays roman où la mémoire est longue. Donc, je prends le temps de le faire correctement.

En revanche, nous avons fait un G6, c'est-à-dire la Métropole et les cinq intercommunalités qui voient, et vous verrez que l'affaire d'après est la conclusion de l'accord que nous avons avec l'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup. Petit à petit, nous l'avons fait avec M. REVOL et Mme GALABRUN sur l'eau ; nous l'avons fait avec M. MEUNIER à Palavas ; nous l'avons fait avec le Pays de l'Or sur les transports. Petit à petit, sous forme de contrat de réciprocité. *Paso a paso. Step by step.*

Oui, je suis d'accord pour qu'un pôle métropolitain voit le jour mais quand politiquement l'histoire sera mûre pour le recevoir dans de bonnes conditions, sans violence. Ce n'est pas l'heure. On ne peut pas encore le faire. Nous avons essayé de le faire. Je réponds sur ce point parce qu'on n'en parle jamais et c'est très important. Nous avons essayé de le faire sur l'installation des entreprises. Nous avons des centaines d'entreprises qui veulent s'installer à Montpellier et nous avons que très peu de foncier. Il fallait donc absolument que nous ayons une coopération avec les agglomérations voisines qui en ont. Un exemple : l'Agglomération du Pays de Lunel. Nous avons rencontré tous les décideurs. Mis à part Villetelle qui a été en capacité de nous proposer des offres de services au titre de la commune, c'est encore trop loin pour que nous puissions avoir des accords gagnant-gagnant avec les agglomérations voisines.

On le fait donc sous la forme de contrat. Ici, on fait un échange sur une exposition. L'Agglomération de Sète nous permet d'utiliser son service d'archéologie préventive dont elle dispose et que nous n'avons pas pour les fouilles qui se passent chez M. MEUNIER aux Hauts de Lattes. Vous voyez c'est sur ce genre de choses mais, il faut y aller *step by step*.

Stéphanie JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, je souhaiterais saluer le travail qui a été fait dans ce Schéma des Mobilités Actives et rappeler que c'est la première fois que nous avons une vision globale sur la question des mobilités actives sur le territoire métropolitain ; la première fois que nous avons une vision globale et en concertation.

Nous avons une vision globale sur l'ensemble du territoire c'est-à-dire que l'on raisonne à l'échelle métropolitaine sur ces mobilités et certains d'entre vous ont d'ailleurs souligné ces coupures qu'il y a actuellement dans le réseau cyclable. Celles-ci sont bien souvent le résultat de l'absence de vision globale. Donc, je réfute totalement l'idée qui a été donnée par certains qui dit qu'on aurait perdu la vision globale. Non, au contraire. C'est la première fois que nous avons la vision globale. Le problème que la plupart d'entre vous soulignent – et les cyclistes, dont je fais partie, le font aussi – qui sont les coupures d'une commune à l'autre, c'est justement par cette première pierre d'une vision globale qu'on réussira à les résoudre.

C'est aussi une vision sur la petite échelle et la grande échelle : la grande échelle de déplacements, par exemple, d'une commune jusqu'en bord de mer ou autres et la petite échelle du quotidien, des déplacements des familles, des enfants, des travailleurs et autres.

C'est aussi une vision globale sur les actions qui sont à mener : les pistes cyclables, bien entendu, à aménager ou à réparer, la pose d'arceaux (on sait que la faculté de poser en sécurité son vélo est très importante et incite ou pas l'utilisation du deux-roues), le développement des zones 30, etc. On est vraiment sur une approche globale et je tiens à saluer ce travail qui va, bien sûr, s'intégrer totalement dans le Plan Climat puisque le fait de se déplacer à vélo ou à pied ou en trottinette ou tout autre mode de déplacement non polluant, c'est aussi et surtout la limitation de l'émission des gaz à effet de serre.

Le poste des transports est important sur notre territoire. Nous n'avons pas d'industrie. Nous n'avons pas de pollution liée à l'industrie ; c'est une chance. Nous avons donc toute notre concentration à mettre sur le bâtiment et sur la question des mobilités. Bien entendu, ce type d'actions est à intégrer dans l'investissement global de la Métropole sur la question de la transition écologique. Je l'appellerai la transition écologique globale.

Mme TOUZARD, M. LEVITA vous a répondu mais, je me permets tout de même de vous donner des précisions : je ne peux pas vous laisser insinuer qu'on aurait un budget aussi faible sur les actions de la transition écologique et vous le savez très bien ; ce n'est pas vrai. Vous avez confondu le budget lié à la rénovation thermique.

Je vous remercie de ce fait d'avoir mis l'accent sur ce poste particulièrement important et grandissant de la rénovation thermique des copropriétés privées et des particuliers qui grâce au dispositif *Rénov'Energie* sont maintenant accompagnés par un véritable service public dans leurs projets de rénovation thermique. Je ne peux donc pas vous laisser penser ou dire – et d'ailleurs je suis sûre que vous ne le pensez pas vraiment – que vous n'intégrez pas dans la politique de transition écologique tout ce qui est fait dans le cadre du PDU (Plan de Déplacements Urbains), du PLH (Plan Local de l'Habitat) parce que la mixité sociale c'est également du développement durable, dans le cadre de la politique de la ville, dans le cadre du programme du logement abordable, de l'éco-cité ou, par exemple, du Schéma de Cohérence Territoriale.

Je finirai sur une précision sur ce Schéma de Cohérence Territoriale. Nous avons des discussions à l'époque, alors que vous étiez Vice-Présidente en charge de l'agro-écologie. À cette époque, votre soif de coopération était tout de même un peu moins importante qu'aujourd'hui. Nous avons, dans ces discussions, fermé à l'urbanisation un certain nombre d'hectares et, de ce fait, limité très concrètement l'artificialisation des sols. Mme TOUZARD, est-ce que vous savez combien d'hectares nous avons fermés à l'urbanisation et du coup avec quels chiffres concrets nous pouvons acter aujourd'hui.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président ? Je ne sais pas...

Stéphanie JANNIN

Nous avons fermé à l'urbanisation... Merci de me laisser finir.

Nous avons fermé 400 ha qui étaient initialement prévus à être ouverts à l'urbanisation. Si je précise ce chiffre, c'est parce qu'en matière de transition écologique, tout ne se compte pas uniquement en montant de budget. Vous avez tout à l'heure dit que certaines choses n'étaient pas faites pour la politique de l'agro-écologie – et je parle sous le contrôle de ma collègue Mme FOURCADE –, mais 400 ha fermés à l'urbanisation ce qui limite donc très concrètement l'artificialisation des sols pour les 20 ans à venir, c'est une action en faveur de la transition écologique. Je vous remercie.

René REVOL

On en a ouvert 200 !

Stéphanie JANNIN

Non, non, non

Monsieur le Président

Merci Mme JANNIN.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, je peux dire quelque chose ?

Monsieur le Président

Oui bien sûr. Mme TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

J'ai seulement dit que dans le DOB que le mot politique agro-écologie alimentaire n'apparaît pas.

Monsieur le Président

C'est sur la présentation.

Isabelle TOUZARD

Je parle du DOB. J'ai expliqué qu'en termes de transition énergétique, il y a certes les transports et toutes les mesures prises dans ce sens mais également toute la question de la rénovation énergétique des bâtiments et au-delà de l'investissement qui se fait dans ce cadre et de la production de logements, il y a des mesures spécifiques. J'attire seulement l'attention sur le fait que l'agence locale de l'énergie aujourd'hui joue un rôle extrêmement important et je souhaite qu'il se développe. Cet aspect de l'investissement de la Métropole en tant qu'autorité compétente pour animer ces projets sur ce territoire, ce volet, n'apparaît pas dans le DOB en matière budgétaire. C'est seulement ce que j'ai dit.

Monsieur le Président

M. RICO.

Jean-Pierre RICO

Un certain nombre d'éléments de réponse. Dans la continuité de ce qu'a dit Mme JANNIN, je pense que nous n'avons pas perdu la vision globale puisque le Schéma des Mobilités Actives est un document qui n'est pas obligatoire et qui nous permet de nous doter d'un outil qui nous permettra d'avoir cette vision globale. Je voudrais rappeler que ce Schéma des Mobilités Actives fait suite au Schéma de la Logistique Urbaine qui a été élaboré il y a quelque temps, fait suite au Schéma de Hiérarchisation des Voiries de la Métropole, fait suite au déploiement des stations de recharge électrique, fait suite à la DSP transport (actuellement nous sommes en train de finaliser le taux des communes pour adapter le réseau cible des transports en commun) et, de la même façon, fait la continuité des actions que nous avons pu faire avec un certain nombre d'acteurs notamment dans le domaine de l'auto-partage ou du covoiturage. C'est un outil supplémentaire que nous mettons dans la caisse à outils des mobilités.

Il s'agit aujourd'hui des orientations d'un Schéma Directeur mais pour demain, nous souhaitons transformer les orientations de ce Schéma par un plan opérationnel avec une programmation pluriannuelle des investissements. Pour ce faire, en tout début d'année 2019, nous allons, pôle par pôle, engager avec le chargé de mission que vous avez nommé Monsieur le Président, les points de priorisation. L'ensemble des communes seront étroitement associées. Il y aura, bien évidemment, ce qui a été évoqué jusqu'à présent comme les discontinuités. Si vous regardez ce schéma et cela n'a pas été évoqué, il y a également un point sur toutes les parties les plus accidentogènes et je crois que cela fait partie de nos priorités. On aura à mettre, ville par ville, un certain nombre de priorités en tout début 2019. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci M. RICO. Avant de passer au vote, je vous dis deux mots. Ce sera vite fait.

Premier point : avez-vous déjà voté un Schéma comme celui-ci pour les déplacements doux à la Métropole ou à l'Agglomération de Montpellier ? Réponse : non. Cela signifie que pour le document que vous venez de voir et que vous avez sur vos tables, c'est la première fois de l'histoire de l'intercommunalité montpelliéraine qu'un Schéma des Modes Actifs de déplacements est voté. C'est le premier document de l'histoire des lieux depuis la création du monde. Essayons d'avoir des événements une vision un peu historique. Il y a eu la ligne de chemin de fer en 1836 ensuite, il y a eu les routes avec les automobiles et aujourd'hui, il y a un schéma qui recouvre les 31 communes et qui, effectivement, a besoin d'être connecté avec tous les territoires alentour. C'est donc réellement la première fois de l'histoire que nous votons un Schéma sur les Mobilités Actives.

Deuxième point : on ne peut pas, vu la multiplicité des moyens de transport, vu la multiplicité des situations locales sur le terrain, vu la multiplicité des usages et la différenciation entre la vie quotidienne des habitants et des communautés – quand je dis communautés, ce sont celles des utilisateurs – régler les problèmes à grands coups de serpe. Cela doit se faire par le dialogue permanent lié à la situation de terrain et par l'expertise citoyenne. C'est la raison pour laquelle je me suis engagé avec l'association Vélocité à tenir un comité de pilotage auquel sont associés M. RICO et Mme CHARDES et M. EL KANDOUSSI pour TaM. Ce comité de pilotage, chaque mois et demi - deux mois, rassemble l'association Vélocité et ses membres ainsi que les élus dont je viens de parler, les services de la Métropole et de la ville ainsi que Thomas GOUMONT, qui est là assis avec nous, et que je remercie pour sa disponibilité et son investissement. C'est un fonctionnaire de la Métropole passionné de vélo et cycliste lui-même. Parce que, quand on va déterminer où passeront les vélos sur une voie qui est large puis qui se rétrécit, où il y a des dénivelés, il n'y a que l'expertise de terrain qui peut répondre à la question. Tous les cyclistes le savent.

L'utilisation du Code de la route peut être permissive pour les vélos avec les tourne-à-droite, les doubles sens... Cela va nous entraîner dans la prise de délibérations comme l'on fait d'autres villes, sur les zones 30, les zones de partage, les pistes cyclables, les domaines cyclables, les bandes cyclables... Ne m'interrogez pas, je sais tout sur le vélo. J'ai appris. En plus, je prends mon pied. Pourquoi ? Parce qu'on voit la ville par le détail et ça, c'est passionnant. Parce qu'un trottoir malencontreusement mal installé peut générer une série de problèmes et d'accessibilité et d'incongruité et d'incivilité pas possible. On s'est engagé avec l'association à faire une première campagne contre les incivilités. Elle est sur tous les panneaux. Vous la verrez. Les véhicules qui se garent sur les pistes cyclables et les trottoirs pour les piétons vont être verbalisés 135 €. On s'est engagé avec l'association à le mettre en place. C'est mis en place.

Je me suis engagé à trouver un « Monsieur vélo » : Thomas GOUMONT est là. Je me suis engagé avec eux à conduire, tous les mois et demi - deux mois, un comité de pilotage que je pilote en direct. Il n'y a pas d'autre façon de faire. Cela ne se fait pas du 15^e étage à trois autour d'un ordinateur. Cela ne peut pas se faire comme cela. Cela se fait par l'usager et par l'expertise. Cela fonctionne très bien. Je remercie tous ceux qui se prêtent au jeu et qui travaillent véritablement. Pour l'association, ce sont des bénévoles. C'est donc l'occasion de les remercier.

Je mets donc aux voix.

Cyril MEUNIER

Propos hors micro

Monsieur le Président

M. MEUNIER, comment faites-vous au Conseil Départemental ? Vous prenez la parole après le Président ? Allez, là, ce n'est pas pareil : nous sommes tous des Maires.

Cyril MEUNIER

Ah ! Ça y est, tu en as pris conscience. C'est une bonne chose. Tu as déjà pris conscience que tu étais dans une assemblée qui était un EPCI et non pas une Mairie ou un Conseil Général. Je ne reviens pas sur ma non-capacité de parole tout à l'heure après ce que tu as dit sur le stade. Je reviens juste sur ce que vous venez de dire, Monsieur le Président ; je reprends le vouvoiement. Si nous ne l'avons pas fait avant, c'est parce que nous n'avions pas la compétence. Il ne faut pas dire n'importe quoi.

En revanche, dans le SCoT de 2006, nous avons mis des déplacements doux qui étaient là pour guider nos communes qui avaient compétence sur les voiries et les modes de transport.

On ne peut être que ravis d'avoir un Schéma des Mobilités Actives et il faudrait en avoir un sur l'ensemble des mobilités. Je m'arrête là. Cela fait 4 heures que nous avons démarré et nous ne sommes qu'à l'affaire n° 2, je ne veux donc pas en rajouter.

Pourquoi je demande la parole après vous, Philippe SAUREL ? C'est parce qu'à chaque fois vous m'inspirez un certain nombre de réflexions et celle-là était utile pour éclairer nos nouveaux collègues. Les anciens collègues, dont vous faisiez partie, n'ont pas fait n'importe quoi puisque nous n'avions pas la compétence pour faire un schéma.

Monsieur le Président

M. MEUNIER, c'est l'arroseur arrosé ce que vous dites, parce que vous aviez la compétence en tant que Maire.

Cyril MEUNIER

Propos hors micro

Monsieur le Président

Eh oui ! Vous auriez très bien pu le faire au niveau de la ville. D'ailleurs, à Grabels, M. REVOL a dit tout à l'heure que les pistes avaient été faites par les maires. Je m'excuse.

Cyril MEUNIER

Je peux reprendre la parole 30 secondes ? Merci.

Nous l'avons fait sur la commune de Lattes, il n'y a aucun souci. Nous avons eu un schéma. Nous l'avons

suivi pendant 10 ans. Nous l'avons amélioré. La seule chose c'est que nous n'étions pas en capacité de faire la liaison entre notre partie lattoise qui est au Nord de l'autoroute, de l'ancienne A9, à travers les échangeurs. Là, ce n'est plus de la compétence d'une commune que de pouvoir faire ce genre de choses. Sur le reste, y compris sur la traversée de la route de Palavas qui était inextricable, nous l'avons fait avec la commune de Lattes. Chacun dans sa commune, Montpellier avec Hélène MANDROUX sûrement l'avait fait, et chacun des Maires qui étaient en exercice avant 2014, l'ont fait. Je le pense. Nous l'avons fait à Lattes comme à Grabels même si cette dernière est exceptionnellement intéressante dans sa politique d'inflation du réseau de pistes cyclables ; si je résume rapidement les données que nous avons pu apprendre depuis 3 h 30 ou 4 heures que nous sommes là.

Monsieur le Président

Je suis ravi que, finalement, nous soyons d'accord. Je mets aux voix le Schéma des Mobilités Actives. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité. Chers collègues, je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 3 : HORS COMMISSION – MOBILITES ACTIVES – LANCEMENT DU DIALOGUE COMPÉTITIF POUR LA CONCEPTION, LA MISE EN ŒUVRE, LA GESTION ET L'ENTRETIEN DU NOUVEAU SERVICE PUBLIC – FIXATION DE LA PRIME AUX CANDIDATS NON RETENUS – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. DEMON sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme V. PEREZ.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. C'est un début de réponse à la question que posait Julie Frêche tout à l'heure. C'est le groupement de commandes et la convention que nous passons avec le Grand Pic Saint-Loup pour anticiper tout ce qui concerne les mobilités et les transparences en termes de transport.

Qui veut des précisions supplémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient. Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 4 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – RAPPORT ANNUEL POLITIQUE DE LA VILLE 2017 – APPROBATION

M. A. MOYNIER entre en séance.

Mmes I. GUIRAUD et MH. SANTARELLI sortent de séance.

MM. JL. COUSQUER et E. PETIT sortent de séance.

M. A. EL KANDOUSSI sort de séance, le pouvoir de Mme B. ROUSSEL-GALIANA accordé à M. A. EL KANDOUSSI est temporairement annulé.

M. JN. FOURCADE sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. JP. RICO.

M. JP. RICO sort de séance, le pouvoir de M. JN. FOURCADE accordé à M. JP. RICO est temporairement annulé.

Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Mme L. ACQUIER sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme I. MARSALA

M. H. DE VERBIZIER sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. JM. DI RUGGIERO.

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Il s'agit du rapport annuel de la politique de la ville. Annie Yague.

Annie YAGUE

Merci Monsieur le Président. La politique de la ville vise à restaurer l'égalité républicaine entre tous les quartiers de la ville et à améliorer les conditions de vie de ses habitants. Il s'agit d'une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Douze quartiers prioritaires, tous situés au sein de la ville de Montpellier, ont ainsi été identifiés. Ces 12 territoires concentrent 52 000 habitants soit 19 % de la population montpelliéraine et 11,5 % des habitants de la Métropole.

Afin de rendre compte des actions menées sur son territoire au bénéfice des habitants de ces QPV (quartiers politique de la ville), un rapport annuel sur la politique de la ville doit être présenté aux instances délibérantes de la ville et de la Métropole. Ce rapport présente, d'une part, les actions conduites par les associations et les institutions dans les différents quartiers prioritaires de la politique de la ville aussi bien dans le cadre de crédits spécifiques liés à l'appel à projets que de crédits de droit commun au titre des politiques publiques. Mais, il montre également comment la politique de la ville contribue au renforcement des politiques publiques dans les QPV.

Sur l'ensemble des enjeux des contrats de ville, le rapport 2017 fait état d'un engagement des partenaires financiers du contrat de ville à hauteur de 32 millions d'euros. Ce montant correspond à la fois à la mobilisation des crédits des différents partenaires au titre de l'appel à projets du contrat de ville pour 3,2 millions d'euros mais, plus largement, à la mobilisation de leurs politiques de droit commun dans les QPV et au regard des objectifs du contrat de ville pour un montant de 28,8 millions d'euros.

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants notamment concernant :

- l'éducation pour un montant de 9,5 millions d'euros ;
- le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion pour un montant de 7,3 millions d'euros ;
- la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine pour un montant de 5,5 millions d'euros.

La politique de la ville a également un effet de levier sur les politiques de droit commun puisqu'elle permet de bénéficier de dotations et programmes spécifiques qui viennent impacter positivement les politiques publiques telles que l'éducation, la culture, la cohésion sociale ou le développement économique.

La dotation politique de la ville (DPV) a permis de participer de manière significative aux investissements de la ville et de la Métropole, principalement pour le financement de projets de réhabilitation de bâtiments scolaires ou encore l'accompagnement social du projet Démon. La dotation 2017 s'est élevée à hauteur de 4 588 350 €.

L'approche territoriale intégrée, elle, permet de bénéficier de crédits européens sanctuarisés pour développer des projets bénéficiant aux habitants des quartiers prioritaires. La Région a validé le projet présenté par la Métropole fin 2016 et contractualisé 2,05 millions d'euros de crédits Feder pour six opérations. Au cours de l'année 2017, deux de ces opérations ont fait l'objet d'un engagement pour un coût total de 3 234 838 € et une contribution du Feder à hauteur de 1 031 573 €.

Il s'agit de la réhabilitation de la résidence Saint-Guilhem et l'aménagement de la salle Louis-Feuillade. Les dossiers des quatre autres projets retenus sont programmés pour 2018 et 2019.

Le programme de réussite éducative de la ville de Montpellier permet, lui, de mobiliser en plus des crédits attribués par la ville à hauteur de 172 000 €, 350 000 € de l'État et plus de 37 000 € de la CAF à destination exclusive des enfants de 3 à 16 ans habitant les territoires prioritaires de la politique de la ville. En 2017, plus de 850 enfants ou jeunes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé.

Enfin, la politique de la ville a le grand avantage de permettre l'expérimentation. Plutôt que de recenser l'ensemble des actions menées sur les quartiers prioritaires de la ville, le rapport 2017 propose de mettre en avant quelques projets structurants et remarquables en 2017 portés soit par des institutions soit par des associations.

- Dans le domaine de la cohésion sociale en matière d'accès à la culture et au sport :
 - le projet Démon, dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale ;
 - la zone urbaine sportive de la Mosson. C'est une coordination de l'offre d'activités pour les jeunes pendant l'été en lien avec le centre nautique Neptune et des associations sportives et culturelles du territoire ;
 - Montpellier Méditerranée Métropole taekwondo qui utilise la pratique sportive comme support éducatif et d'insertion sociale. Cette association reçoit des financements publics.
- En matière de réussite éducative : l'objectif stage réussi pour les élèves de troisième est une action pour trouver des stages hors quartiers mais aussi pour travailler avec les parents.
- Dans les domaines du développement économique de l'emploi : la couveuse Context'Art. Ce sont des projets culturels et créatifs à la Maison pour tous Louis-Feuillade avec la participation de la ville, de la Métropole et des associations.
- En matière d'accès au droit et aux services : le projet « J'APS » - J'Agis Pour ma Santé est un projet de prévention santé auprès des enfants de 9 écoles élémentaires en QPV avec une mobilisation forte de partenaires santé et de la formation des personnels de la ville.

Afin de garantir la place des habitants dans toutes les instances de pilotage des contrats de ville et de favoriser les expressions des dynamiques citoyens existantes, des conseils citoyens sont présents dans chacun des 12 quartiers prioritaires de la ville de Montpellier. Des moyens techniques et financiers sont mobilisés par la Métropole pour permettre aux conseils citoyens de fonctionner (local, mobilier, téléphones, ordinateurs, etc.). Annuellement, ces frais de fonctionnement s'élèvent à près de 50 000 € intégralement à la charge de la Métropole auxquels il faut ajouter une subvention de fonctionnement de 39 000 €.

Afin de rendre plus efficiente encore la relation étroite et intrinsèque entre les habitants et la collectivité, un accompagnement leur sera proposé en 2019 pour un coût estimatif de 40 000 € avec une subvention de 18 000 € apportée par l'État.

Les contrats de ville vont être prolongés jusqu'en 2022. Aussi, l'évaluation à mi-parcours actuellement en cours et les premières annonces du Gouvernement comme le Plan pauvreté, le Plan mercredi, la cité éducative, conduiront certainement à la rédaction d'un avenant au contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole pour rester en cohérence avec les politiques publiques et les besoins des habitants. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Mme Yague. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION - COOPERATION TERRITORIALE - CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MILLAU, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M.H. SANTARELLI et MM. JL. COUSQUER, E. PETIT, JP. RICO (avec le pouvoir de M. J.N. FOURCADE) et R. YOUSSEUS entrent en séance.

M. JM. ALAUZET sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 5. Elle est importante. Nous en avons déjà parlé. Il s'agit du contrat de réciprocité, de coopération territoriale que la Métropole se propose de passer avec la ville de Millau dans l'Aveyron ainsi que l'agglomération Millau Grands Causses. Cette coopération s'établit par un contrat de réciprocité, comme nous l'avons fait avec l'Agglomération des Monts de Lacaune qui se situe sur les hauts contours de l'Hérault et sur une partie du parc régional du Haut Languedoc dans le Tarn.

Nous proposons avec Millau et son agglomération de passer un contrat d'objectifs qui permet, dans un rapport d'échanges réciproques, l'établissement de liens et d'actions entre les deux écosystèmes locaux, dans le respect des dynamiques des territoires (c'est lié au numérique, à la French Tech), un développement de coopérations et de collaborations dans le domaine du tourisme, de la culture et de l'artisanat d'art, la valorisation des complémentarités entre les deux grandes terres de sport et l'identification et la structuration de circuits courts agricoles et de développement durable entre les zones urbaines et rurales.

Voilà un exemple de coopérations qui marchent par contrat et qui sont les prémices de ce qui, peut-être un jour, sera préfiguré par une administration, même légère, dans laquelle figureront les intercommunalités voisines.

Qui demande la parole ? Nous serons présents à Millau pour signer le contrat le 31 janvier. Mme Bodkin.

Maud BODKIN

Monsieur le Président, je souhaitais intervenir non pas sur ce contrat mais concernant celui que nous avons passé avec les Monts de Lacaune et l'association des communes forestières d'Occitanie. Je voulais vous dire qu'il y a, effectivement, ce contrat et de celui-ci arrivent des choses concrètes. Les premières actions concrètes sont là. Je voulais vous annoncer que les 4 000 premières tonnes de bois local des Monts de Lacaune ont été utilisées cet hiver pour nos chaufferies bois à Montpellier.

Autre exemple très concret ; certains diront peut-être que c'est une goutte d'eau mais je crois que cela commence par là aussi : les jardinières dans le cadre des permis de végétaliser qui sont en place sur la ville de Montpellier ont été réalisées par l'Esat de La Salvetat-sur-Agout et seront également en bois local. Ce sont de petites choses mais cela participe aussi, comme cela a été évoqué lors de notre débat tout à l'heure, à la transition écologique. Lorsque l'on favorise le bois local, on réduit le transport. Précédemment, on le prenait dans le Nord de la France. Quelque part aussi – c'est un peu plus politique –, on favorise également la création d'emplois dans le rural. Je crois que dans le contexte national, il est important de le rappeler.

C'est, Monsieur le Président, votre impulsion et ce vers quoi vous penchez en permanence c'est-à-dire que la Métropole n'a pas vocation à absorber tout l'emploi sur son territoire et il ne pourrait y avoir de Métropole dynamique sans un tissu périurbain et rural dynamique à ses côtés. Une Métropole qui mangerait un peu ses territoires voisins ne fonctionnerait pas. Ça marcherait peut-être un certain temps mais sur le long terme, cela ne marche pas. Je vous ai expliqué ce que ce genre de contrats amène. Nous en sommes au début et d'autres actions sont en cours. J'espère que nous pourrons vous en annoncer d'autres au Conseil de Métropole à une échelle un peu plus grande. Nous sommes sur la lancée des résultats concrets de ce contrat. Je sais que cela avait été évoqué à l'époque lorsque vous aviez fait le Parlement des territoires, Monsieur le Président, certains avaient dit, des élus et dans la presse, que celui-ci était une jolie messe pour faire un grand coup de communication et que cela ne servait à rien. Je crois que nous avons là l'exemple concret de ce qui y est clairement un bébé du Parlement des territoires. Je pense que ce dernier a vocation à en faire d'autres. Ce contrat avec Millau en est un autre. Pour cela, Monsieur le Président, félicitations. Je voulais également rendre hommage au Parlement des territoires car en son temps, il avait été très largement décrié.

Monsieur le Président

Merci Mlle Bodkin. Je rajoute que sur le contrat de la filière bois et sur la filière forestière que nous avons avec La Salvetat-sur-Agout et les Monts de Lacaune, nous sommes en train d'en passer un autre au travers des grandes orientations pour recevoir le bois traité. C'est pour du Douglas, un conifère, qui est un bois très résistant et qui nous permet de construire et de fabriquer des habitations en bois puisque aujourd'hui, on est capable de construire cinq ou six niveaux de hauteur tout en bois. Plusieurs projets vont être étudiés dans le cadre des services de l'urbanisme de la ville sur ce principe.

Deuxièmement, nous sommes aussi en train de discuter avec Florac et le Parc national des Cévennes pour les mêmes raisons.

Je mets aux voix le contrat de coopération avec Millau. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION - PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE A MADAME SOPHIE SALELLES, DIRECTRICE DE CABINET

Mme I. GUIRAUD et M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de Mme B. ROUSSEL-GALIANA) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 6 : suite aux événements récents, nous avons reçu une demande de protection fonctionnelle de Sophie Salelles, suite aux insultes qu'elle a reçues. Je la livre à l'Assemblée. Qui est contre ?

Vous voulez prendre la parole, M. Meunier. Qui demande la parole ? M. Meunier. Attendez, ça intéresse beaucoup de monde. M. Meunier, Mme Dardé, M. Domergue, M. Audrin, M. Balazun. C'est OK ?

M. Meunier a la parole.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, nous avons tous reçu un courrier de Pierre Dudieuzère qui malheureusement n'est pas là ; à moins que... Comme tout le monde bouge, je ne sais plus qui est où. Nous avons tous reçu un courrier de Pierre Dudieuzère. A priori, c'est un propos qui a été repris par un journaliste mais ce dernier ne l'avait pas entendu en direct. Ce propos est totalement incorrect, j'en conviens, mais, n'étant pas vraiment certain que notre collègue Pierre Dudieuzère, l'ait donné, nous ne pensons pas qu'il soit de nature à permettre à Sophie Salelles de porter un jugement en diffamation auprès du tribunal. Je connais Sophie Salelles depuis des années et je n'ai aucun problème à titre personnel sur la défense de son honneur. Le groupe majoritaire de la commune de la Lattes va donc s'abstenir sur cette demande de protection judiciaire ; fonctionnelle, pardon. Merci.

Monsieur le Président

Mme Dardé.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, sur ce sujet de litige entre deux personnes concernées par des propos soi-disant injurieux dont nous ne connaissons pas ni la réalité ni la non-réalité, les élus de Castelnau ne participeront pas au vote.

Monsieur le Président

M. Domergue.

Jacques DOMERGUE

Je voudrais simplement des explications. Il est certain que si un agent est victime d'insultes ou d'injures ou de tout ce que l'on veut dans l'exercice de ses fonctions, il est normal que la collectivité le prenne en charge. Mais, dans l'affaire question, je n'ai personnellement eu que des échos sans avoir réellement le fond de l'affaire. Avant que nous nous prononcions, est-ce que vous pourriez expliquer ce qui s'est réellement passé, les faits, qui sont les intéressés et qui sont les personnes qui ont rapporté les propos et quels sont ces propos, etc. ?

Monsieur le Président

M. Domergue, je ne suis ni juge, ni avocat, ni tribunal. Il y a eu une demande de protection fonctionnelle suite à des propos injurieux qui ont largement transpiré dans la presse, il est normal que nous instruisions le dossier.

[Propos hors micro de M. Domergue]

Monsieur le Président

Oui, sinon il n'y aura pas de demande de protection fonctionnelle.

Jacques DOMERGUE

Cela veut dire qu'elle a porté plainte contre Pierre Dudieuzère, c'est ça ?

Monsieur le Président

Cela veut dire qu'il y a plainte, il y a demande de protection fonctionnelle.

Jacques DOMERGUE

Donc, elle a porté plainte.

Monsieur le Président

Monsieur...

Jacques DOMERGUE

Attendez, je suis d'accord pour qu'on le prenne en charge...

Monsieur le Président

Bon voilà...

Jacques DOMERGUE

... Mais, si l'agent est débouté et qu'il s'avère que les propos ne sont pas réellement tenus...

Monsieur le Président

Non mais, je ne suis pas juge. Ce n'est pas à moi de juger si les propos... M. Revol, vous allez avoir la parole. Ce que je veux dire c'est que Sophie Salelles a fait l'objet, dans la presse, d'injures ; elle se défend. Point. Ce n'est pas à moi de juger.

Jacques DOMERGUE

Elle a porté plainte contre la presse ?

Monsieur le Président

Je ne suis ni procureur, ni commissaire de police. Enfin, quand même... Maître Travier.

Bernard TRAVIER

Mme Salelles dépose plainte et à mon avis, avec l'intelligence qui est la sienne, elle l'a déposée contre X. Je n'ai pas vu la plainte mais, elle n'est pas obligée de désigner nommément la personne contre qui la plainte est dirigée. Pourquoi ? Parce que si la plainte n'aboutit pas, elle peut être l'objet ensuite d'une action en dénonciation calomnieuse. Dans la pratique quotidienne des tribunaux, des magistrats, des avocats, c'est une plainte contre X. Je ne peux pas vous dire si la plainte a été déposée ni quand. Ce que je vous rappelle, c'est qu'il ne faut pas perdre six mois puisque, en la matière, la prescription est de trois mois. C'est la loi de 1881 sur la presse, article 29, alinéa 2.

[Échanges hors micro]

Monsieur le Président

Vous vous abstenerez. Voilà. Vous ferez ce que vous voudrez.

[Intervention hors micro d'un élu]

Monsieur le Président

Ce n'est pas possible. M. Revol et Mme Yague ont demandé la parole. M. Revol.

René REVOL

On n'a pas à juger de l'affaire.

Monsieur le Président

Voilà.

René REVOL

J'ai déjà connu ce genre de situation. On n'a pas à juger de l'affaire. Il y a un agent de la collectivité qui s'estime mis en cause. Ce sera à la justice de savoir si elle a raison ou si elle a tort. Pas à nous. À partir du moment où elle demande la protection fonctionnelle, on l'accorde. Je voterai donc pour.

Monsieur le Président

Merci M. Revol. Mme Yague puis M. Audrin puis M. Balazun.

Annie YAGUE

Je voulais dire ce qu'a dit M. Revol c'est-à-dire que nous ne sommes pas là pour juger de la pertinence de la plainte mais pour accorder à Mme Salelles le droit de se défendre à travers ce dispositif. Je voudrais seulement souligner que je suis très étonnée que Mme Dardé s'abstienne ou ne veuille pas voter cette protection puisque Mme Salelles s'est sentie intimement blessée dans sa féminité. Il y a également eu des propos sexistes à son égard et homophobes. Qui les a faits ? Nous ne sommes pas là pour le dire. Je pense qu'elle a été réellement blessée. Qu'une femme ne soutienne pas ce genre de plaintes me choque. C'est tout ce que je voulais dire.

[Intervention hors micro d'un élu]

Monsieur le Président

Merci Madame. M. Audrin.

Jean-François AUDRIN

Je rejoins René lorsqu'il dit que c'est comme ça : quand on nous demande de valider une protection, on le fait à point c'est tout. Je voudrais revenir sur certaines choses car Pierre est cité dans cette affaire. Nous le connaissons tous, il lui arrive de parler vertement. Je parle de Pierre car c'est dans la délibération. Il nous est tous arrivé, les uns et les autres, de parler un peu de manière similaire quand on est agacé par des situations. On connaît Pierre et on connaît aussi ce qu'il a écrit derrière en disant qu'à aucun moment, il n'éprouvait quoi que ce soit de négatif envers Sophie. Le fait est là. J'espère que les choses vont s'arranger au plus vite car cela nous fait perdre du temps et de l'argent.

Monsieur le Président

Merci M. Audrin. M. Balazun.

Geniès BALAZUN

Monsieur le Président, j'ai eu la procuration de M. Dudieuzère qui m'a demandé de s'abstenir sur cette affaire. C'était pour m'expliquer et dire que je partage complètement les propos de M. Audrin.

Monsieur le Président

Cela veut dire que par votre intermédiaire M. Dudieuzère s'abstient ? Je mets aux voix.

[Intervention hors micro d'un élu]

Monsieur le Président

Il a demandé de ne pas prendre part au vote ou de s'abstenir ?

Geniès BALAZUN

Je l'ai eu au téléphone avant de rentrer au Conseil, il m'a parlé d'abstention mais, s'il ne doit pas prendre au vote, il ne prendra pas part au vote. Je ne fais que vous livrer...

Monsieur le Président

Il a dit abstention, ce sera abstention. Attendez, on va mettre aux voix. Ce n'est pas la peine d'en faire trop sur ce sujet. Ça suffit comme ça. Qui ne prend pas part au vote ? Non mais, M. Domergue...

Jacques DOMERGUE

Est-ce que la plainte est portée à une personne pour des propos tenus contre Mme Salelles dans l'exercice de ses fonctions ? Si ce n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, la collectivité n'a pas à intervenir. Si c'est dans l'exercice de ses fonctions, il est certain que nous devons la protéger.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, M. Pierre BONNAL, M. Pierre DUDIEUZERE.

Ne prennent pas part au vote : 17 voix.

Monsieur le Président

Adoptée.

Henri ROUILLEAULT

Juste pour dire que j'ai voté pour et que tous les élus de Castelnau n'avaient pas tous la même position sur le sujet.

Monsieur le Président

Si nous ne faisons pas des affaires castelno-castelnaudoviennes un point de fixation, ce serait mieux. Que dis-je ? Un abcès de fixation.

AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION - MISSION D'INFORMATION ET D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE MUTUALISATION - PRÉSENTATION DU RAPPORT

Mmes S. JANNIN, C. LEVY-RAMEAU, et MM. T. DEWINTRE, M. MAJDOUL, JL. MEISSONNIER, A. MOYNIER et JL. SAVY sortent de séance.

M. L. JAOUL sort de séance, le pouvoir de M. N. SEGURA accordé à M. L. JAOUL est temporairement annulé.

M. G. BALAZUN sort de séance, le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE accordé à M. G. BALAZUN est temporairement annulé.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance en donnant pouvoir à M. G. PASTOR.

M. G. PASTOR sort de séance, le pouvoir de M. Y. PELLET accordé à M. G. PASTOR est temporairement annulé.

M. JF. AUDRIN sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme I. GUIRAUD.

M. E. PENSO sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 7 : Mission d'information et d'évaluation de la mise en œuvre de mutualisation. Je vais demander à Pierre Bonnal, qui a suivi tout le processus avec Max Lévi, de venir nous rejoindre à la tribune pour l'exposer. Cette mission d'évaluation a été demandée par le groupe d'opposition comme l'autorise la loi. C'est Pierre Bonnal qui en est le porte-parole.

Pierre BONNAL

Bonsoir. La délibération fait 27 pages et je ne parle pas des annexes. Je vous propose de vous présenter un PowerPoint qui a été monté avec les services et Max Lévi pour vous rappeler simplement un certain nombre de choses.

Le calendrier : la Mission a été créée le 18 décembre 2017 ; la délibération de principe, le 22 janvier ; l'élection des membres, le 29 mars. Nous nous sommes réunis ensemble trois fois.

Je suis le rapporteur de cette Mission et le secrétaire c'est lui. Je ne sais plus. Je ne sais jamais si c'est lui le secrétaire ou le rapporteur. Tu es secrétaire ? Excuse-moi mais tu le sais, je ne m'en souviens jamais.

Nous avons travaillé sur ce rapport et nous l'avons validé en groupe le 7 novembre et nous vous le présentons aujourd'hui.

Je connais personnellement bien cette affaire de mutualisation. Vous m'accorderez que je l'ai tout de même un peu mise sur les rails. Cela a été initié dès le mois de décembre 2014 avec la mutualisation du directeur général des services. Au fur et à mesure, nous avons continué à avancer et il vous a été présenté toutes ces évolutions. Je ne vais pas revenir dans les détails car vous les avez dans le dossier.

Les chiffres cumulés de la Métropole et de la ville atteignent en avril 2017 : 6 021 agents. À cette date, vous avez 442 postes déjà mutualisés dans le cadre de services communs en application des dispositions de l'article 5211. Cela représente en gros 7,3 % de l'ensemble des effectifs. On peut estimer, aujourd'hui, qu'à terme ce seront 600 agents qui seront mutualisés soit, à l'arrivée, environ 10 % des effectifs.

La nouvelle organisation touche à tout ; c'est le cas de le dire. Lors du débat du 14 avril 2016 – je crois qu'il faut y revenir car c'est vraiment le point de départ –, l'idée était de donner à la Métropole les moyens :

- de ses ambitions en matière de développement économique, d'urbanisme, de cohésion sociale et d'innovation ;
- de réorganiser les administrations municipales et métropolitaines pour faire autrement ;
- de mobiliser les énergies, moderniser les fonctionnements et les adapter aux enjeux des grandes Métropoles françaises ;
- de rationaliser, d'agréger les expertises et les savoir-faire au service de cette nouvelle ambition et de ces défis à la fois, au niveau des fonctions ressources et des grandes politiques sectorielles.

Nous n'avons rien inventé. Je veux dire par là que l'on s'est inspiré du travail fait par d'autres métropoles. Nous avons cité Bordeaux, Nantes, Toulouse qui avaient un peu d'avance.

Concernant les chiffres (en brut) : en 2017, la ville de Montpellier a refacturé à la Métropole 150 490,80 €. À l'inverse, la Métropole a facturé à la ville de Montpellier 4 602 113,27 €. Les pourcentages de répartition ont été faits au cas par cas (le directeur général, c'est du 50/50) en fonction de la compétence exercée par les gens entre la ville et la Métropole. Par exemple : le directeur du développement économique et insertion est à 70 % Métropole et à 30 % ville. Concernant l'ajustement, tout ce qui touchait aux agents (les régimes de primes, le tarif des parkings, les tickets-restaurants, la complémentaire santé, le RI, le régime du temps de travail) est similaire dans les deux collectivités.

Au fur et à mesure, nous avons continué à avancer. Il y a eu, peu à peu, une harmonisation des plans de mobilité de service, l'harmonisation des clés de répartition des services mutualisés au prorata de la masse salariale, ratio appliqué aux cadres et adjoints de service...

Mes chers collègues maires, nous manquons, en particulier, d'une information régulière et beaucoup plus détaillée sur l'évolution du processus de mutualisation. Il faut que les élus et les responsables communaux aient cette information. Nous souhaitons l'avoir.

Il y a d'autres perspectives qui se dessinent mais, je pense que nous aurons l'occasion d'en parler plus tard.

Au niveau de la coopérative de services, un certain nombre d'actions (15) avaient déjà été mises en chantier avant la création de la Métropole. Douze projets sont venus s'ajouter (tout le travail de formalisation, de prospective du schéma de mutualisation). Récemment, deux ont été mis en place : le projet éco-Métropole et l'action de l'appui aux communes pour celles qui en ont besoin pour l'ingénierie de restauration collective. Nous nous sommes posé un certain nombre de questions car nous n'avons pas réussi à retrouver les réunions régulières du comité de pilotage associant des fonctionnaires municipaux et métropolitains mais, sans aucun partage politique et naturellement sans retour vers les élus.

À ce jour, quatre groupes de travail fonctionnent de façon satisfaisante. Ils se réunissent régulièrement (au moins quatre fois par an) sur la base d'un ordre du jour préétabli : le groupement d'achat, le groupe ressources humaines, éco-Métropole et enseignement musical dans les communes. Les autres groupes se réunissent une fois par an. Personnellement, je dirais que je n'ai pas de certitude.

Des propositions vous sont faites (page 23 et suivantes de la délibération) :

- suppression et fusion pour plus de clarté et d'efficacité. On doit pouvoir passer de 29 à 18 groupes de travail au maximum ;
- une priorisation qui permet de concentrer les moyens et les actions sur des thématiques centrales pour le bloc communal ;
- un portage politique régulier de la coopérative de services. Il y a une absence de suivi et de portage politique des maires et des Vice-Présidents que nous sommes. Il y a certes un pilotage technique équilibré et réactif entre la Métropole et les communes. Je pense qu'on doit pouvoir y arriver.

Comme à toute organisation, il faut un patron ou une patronne. Il faut une gouvernance incarnée qui soit reconnue, collective et continue. Monsieur le Président, le rapporteur et moi-même souhaitons que vous désigniez un Vice-Président ou une Vice-Présidente délégué. Il faut un travail régulier sur tous ces domaines avec les autres présidents concernés et avec les maires. Il faut surtout et là, c'est le Maire qui reprend la parole, une information régulière en Conférence des Maires. En clair, il faut que nous sachions où nous en sommes. Nous avons monté un très beau projet en 2016. C'est moi qui vous l'ai présenté. Vous conviendrez que j'y tiens assez – plutôt particulièrement.

Monsieur le Président

Merci M. Bonnal. Je suis d'accord avec vous. Je vous proposerai au prochain Conseil de Métropole de désigner un Vice-Président qui sera en responsabilité pour suivre tout cela auprès de vous.

Qui demande la parole ? M. Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, dans la mutualisation, qui est une volonté commune pour essayer d'avoir des clés de répartition et une efficacité de travail, comme l'a expliqué Pierre et sûrement à travers sa voix Max qui était le secrétaire de cette analyse, nous avons fait un choix à un moment donné qui était de mutualiser le cabinet. À ce titre, en fonction de l'évolution de notre fonctionnement depuis juillet 2017, vous avez choisi d'arrêter les modalités de gestion de cette intercommunalité qui était, depuis 52 ans, non partisane. Nous nous retrouvons avec un cabinet qui est mutualisé donc payé collectivement par nos contribuables et qui, aujourd'hui, s'avère un peu moins partial que ce qu'il devrait être. Point. Je m'arrête là dans cette analyse. Dans ce cadre, nous avons été, je crois, 9 maires à vous signer un courrier le 6 novembre dernier vous demandant sans autre forme de volonté, juste pour savoir, quel était le budget du cabinet, quelles étaient les descriptions des postes et les personnes qui étaient dans le cabinet mutualisé. Nous n'avons eu aucune réponse.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre publiquement.

Cyril MEUNIER

D'accord. Je vous en prie. Merci de me donner réponse car depuis le 6 novembre, nous n'en avons pas eu.

Monsieur le Président

Il y a seulement deux membres du cabinet qui sont mutualisés. Deux. Sophie Salelles, Directrice du cabinet, et Simine Namdar, chef de cabinet. C'est tout.

Cyril MEUNIER

Les autres personnes ne sont pas mutualisées dans le cabinet ?

Monsieur le Président

Non.

Cyril MEUNIER

D'accord. Les autres sont soit membres du personnel de la Métropole soit membres du personnel à 100 % de la ville. D'accord. Deux seules personnes. Merci de nous répondre car depuis le 6 novembre nous n'avions pas eu de réponse encore.

Monsieur le Président

Je l'ai dit à toutes les étapes de la construction du cabinet. Tout le monde le sait. Vous me posez une question mais tout le monde connaît la réponse.

Cyril MEUNIER

Vous avez dit tout à l'heure, dans un éclair de prise de conscience, que vous étiez à la tête d'une intercommunalité, que vous aviez des maires en face de vous, quand neuf d'entre eux vous écrivent, soyez aimable de leur répondre même si, par inadvertance, ils ne sont pas rendu compte que la réponse leur avait été donnée par ailleurs. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie et je remercie Pierre Bonnal et Max Lévida et Philippe Renaud.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 8 : FINANCES - BUDGET 2018 - DECISION MODIFICATIVE N°2 - ADOPTION

Mme C. LEVY-RAMEAU entre en séance.

Mme MC. PANOS sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 8 : Budget 2018 - Décision modificative n°2. Max Lévida.

Max LÉVITA

En deux mots : la décision modificative est destinée à faire des ajustements.

Je vous propose, sur le budget principal, de voter une diminution de 1 800 000 € qui tient au fait que nous diminuons notre subvention d'équilibre au budget annexe transport.

Les recettes de fonctionnement diminuent de 1 200 000 €. Je vous l'ai dit tout à l'heure, nous avons une diminution du produit des TH et du foncier bâti. En revanche, il y a une amélioration de la CFE et de l'IFER. Cela nous donne des recettes de fonctionnement qui diminuent de 1 200 000 €. Cela permet d'augmenter l'autofinancement de 638 000 €.

Dépenses d'investissement : je vous propose de les baisser de 18 millions. Il y a des crédits qui n'ont pas été engagés au 3 décembre 2018. Je vous propose de les rendre.

Les recettes d'investissement augmentent de 1 million d'abord parce qu'il y a un transfert de la section de fonctionnement et les recettes augmentent en particulier du fait d'une ACI de Montpellier que je vais vous faire voter dans un moment. Cela nous permet de baisser le recours à l'emprunt de 19 millions pour le porter 20 millions. Ça, c'est pour le budget principal.

Pour le budget annexe transport :

En fonctionnement : - 2,5 millions puisque nous avons diminué le transfert de la subvention d'équilibre de la Métropole.

En dépenses : 168 000 € d'annulation de recettes rattachées.

L'autofinancement est diminué de 2 668 000 €.

En investissement, je vous propose - 47 000 000 €. Je vous en ai parlé tout à l'heure dans le débat d'orientations budgétaires. Cela figure en recettes et en dépenses sur le refinancement de la dette. Cela nous permet d'augmenter le recours à l'emprunt de 2 668 000 € pour le porter à 4 830 000 €.

Voilà mes chers collègues en deux mots la décision modificative.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 8. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 9 : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES – SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CREDITS – AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2019

*MM. M. MAJDOUL, G. PASTOR (avec le pouvoir de M. Y. PELLET) et JL. SAVY entrent en séance.
Mmes M. BODKIN, T. DASYLVA et M. J. RAYMOND sortent de séance, le pouvoir de M. A. LARUE accordé à M. J. RAYMOND est temporairement annulé.*

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Il s'agit du budget principal et budgets annexes - Section d'investissement - Engagement, liquidation et mandatement des crédits.

Max LÉVITA

En un mot : comme le budget n'est pas voté au 31 décembre, il faut que nos services puissent fonctionner au début de l'année jusqu'au moment où nous le voterons. Nous appliquons donc la loi à savoir que les dépenses de fonctionnement, nous pouvons toutes les engager dans la limite de ce qui a été inscrit au budget l'année précédente.

En ce qui concerne les dépenses en remboursement de capital et en annuité, tout ce qui vient à échéance peut être honoré.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, il y a simplement la possibilité d'ouvrir le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Dernière précision : pour ce qui est inscrit dans une autorisation de programme ou un crédit de paiement, nous avons le droit au tiers de ce qui était engagé précédemment.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire présentée par Max Lévit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES - BUDGET ANNEXE TRANSPORT - SUBVENTION DU BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 10. Il s'agit du budget annexe transport – Subvention du budget principal.

Max LÉVITA

Il s'agit de mettre au clair la subvention du budget principal vers le budget annexe. Vous avez le détail dans le rapport que vous avez sous les yeux avec de nombreux chiffres qui y figurent. Lisez-le de façon précise. Au total, le budget annexe transport 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole fait apparaître un besoin de financement de la section de fonctionnement d'un montant de 16 565 000 € qui sera ajusté et versé en fin d'année 2018.

Monsieur le Président

Merci M. Lévit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 11 : FINANCES - ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2018 DÉFINITIVES A LA SUITE DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) DU 27 SEPTEMBRE 2018

Monsieur le Président

Affaire 11 : attribution de compensation 2018 définitives à la suite de la Commission locale d'évaluation des transferts des charges.

Max LÉVITA

Mes chers collègues, vous le connaissez dans le détail. Nous avons tenu cette réunion le 27 septembre, vous venez de dire. Cela a été voté à l'unanimité. Cela a été transmis à toutes les communes pour qu'elles délibèrent.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 12 : FINANCES - ÉVOLUTION DES POSSIBILITÉS DE COMPTABILISATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION METROPOLITAINES

Mme MC. PANOS et M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. A. LARUE) entrent en séance.

M. JM. DI RUGGIERO sort de séance, le pouvoir de M. H. DE VERBIZIER accordé à M. JM. DI RUGGIERO est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire 12 : il s'agit de l'évolution des possibilités de comptabilisation des attributions de compensation métropolitaines.

Max LÉVITA

Mes chers collègues, j'en ai parlé rapidement dans le DOB et j'en ai parlé en Conférence des Maires. Je peux préciser à nouveau. Dans un esprit de conciliation, de confiance, de libéralisme, de bienveillance à l'égard des 31 communes...

Monsieur le Président

Et d'autonomie des communes.

Max LÉVITA

... D'autonomie de chacune des 31 communes, la Métropole vous propose de choisir le système de transfert de la compétence :

- soit en utilisant le système qui est en fonction à l'heure actuelle à savoir 70 % + 30 + 30 ;
- soit en prenant dans les chiffres de 2015. Ce qui était en investissement, vous pouvez le faire figurer dans le budget investissement et ce qui était en fonctionnement reste dans le budget de fonctionnement.

J'en ai parlé tout à l'heure lors du débat d'orientations budgétaires, cette deuxième solution améliore légèrement la situation de la Métropole car cela nous donne l'intégralité du transfert de 2015. Cela nous dérange un tout petit peu au niveau des équilibres. Il y a de l'argent qui disparaît du budget de fonctionnement de la Métropole pour réapparaître dans le budget d'investissement.

C'est cette possibilité que nous vous demandons de voter. Dès que vous l'aurez fait, on la transmettra aux 31 communes pour qu'elles puissent prendre leur décision et ensuite nous en tiendrons compte dans une décision modificative au budget.

Monsieur le Président

Deux régimes de calcul différents au choix par les maires et les conseils municipaux ; respect du pacte de confiance des maires. D'ailleurs, cette disposition a été approuvée à l'unanimité par la Conférence des Maires. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 13 : FINANCES - ATTRIBUTIONS D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE RESSOURCES HUMAINES - EXERCICE 2019

Monsieur le Président

Affaire 13 : il s'agit de l'attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique ressources humaines. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Rosy BUONO, Mme Régine ILLAIRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

Ne prennent pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 14 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - EXERCICE 2019

M. J.L. MEISSONNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 14 : il s'agit de l'attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique développement économique. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Fabien ABERT, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix.

Ne prennent pas part au vote : 14 voix.

Monsieur le Président

Tant qu'on est dans le secteur économie, je vous annonce de façon officielle l'installation de l'entreprise Digital Works que nous recevrons à l'hôtel d'entreprises du Millénaire. C'est un centre d'appels. Forte de 150 emplois d'emblée, l'entreprise évoluera vers 300 emplois à terme.

Nous sommes sur d'autres perspectives mais, je ne peux pas les dévoiler aujourd'hui.

AFFAIRE N° 15 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE CULTURE - EXERCICE 2019

M. J.M. DI RUGGIERO (avec le pouvoir de M. H. DE VERBIZIER) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 15 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique culture.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Rosy BUONO, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 16 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE SPORTS - EXERCICE 2019

Monsieur le Président

Affaire 16 : il s'agit des sports et de l'attribution des subventions.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 17 : FINANCES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE TRANSITION ÉNERGETIQUE - EXERCICE 2019

*Mmes S. JANNIN, T. DASYLVA et MM. G. BALAZUN (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE), T. DEWINTRE, L. JAOUL (avec le pouvoir de M. SEGURA) et A. MOYNIER entrent en séance.
MM. E. PASTOR et R. REVOL sortent de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 17 : il s'agit de l'attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique transition énergétique.

Mme Lloret a demandé la parole.

Éliane LLORET

Bonsoir. Monsieur le Président, chers collègues, je voulais prendre la parole simplement pour saluer le travail de l'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat), puisque c'est de cette dernière dont il s'agit dans ce rapport, qui est fait tout au long de l'année en termes de conseil à la fois aux particuliers mais aussi aux communes et Dieu sait que je connais le sujet puisque nous avons déjà fait appel à l'ALEC de manière régulière pour des conseils en économie d'énergie, d'eau, etc.

Je voudrais en profiter puisqu'on est en fin d'année, pour faire des petits cadeaux et des remerciements à Isabelle Le Vannier et à son équipe qui travaillent avec moi tout au long de l'année car nous faisons un bon travail. Nous travaillons aussi beaucoup sur les économies d'énergie. Isabelle, je te promets, nous faisons aussi du travail sur de la rénovation de l'habitat. L'ALEC sur le programme Rénov'Energie travaille bien avec les particuliers. Nous avons signé des conventions avec la Fédération du bâtiment, etc. Nous avançons malgré tout, même s'il n'y a pas de montant sur les budgets ; nous avançons.

Je voulais en profiter, parce qu'il y a une semaine, j'étais à une conférence sur la chaleur renouvelable qui avait lieu à Paris organisée par le réseau Amorce. J'étais avec le directeur adjoint de la SERM, Frédéric Cauvin, qui s'occupe également d'Energie du Sud et la Métropole a reçu un label éco réseau des réseaux de chaleur.

C'est donc une bonne manière de finir l'année que d'avoir ce trophée. Il faut savoir que le réseau de chaleur montpelliérain utilise 70 % d'énergie renouvelable à l'heure actuelle grâce, en particulier, au bois local. Tout est transversal dans ces projets.

Je voulais donc vous remettre de la part de François de Rugy puisque c'est lui qui me l'a remis, le trophée ainsi qu'un diplôme.

Monsieur le Président

La Métropole récompensée pour son réseau de chaleur. Caliente. Merci Mme Lloret.

Je mets aux voix l'affaire 17.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Ne prennent pas part au vote : 5 voix.

AFFAIRE N° 18 : FINANCES – TARIFS 2019 POUR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 18 : tarifs 2019. Rien ne change sauf quelques-uns qui sont réévalués à hauteur de l'inflation. Mais, 98 % des tarifs sont inchangés. Nous veillons sur le pouvoir d'achat des habitants. C'est la première année que nous avons un seul rapport. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 19 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19 : procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Murviel. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 20 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE COURNONSEC NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Cournonsec. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE COURNONTERRAL NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Cournonterral. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 22 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE PIGNAN NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Pignan. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 23 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE LAVERUNE NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Laverune. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 24 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES SUBVENTIONS DE LA COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Montferrier-sur-Lez. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

[Intervention hors micro]

Monsieur le Président

Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des subventions... C'est des biens. Merci Michel. Il s'agit effectivement de subventions. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 25 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 25. Même chose pour Prades-le-Lez. Là, il n'y a pas de subventions... Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 26 : FINANCES - PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Castelnau-le-Lez. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 27 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAUSSAN NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Saussan. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 28 : HORS COMMISSION - COLLINES DE LA MOURE – SETE AGGLOPOLE MÉDITERRANÉE, COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'HERAULT, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - REALISATION D'UN PLAN D'ACTIONS INTERTERRITORIAL – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE DIAGNOSTIC ET LE PROJET DE SITE – APPROBATION

Mme M. BODKIN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 28. Il s'agit d'un groupement de commandes – là, je réponds sur le pôle métropolitain aussi – avec la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault, avec la Métropole et avec Sète Agglopôle Méditerranée pour les sites Natura 2000. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

Max LÉVITA

Juste un mot pour les transferts en pleine propriété des biens pour souligner le travail colossal...

Monsieur le Président

Colossal.

Max LÉVITA

...Colossal qui a été fait par les services finances de la Métropole et ceux des 31 communes. C'est un travail d'enfer. Il faut les en remercier.

Monsieur le Président

Merci à tous les services finances : ceux de la Métropole et ceux de chacune des communes. Directeurs, directeurs adjoints, chefs de service, employés, qu'ils soient remerciés.

AFFAIRE N° 29 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - IMMEUBLE DES ÉCHELLES DE LA VILLE - RÉDUCTION DE L'ASSIETTE DE LA SERVITUDE DE PASSAGE PUBLIC

M. R. REVOL entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 29. Immeuble des Echelles de la ville - Réduction de l'assiette. C'est pour les travaux du Polygone. Mme Perez ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 30 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPRU) QUARTIERS MOSSON ET CEVENNES - AVENANT AU PROTOCOLE DE PREFIGURATION - DELIBERATION N°M2018-343 DU 19 JUILLET 2018 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30 : Mme Marion vous propose le nouveau projet de renouvellement urbain sur Mosson et Cévennes. C'est l'avenant au protocole de préfiguration.

Qui demande des explications à la Vice-Présidente Chantal Marion ? Personne. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Ne prennent pas part au vote : 7 voix.

AFFAIRE N° 31 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ZAC PORT MARIANNE-REPUBLIQUE – AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ SUR LE PROJET DE PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS (PEP) – APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION TRIPARTITE

Mme S. BOUALLAGA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 31. ZAC Port Marianne-République. Toujours Chantal Marion. Il s'agit du projet de programme des équipements publics (PEP).

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Ne prennent pas part au vote : 4 voix.

Monsieur le Président

Vous m'arrêtez sur une affaire si vous voulez des explications.

AFFAIRE N° 32 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) SUR L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION SITUÉE RUE DU GUESCLIN – APPROBATION DU PÉRIMÈTRE DU PUP ET DE LA CONVENTION INITIALE DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32 : Projet Urbain Partenarial (PUP) sur l'opération de construction située rue Du Guesclin. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Luc COUSQUER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 33 : AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - CHARTE DE LA DEMARCHE BOCAL « BON ET LOCAL » - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PASTOR entre en séance.

M. C. MEUNIER sort de séance, le pouvoir de Mme C. DONADA accordé à M. C. MEUNIER est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire 33 : Mme Fourcade sur la gouvernance et mise en œuvre opérationnelle de la charte de la démarche BoCal « Bon et Local ».

Mylène FOURCADE

Bonsoir Monsieur le Président. Bonsoir chers collègues. Tout d'abord, je voudrais répondre à Mme Touzard sur la politique agro-écologique et alimentaire ; la rassurer par rapport au budget. Je voulais lui dire que c'est une politique qui a bien un service, un personnel, un budget. Comme c'est une politique transversale à plusieurs Directions (la Direction de l'eau, la Direction de la transition énergétique et écologique, la Direction de la planification foncière et du développement économique et de l'emploi), c'est vrai qu'il est difficile de la voir apparaître dans le DOB. Pour la première fois cette année, avec Max, quand on a eu la réunion sur le budget, il y avait l'ensemble des Directions. J'ai tenu à ce qu'elles y soient. J'ai trouvé que cela donnait une vision beaucoup plus globale de cette politique et des actions qui étaient menées.

Je voulais redire enfin que l'année 2019 sera celle de la politique agro-écologique et alimentaire et que si nous avons été choisis par le secrétariat du Pacte de Milan pour accueillir en octobre les 180 villes du monde, c'est certainement parce qu'il y a une vraie politique publique. Nous n'aurions jamais été choisis si cela n'avait été que de l'affichage. Merci.

Par rapport à la délibération, je voulais dire qu'aujourd'hui il y a beaucoup d'initiatives locales en matière alimentaire et agro-écologique. Elles sont très nombreuses sur le territoire de la Métropole. Il y a trois ans, on en avait dénombré plus de 400 portées par des associations, des chercheurs, des collectivités, des agriculteurs. On peut citer les marchés de producteurs locaux, la vente de paniers de produits locaux dans le cadre des AMAP, les nombreuses animations pédagogiques auprès des enfants en matière de meilleure alimentation mais aussi toutes les actions autour du tri des déchets, la lutte contre le gaspillage alimentaire. À ce titre, beaucoup de beaux projets dans différentes cantines de la Métropole ont amené à une réduction de plus de 25 % du gaspillage alimentaire à la fois sur les cantines de la ville de Montpellier mais aussi sur de nombreuses cantines des villes de la Métropole.

On peut citer également, comme autre action, les nombreux jardins partagés et familiaux. Sur Fabrègues, il y en a deux. Il y en aura un troisième sur l'opération portée par un aménageur à l'entrée de ville. Ce sont des lieux où on discute, qui créent du lien. Nous avons pas mal de mamans seules habitant dans des appartements à qui on attribue ces jardins. Elles ont beaucoup de plaisir à se retrouver avec les enfants. Ce sont vraiment des lieux de vie.

La mise en place d'une plate-forme collaborative est apparue comme pertinente par la Métropole et par ses partenaires pour cette P2A autour de trois objets :

- une cartographie interactive des circuits alimentaires de proximité donc, tous les lieux où on peut s'approvisionner en produits locaux auprès de chez soi ;
- un agenda mutualisé. Toute l'année, ce sont tous les événements qui sont portés par les différents partenaires comme les cinés débats, les conférences, les colloques mais aussi une invitation à aller visiter un jardin ;
- ce sont aussi tous les lieux ressources de ce foisonnement. On peut citer l'écolothèque, le marché d'intérêt national, les fermes ressources, Terracoopa ou encore les jardins collectifs.

Cette plate-forme a été lancée en 2017 et a engagé la démarche BoCal comme bon et local qui est une démarche partenariale et interterritoriale puisqu'elle associe le Grand Pic Saint-Loup et le Pays de l'Or. Le lancement a eu lieu en octobre pendant la foire expo. Le support est à la fois un guide papier et une plate-forme Web et ce sera bientôt aussi une petite web-série dans laquelle on pourra retrouver les différents acteurs qui sont sur cette plate-forme BoCal. Nous irons à la rencontre des agriculteurs, des producteurs, des personnes qui tiennent des boutiques paysannes ou qui travaillent dans le cadre des AMAP ou qui sont sur des marchés. Il s'agit de les mettre en lumière afin qu'ils nous expliquent pourquoi ils ont choisi de s'engager vers cette agriculture durable et cette bonne alimentation.

Nous avons travaillé avec les partenaires à la rédaction d'une charte pour la transition agro-écologique et alimentaire qui est annexée à cette délibération. C'est le socle commun de cette démarche partenariale autour du bien manger, du bon et local sur notre territoire. Les partenaires associés à la rédaction de cette charte sont la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, l'Agglomération du Pays de l'Or, la Chambre d'agriculture de l'Hérault, la Fédération InPACT Occitanie qui regroupe plus de 12 associations œuvrant dans le développement durable, Terre et Humanisme et le Marché d'intérêt national de Montpellier Méditerranée Métropole.

Deux forums citoyens ont eu lieu en 2017 et en 2018 pendant le mois de la transition agro-écologique et alimentaire en septembre et ont permis d'intégrer des éléments tirés de cette participation. Je voudrais dire ici que le mois de septembre, le mois de la transition, a vu cette année record de 60 événements. Il a commencé avec 20 événements et cette année nous en avons plus de 60.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de donner un cadre d'actions et un cap à cette démarche. Nous avons donc décidé de définir une charte pour assurer une meilleure transparence auprès du public sur le contenu de la plate-forme et sur le recensement de ses points de vente, d'engager les contributeurs du site en les intégrant dans cette démarche c'est-à-dire que toutes les personnes qui sont référencées dans ce guide BoCal devront signer cette charte. Il s'agit de confirmer avec les acteurs de l'écosystème agro-écologique et les territoires partenaires la volonté d'avoir un cap commun qui s'inscrit dans la transition agro-écologique et de l'alimentation durable.

Cette charte s'articule autour de différents items tels que :

- une démarche de transition. On est vraiment en transition. Nous sommes tous ensemble sur un chemin avec le cap de l'agro-écologie ;
- un approvisionnement durable qui associe un meilleur tri et aussi la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- une économie circulaire. On produit sur place, on distribue sur place et ensuite on recycle les déchets.
- une conso-action : passer de consommateur à conso-acteur, acheter des produits de saison auprès des producteurs ;
- une production responsable : on limite au maximum les intrants ;
- une transmission des savoirs.

Vous avez la version présentée en annexe. Elle est issue d'un véritable consensus entre les partenaires. C'est une démarche collaborative.

Il est proposé au Conseil ce soir d'approuver les termes de cette charte annexée à cette délibération et d'autoriser Monsieur le Président à la signer. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Mme Fourcade. Merci beaucoup. C'est très important.

Monsieur le Président

Qui demande la parole. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 34 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ENTRÉE AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ D'ACCÉLÉRATION DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (SATT) AXLR - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme DONADA) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 34 : il s'agit de l'entrée au capital de la Société d'Accélération de Transfert Technologique (SATT) AxLR pour une valeur de 56 000 €. Qui demande des explications particulières au Vice-Président Thierry Breyse ?

Je mets aux voix.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne prennent pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 35 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION D'UNE AIDE ÉCONOMIQUE A LA SOCIÉTÉ D'ACCÉLÉRATION DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (SATT) AXLR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours M. Breyse pour l'attribution d'une aide économique à la Société d'Accélération de Transfert Technologique (SATT) AxLR. Qui demande des explications particulières ?

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne prennent pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - GEMINI WAY - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36 avec M. Pastor. Il s'agit de Gemini Way – Attribution de subventions. Qui demande des explications au Vice-Président ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

Monsieur le Président

Pardonnez-moi, l'affaire 36 est votée mais, on va revenir à l'affaire 35. Je suis allé un peu vite car il faut définir un représentant pour cette société. Avec Thierry Breysse, nous vous proposons la candidature de Gérard Lannelongue. Est-ce que vous souhaitez un vote secret ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Élu à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, Monsieur Gérard LANNELONGUE est désigné en tant que représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SATT AxLR. (Affaire 35).

AFFAIRE N° 37 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37 : il s'agit du soutien aux manifestations. C'est l'attribution de subventions. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT 2019 POUR LA GESTION DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38 : convention de partenariat 2019 pour la gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT - CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRE POUR LA SECURISATION DE LA CITE UNIVERSITAIRE « TRIOLET 2 » A MONTPELLIER - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39 : il s'agit du contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre régional des Œuvres Universitaires et Scolaire pour la sécurisation de la cité universitaire « Triolet 2 ».

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Maud BODKIN, M. Abdi EL KANDOUSSI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prennent pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « L'ÉMERAUDE » - LOT 6C ZAC PIERRES VIVES A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40 : toujours sur la construction de 40 logements sociaux - Résidence « L'Émeraude » à Montpellier.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « GARDEN BERTHELOT » - BOULEVARD BERTHELOT A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41 : construction de 9 logements sociaux - Résidence « Garden Berthelot » à Montpellier.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Ne prennent pas part au vote : 7 voix.

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - ACQUISITION - AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES TONNELLES » (TRANCHE 4) - AVENUE DE LODEVE - MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ICF SUD-EST MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42 : acquisition - amélioration de quatre logements sociaux - Résidence « Les Tonnelles », avenue de Lodève à Montpellier. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Luc COUSQUER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT - CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN PLACE PAR FDI SACICAP D'UN DISPOSITIF DE PRET TRAVAUX MISSIONS SOCIALES ET DE PRET D'AVANCE SUR SUBVENTIONS PUBLIQUES POUR LA REHABILITATION DU PARC PRIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43 : convention relative à la mise en place par FDI SACICAP d'un dispositif de prêt travaux missions sociales et de prêt d'avance sur subventions publiques. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix.

AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT - OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2017-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE SEIZE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44 : opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2017-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT - OPÉRATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 37 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45 : opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013-2018 - Attribution de subventions. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 46 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - AVENANTS AUX CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB) - APPROBATION

MM. J. DOMERGUE et G. LANNELONGUE sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 46 : Mme Yague vous propose un avenant aux conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

Ne prennent pas part au vote : 9 voix.

Monsieur le Président

Mme Dardé, vous voulez prendre la parole ? Allez-y.

Catherine DARDE

Je voudrais que nous puissions avoir communication du bilan de ces premiers abattements des bailleurs sociaux. C'est intéressant pour l'ensemble des communes qui accueillent des logements sociaux. Les quatre bailleurs ont produit un bilan annuel d'utilisation au titre des années 2016 et 2017. Pourrions-nous l'avoir puisqu'il a uniquement été présenté en comité de pilotage des financeurs du contrat ville. Il serait intéressant que nous puissions l'avoir pour l'ensemble des communes. Merci. Du moins pour la mienne si les autres ne sont pas intéressés.

Monsieur le Président

Mme Yague vous en parlera.

AFFAIRE N° 47 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - FONDS MÉTROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES (FAJ) - ACTIONS COLLECTIVES - RENFORCEMENT DU POINT D'ACCUEIL ET D'ÉCOUTE DES JEUNES DE LA MISSION LOCALE DES JEUNES DE LA METROPOLE DE MONTPELLIER SUR LE QUARTIER DE LA MOSSON

Monsieur le Président

Affaire 47 : Fonds métropolitain d'aide aux jeunes (FAJ). Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Ne prennent pas part au vote : 6 voix.

AFFAIRE N° 48 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2018 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48 : attribution de subventions aux associations pour l'année 2018. Toujours Mme Yague. Cohésion sociale. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 49 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – CONVENTION TYPE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES ORGANISMES DE FORMATION DANS LE CADRE DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE METROPOLITAINE CLAUSE SOCIALE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49 : convention type de partenariat entre la Métropole et les organismes de formation. Toujours Mme Yague. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 50 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET POLE EMPLOI DANS LE CADRE DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE METROPOLITAINE CLAUSE SOCIALE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50 : avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 51 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 51 : modification du tableau des emplois et des effectifs. Qui demande des explications à Mme Illaire, Vice-Présidente ? Personne. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 52 : HORS COMMISSION - AGORA DES SAVOIRS - MANIFESTATION D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 52 : M. Travier, Vice-Président, vous propose l'Agora des Savoirs – Manifestation d'intérêt métropolitain. C'est le transfert à la Métropole. La majorité qualifiée est requise pour ce vote. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 53 : CULTURE - REPRESENTATIONS DECENTRALISEES DANS LES COMMUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DES FESTIVALS MONTPELLIER DANSE, SAPERLIPOPETTE ET LA METROPOLE FAIT SON CIRQUE - CHOIX DES COMMUNES POUR L'ANNEE 2019 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 53. Représentations décentralisées dans les communes de Montpellier Méditerranée Métropole des festivals Montpellier Danse. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 54 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER (THEATRE JEAN VILAR) RELATIVE AU PROJET DE SPECTACLE « L'ORIGINE DU MONDE » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 54 : Musée Fabre - Convention de partenariat avec la ville de Montpellier relative au projet de spectacle « L'Origine du Monde ». Qui demande des explications au Vice-Président Bernard Travier ? Personne. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 55 : CULTURE - MUSEE FABRE - ADHESION A DES RESEAUX D'ECHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 55 : toujours le Musée Fabre - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE - MUSEE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2019 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 56 : Musée Fabre - Demandes de subventions 2019. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 57 : CULTURE - MANIFESTATIONS ET EVENEMENTS 2019 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET EVENEMENTS DU MUSEE FABRE ET DU SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 57. Manifestations et événements 2019 - Prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements du musée Fabre ainsi que du site archéologique Lattara. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - PRISE EN CHARGE DE LA REMUNERATION ET DES FRAIS DE DEPLACEMENTS DANS LE CADRE DES MASTERCLASS ET CONCERT « RENCONTRES DU OUD ET DU SERPENT » - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 58 : Conservatoire à rayonnement régional - Prise en charge de la rémunération et des frais de déplacements dans le cadre des masterclass et concert « Rencontres du Oud et du Serpent ». Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'EPCC L'ASTRADA "JAZZ IN MARCIAC" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59. Conservatoire à rayonnement régional - Convention de partenariat avec l'EPCC l'Astrada « Jazz In Marciac ». Midi-Pyrénées. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

Monsieur le Président

Franchement Jazz In Marciac, c'est super. Pour ceux qui peuvent y aller, vous allez vous régaler.

AFFAIRE N° 60 : CULTURE - ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS ET HOTEL DE MONTCALM - CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE (EPCC) MOCO - SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. DOMERGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 60. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

Ne prennent pas part au vote : 8 voix.

AFFAIRE N° 61 : CULTURE - RESEAU DES MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION DOCUMENTAIRE AVEC LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 61 : réseau des médiathèques - Convention de coopération documentaire avec la Bibliothèque nationale de France. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 62 : CULTURE - RESEAU DES MEDIATHEQUES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62 : réseau des médiathèques - Convention de partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Montpellier. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 63 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER, L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III ET LE CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LA REALISATION D'UNE ENQUETE SUR LES PUBLICS DE L'ART CONTEMPORAIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63 : convention de partenariat avec la ville de Montpellier, l'Université Paul-Valéry Montpellier III et le Centre national de recherche scientifique pour la réalisation d'une enquête sur les publics de l'art contemporain. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy BARRAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 64 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE UNIVERSITE CLUB NATATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

M. Meissonnier, Vice-Président, vous propose la convention d'objectifs entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Méditerranée Métropole Université Club Natation. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 65 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - OUTIL D'AIDE A LA GESTION DU RISQUE INONDATION - CONVENTION DE PRESTATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES 31 COMMUNES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

M. Lussert vous propose l'outil d'aide à la gestion du risque inondation – Convention de prestation entre la Métropole et les 31 communes. Qui demande des explications au rapporteur ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 66 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE LATTES - SITE DU MEJEAN - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE LATTES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX HYDRAULIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 66 : Commune de Lattes - Site du Méjean - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune de Lattes. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 67 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PAPI 2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - COMMUNE DE FABREGUES - PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU COULAZOU - AVANT-PROJET ET DEMANDES D'AIDES FINANCIERES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 67 : PAPI 2 Lez, Mosson, étangs palavasiens - Commune de Fabrègues - Protection contre les inondations du Coulazou.

[Propos hors micro]

Monsieur le Président

C'est Coulazou. C'est Marcel Coulazou qui vous a tués. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 68 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DES BATIMENTS DES SALINES AVEC LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC ROUSSILLON (CEN L-R) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68 : Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de fonctionnement et de gestion des bâtiments des Salines avec le Conservatoire d'espaces naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R). Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX HUMIDES DE LA RUE DES ROUDERES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. MIRALLES entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 69 : Commune de Saint Jean de Védas – Travaux de renouvellement des réseaux humides de la rue des Roudères - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et le syndicat du Bas Languedoc. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSET, Mme Patricia MIRALLES, M. Joël VERA.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 72 voix.
Ne prennent pas part au vote : 11 voix.*

AFFAIRE N° 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - NOTE LIMINAIRE 2017 SUR L'EXERCICE DES COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT - RAPPORTS ANNUELS 2017 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE DU SYNDICAT BAS LANGUEDOC ET DU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - APPROBATION

Mme S. BOUALLAGA et M. G. LANNELONGUE entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 70 : Note liminaire 2017 sur l'exercice des compétences eau et assainissement. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSET, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Joël VERA.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 69 voix.
Ne prennent pas part au vote : 16 voix.*

Monsieur le Président

Affaire 71 : il s'agit du contrat territorial pour le mobilier usagé (CTMU). Qui demande des explications à Mme Barthas ?

M. Raymond. C'est pour l'affaire d'avant ?

Joël RAYMOND

Oui.

Monsieur le Président

Allez-y. On refera voter si vous voulez.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est sur l'affaire 70 puisque cela concerne le syndicat Garrigues Campagne ; syndicat qui alimente en eau la commune de Montaud. Je sais que le contrat de fermage avec Veolia arrive à échéance fin 2020. Je voulais savoir, puisque je ne siège plus à ce syndicat, s'il y avait une stratégie ou une perspective future en matière d'eau au niveau du syndicat mais également au niveau de la Métropole par rapport à ce qui s'est mis en place notamment avec la Régie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Nous l'étudions.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 71 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CONTRAT TERRITORIAL POUR LE MOBILIER USAGE (CTMU) - AVENANT N°1 AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-MOBILIER POUR LA REPRISE ET LA VALORISATION DES DECHETS D'AMEUBLEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71 : il s'agit du contrat territorial pour le mobilier usagé (CTMU). Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 72 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE 2018-2024 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72 : délégation de service public de transports urbains de Montpellier Méditerranée Métropole. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 73 : TRANSPORTS ET MOBILITE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DEPLACEMENTS URBAINS SUR LE RESEAU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE REALISES PAR LES ABONNES "LIBRE CIRCULATION" (EX ZAZIMUT) EN JUILLET ET AOUT 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET sort de séance

Monsieur le Président

Affaire 73 : Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Titina DASYLVA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 73 voix.*

Ne prennent pas part au vote : 12 voix.

AFFAIRE N° 74 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY EXTENSION LIGNE 1 - CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS DE GESTION ET D'ENTRETIEN DU PARVIS OUEST DE LA GARE MONTPELLIER SUD DE FRANCE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SNCF RESEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 74 : Tramway extension ligne 1 - Convention de superposition d'affectations de gestion et d'entretien du Parvis Ouest de la gare Montpellier Sud de France. Contre ? Oui, Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Excusez-moi Président de vous interrompre dans votre course-poursuite qui ravit tout le monde car cela fait 5 heures que nous sommes là mais, je vous ai envoyé un courrier pour le Parvis Sud et les sorties du parking Sud de la gare Sud de France qui sont sur la commune de Lattes. Il y avait une proposition initiale qui consistait à faire un barreau que j'ai refusée car elle emmenait directement dans Boirargues ce qui allait nous mettre dans l'ennui. En revanche, la dernière partie de mon courrier vous invitait à ce que nous puissions travailler ensemble puisque j'avais une solution pour ouvrir un barreau qui résoudrait une partie du problème entre Montpellier et Lattes jusqu'à l'avenue Georges-Frêche. Je voulais savoir si vous aviez en tête de donner suite à cette demande de travail en commun. Voilà, c'est tout.

Monsieur le Président

Franchement, il faut l'étudier ; il faut voir.

Cyril MEUNIER

C'est exactement ce que je vous proposais : que nous nous rencontrions entre les deux maires concernés et que l'on regarde.

Monsieur le Président

Franchement, je suis d'accord pour que l'on regarde ça.

Cyril MEUNIER

Parce que pour l'instant nous n'avons que quatre trains mais bientôt, nous en aurons 20. Vous à Montpellier et moi à Lattes risquons d'avoir un certain nombre de soucis.

Monsieur le Président

Franchement, je suis d'accord pour qu'on en parle. Il faut savoir que les modifications que nous avons mises en place sur l'ouverture Nord de la gare Montpellier Sud de France fonctionnent franchement bien.

Cyril MEUNIER

Ça améliore, c'est sûr. Merci. J'attends donc de vos nouvelles. Bonnes fêtes de fin d'année à tous.

Monsieur le Président

Affaire 74 : Contre ? Abstention ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 75 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY CINQUIEME LIGNE - CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE RECONSTITUTION SUR LE SITE DE LA STATION DE POTABILISATION FRANÇOIS ARAGO ET DES RESERVOIRS DE MONTMAUR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75 : Tramway cinquième ligne - Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la Régie des Eaux de Montpellier. Il s'agit des travaux.

Je mets aux voix. Une abstention. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZÈRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZAŃSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Anne BRISSAUD.

Ne prennent pas part au vote : 13 voix.

AFFAIRE N° 76 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - INVESTISSEMENT VOIRIE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26 : Investissement voirie - Convention de fonds de concours entre la Métropole...

[Propos hors micro]

Monsieur le Président

76 ! Investissement voirie – Convention de fonds de concours entre Montpellier Métropole et Prades-le-Lez.

On recommence à partir de 26...

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - DECLARATION DE FRANCE URBAINE POUR UNE TRANSITION EN FAVEUR D'UNE ALIMENTATION DURABLE, RESPONSABLE ET SOLIDAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 77 : Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Déclaration de France urbaine pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS - ORGANISMES INTERNES ET EXTERNES - DESIGNATIONS ET ACTUALISATION

Monsieur le Président

Affaire 78 : Représentations – Organismes internes et externes – Désignations et actualisation.

À la suite de la démission de M. Christian Vigouroux, il convient de désigner une nouvelle personnalité qualifiée au sein du conseil d'administration d'ACM Habitat. Nous vous proposons la candidature d'Éric Bérard, ancien directeur de la SERM.

Il ne faut pas que les journalistes partent, ça va chauffer. À la suite de la démission de Didier Deschamps, il convient de désigner une nouvelle personnalité qualifiée au sein du conseil d'administration de l'association Opéra – Orchestre national de Montpellier. Nous vous proposons la candidature de Jean-François Carencu, ancien Préfet de Paris et ancien directeur général du District de Montpellier. Nous ferons ensemble une conférence de presse entre Noël et le jour de l'An pour expliquer sa démarche et son investissement.

À la suite de la disparition de M. Alain Guilbot...

[Intervention hors micro d'un élu]

Monsieur le Président

À la suite de la disparition de mon ami M. Alain Guilbot, ancien maire du village de Murles, ancien scientifique spécialiste de l'eau, et à la démission de M. Claude Neuschwander, il convient de désigner deux nouvelles personnalités qualifiées au sein du conseil d'administration de la Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Nous vous proposons la candidature de Serge Miquel, Président de l'association la Goutte d'eau, et de Jean-Claude Hemain, ici présent.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Est-ce que vous voulez voter à main levée ?

[propos hors micro]

Monsieur le Président

Jean-Pierre Moure.

[Intervention hors micro de Jean-Pierre Moure]

Monsieur le Président

C'est M. Bérard.

Jean-Pierre MOURE

Qui a démissionné d'ACM ?

Monsieur le Président

M. Vigouroux.

Jean-Pierre MOURE

D'accord. C'est tout.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Prades.

Jean-Marc LUSSERT

Est-ce qu'on peut voter à main levée, s'il vous plaît... ?

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Le Président propose la candidature de Monsieur Eric BERARD en tant que personnalité qualifiée au sein du Conseil d'administration d'ACM Habitat, Monsieur Jean-François CARENCO en tant que personnalité qualifiée au sein du Conseil d'administration de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier, Monsieur Jean-Claude HEMAIN en tant que personnalité qualifiée et Monsieur Serge MIQUEL en tant que représentant d'association au sein du Conseil d'administration de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "OCCITANIE EVENTS" - STATUTS - PRISE DE PARTICIPATION - ACQUISITION DE PARTS AUPRES DE LA REGION OCCITANIE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 79 : Société publique locale « Occitanie Events ». C'est ce que je vous disais tout à l'heure sur les accords que nous avons passé avec la Région. Il s'agit des statuts, de la prise de participation, de l'acquisition de parts auprès de la Région Occitanie.

Nous proposerons à Mlle Maud Bodkin de faire partie du conseil d'administration de la SPL Occitanie.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Le Président propose la candidature de Mme Maud BODKIN.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION - ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour : article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 85 voix.*

Monsieur le Président

Chers collègues, merci beaucoup. Je vous souhaite une excellente fin d'année et d'excellentes fêtes de fin d'année. Le prochain Conseil de Métropole se tiendra le 31 janvier. On votera le budget.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h15.